

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

---

---

*Dans ce numéro :*

---

## **Le Carnet du Sauvage**

*par Pierre MONATTE*

## **Le Congrès de la C.G.T.F.O.**

**Deux jours à la C.G.T.F.O.**

*par M. CHAMBELLAND*

**Refuge ou base de départ ?**

*par R. HAGNAUER*

## **Le socialisme bourgeois à l'œuvre**

*par R. LOUZON*

# LA REVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 170 fr.  
Un an ..... 300 fr.

### EXTERIEUR

Six mois ..... 200 fr.  
Un an ..... 380 fr.

### ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction à R. Hagnauer,  
et l'Administration à J.-P. Finidori, à la

Révolution prolétarienne,

14<sup>e</sup> rue de Tracy — PARIS (II<sup>e</sup>)

### PERMANENCE

Tous les soirs, de 17 à 19 heures  
le samedi, de 16 à 19 heures

### UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux :

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

# SOMMAIRE DU N° 13

(Avril 1948)

|  |                |
|--|----------------|
| Deux jours à la C.G.T.F.O. ....  | M. CHAMBELLAND |
| Pour l'unité syndicale .....   | A.-V. JACQUET  |
| Le Carnet du Sauvage : Une victoire trop<br>belle. — Quelqu'un du Front ouvrier<br>qui ne fait guère front ..... | P. MONATTE     |
| C.G.T.F.O. : Refuge ou base de départ ? ..   | R. HAGNAUER    |
| Dans les Métaux .....  | R. GESLIN      |
| Que se passe-t-il dans le Livre ? .....  | G. AVENA       |
| La mort de Paul Delesalle .....  | M. DOMMANGET   |
| Le massacre : seule arme de l'Union fran-<br>çaise .....   | R. L.          |
| Le désastre d'Indochine .....  |                |
| Le socialisme bourgeois à l'œuvre .....  | R. LOUZON      |
| Un grand livre : « Sans patrie ni fron-<br>tières » .....  | G. SARDET      |
| Victor Serge et André Malraux .....  |                |
| Un sans-galons nous écrit .....  |                |
| Un refus surprenant .....  |                |

### Parmi nos lettres

L'espoir de rénovation du syndicalisme (J. Chanias).

### Faits et Documents

Les faits du mois. — Les Comités d'entreprise dans la voie du chauvinisme et de la collaboration. — L'orientation nouvelle de la Yougoslavie. — La mise au pas des fonctionnaires tchèques. — Le F.S.M. et l'Internationale des Métallurgistes. — Le point de vue du colonel russe. — L'Internationale socialiste répare son erreur d'aiguillage. — L'énigme de la mort de Jan Masaryk.

### Entre nous

# LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1° De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire, en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ;

2° De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1948 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C. G. T. à la division et à l'impuissance. La politique de la présence, sans mandat ni garanties, rend la C. G. T. dépendante du gouvernement ;

3° De rappeler que l'unité syndicale implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la C.G.T., les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques

et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent pas, au contraire ;

5° De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans la C.G.T. et la Fédération syndicale mondiale. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant son rôle ni avec le Bureau international du Travail ni avec l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé à la C.G.T. et à l'Internationale ;

6° De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ;

7° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

# Deux jours à la C.G.T.F.O.

## Impressions d'un auditeur

Ce congrès fut trop court. Deux jours seulement pour adopter les statuts et déterminer l'orientation. Même pas deux jours, puisque la matinée du lundi ne fut employée qu'à demi, celle du mardi presque exclusivement consacrée au discours du « général », et la dernière séance emplie du brouhaha des votes et des départs. En 1922, le congrès constitutif de la C.G.T. Unitaire, à Saint-Etienne, avait duré presque une semaine.

On ne pouvait faire mieux, paraît-il. Un gros effort avait amené un nombre important de délégués, 1.435 exactement, chiffre officiel. Donc beaucoup de monde, un peu trop peut-être. Dès le début de la discussion sur les statuts, le temps de parole fut limité à cinq minutes par orateur. Il en fut de même pour l'orientation. N'aurait-il pas été préférable d'avoir moins de monde et plus de temps ? Les deux grands sujets n'ont pu être débattus à fond. Il en est résulté un certain mécontentement, une sorte de malaise encore indéfinissable.

Il y avait là, c'est certain, beaucoup de jeunes délégués. Les moins de trente ans n'étaient peut-être pas la majorité, mais ils étaient probablement plus nombreux que les plus de quarante. Et il n'était vraiment pas difficile de faire figure de vétéran dans ce congrès ! Ces jeunes attendaient probablement mieux que ce qu'on leur a donné. La nourriture, il faut le dire, fut assez mince.

Par exemple, on pouvait légitimement attendre des dirigeants de Force Ouvrière une explication détaillée de la scission de décembre, d'autant plus qu'en somme le départ leur fut imposé, qu'ils durent se rallier à l'opinion de la grande majorité des délégués, abandonner leur point de vue de lutte à l'intérieur. D'autre part, « Force Ouvrière » journal avait annoncé l'établissement d'un dossier sur les grèves généralisées de novembre et sur les méthodes utilisées contre les récalcitrants. Ce dossier existait-il ? S'il existe vraiment, il fallait le dévouiller à la tribune.

Le discours « introductif » de Bothereau ne fut pas aussi complet ni aussi vibrant qu'on pouvait le souhaiter. « La scission, c'est un drame ouvrier », a dit Bardin. Cela n'est pas apparu dans ce congrès. Tout le monde en avait, c'était visible, pris son parti. Sommes-nous donc dans une époque où l'on fait des scissions comme on dit bonjour ?

Il eût été d'autant plus nécessaire de s'étendre sur les causes et les responsabilités que les premiers renseignements recueillis sur les effectifs de la C.G.T. Force Ouvrière ne montrent pas une situation particulièrement brillante, qu'en réalité il apparaît que, si les cadres sont constitués, si l'« appareil » est mis en place, les syndiqués espérés n'ont pas encore atteint le chiffre annoncé un peu vite.

## Situation financière peu brillante

Bothereau a dit : « Nous montons vers les 1.500.000 adhérents. » Il a ajouté que si l'on ne pouvait connaître exactement les effectifs de la C.G.T. Frachon, le chiffre de trois millions lui paraissait admissible. Et il a affirmé : « La

fin de l'année ne viendra pas sans que nous soyons à égalité. » Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut-il dire qu'à fin 1948 la C.G.T.F.O. aura trois millions d'adhérents ? Ou que, d'ici là, la C.G.T. Frachon sera descendue à 1.500.000 ?

Ce même chiffre de 1.500.000 sera-t-il vraiment atteint par la C.G.T.F.O. ? A la lumière des renseignements donnés au congrès par le rapporteur de la commission de contrôle, la question doit se poser.

Au départ, la C.G.T.F.O. disposait d'environ 6 millions de francs « accordés par des organisations syndicales françaises et étrangères dans lesquelles ne figure aucune organisation américaine ». Elle a reçu les 40 millions versés par le gouvernement sur les fonds de la Charte du Travail. Les cartes et timbres vendus avaient atteint le 31 mars 11 millions 800.401 francs. Au total, environ 58 millions de francs de recettes. Mais, dans la réalité, ces 11 millions 800.000 francs de timbres et de cartes n'ont pas été payés à la C.G.T.F.O. La recette effective et réelle ne s'est élevée qu'à 126.000 francs ! L'énorme différence reste due par les Fédérations.

D'autre part, les Unions et les Fédérations ont reçu de la C.G.T.F.O. des avances dont le total est de 19 millions 682.000 francs. Fédérations et Unions doivent donc à la caisse centrale plus de 30 millions. Il en faudra, des cotisations de syndiqués pour boucher ce trou ! Les dépenses confédérales proprement dites se sont élevées à 11 millions 827.000 francs du 19 décembre au 31 mars. Le budget confédéral semble être de l'importance d'au moins trois millions de francs par mois. C'est un chiffre considérable.

Il ne sera vraiment possible d'avoir une notion sûre des effectifs qu'au moment où les paiements des cartes et des timbres de 1948 auront été effectués pour la plus grande partie du « matériel » effectivement placé à la base. Car si les Fédérations et les Unions doivent à la C.G.T.F.O., c'est aussi que les syndicats doivent aux fédérations et aux unions, et il se peut malheureusement qu'une partie des cartes et des timbres délivrés aux syndicats restent inemployés. Ici, l'on rejoint la préoccupation traduite par quelques orateurs qui ont, en somme, paraphrasé la formule du baron Louis : « Donnez-nous une bonne orientation syndicale, une plate-forme satisfaisant les aspirations ouvrières, et nous vous donnerons des adhérents, donc des ressources. »

## L'état-major s'est cru menacé

Le débat sur les statuts traduit tout de même, bien qu'écourté, cette préoccupation. Après que Veillon eut situé les points de désaccord tels qu'ils apparaissaient dans un document signé par un nombre important de militants, document qui ne fut malheureusement pas connu assez tôt pour faire l'objet de discussions dans les syndicats, Lafond, secrétaire confédéral provisoire, un des signataires, exposa qu'il s'agissait avant tout de permettre le plus large rassemblement autour de la nouvelle Centrale syndicale. Les camarades qui demandaient un autre titre que celui de C.G.T.

Force Ouvrière, parce que « Force Ouvrière » représentait à leur avis une tendance, non un ensemble, avaient, j'en suis certain, ce souci. Mais les camarades de « Force Ouvrière » crurent, au contraire, voir dans cette demande une attaque contre leurs conceptions particulières peut-être une tentative de déboulonnement. Il en fut également ainsi pour la non-rééligibilité des fonctionnaires syndicaux, pour le non-cumul des fonctions syndicales et des fonctions d'administrateur des services nationalisés et pour les modalités d'élection de la commission exécutive confédérale. (Election par le congrès au lieu du comité confédéral.)

On eut l'impression très nette d'un état-major de vieux et de jeunes militants ex-confédérés se sentant menacés par une tendance différente de la leur et faisant front pour défendre leur position dominante. Ce fut peut-être une conséquence de la présentation collective des modifications statutaires, surtout que certains des signataires avaient siégé à la commission préparatoire et, paraît-il, accepté les propositions primitives. En regrettant certaines maladroites, il faut reconnaître que la préoccupation principale de la majorité fut... de rester la majorité, et cela n'éclaira ni n'éleva le débat.

La « somme d'erreurs » de « Force Ouvrière » dont parla l'ardent mais gaffeur secrétaire de l'Union départementale syndicaliste du Cher s'est accrue à ce congrès d'un manque de compréhension certain à l'égard de ceux dont le désir était de donner à la C.G.T.F.O. une allure plus jeune moins bureaucratique, une figure nouvelle accusant mieux le contraste avec la C.G.T. Frachon. On a oublié que la C.G.T.F.O. a pour destin de recueillir, les uns après les autres, ceux qui sont restés chez Frachon par discipline syndicale et ceux qui se sont placés dans la position toute provisoire de l'autonomie. Ces passages se feront, au fur et à mesure des événements, mais on les aurait hâtés et facilités en inscrivant dans les statuts des innovations encourageantes, au lieu de parler des « déserteurs ».

Sinot, des mineurs, alla jusqu'à insinuer qu'on voulait attaquer les nationalisations elles-mêmes en demandant que les secrétaires d'organisations syndicales ne puissent être, en même temps, administrateurs des houillères ou des chemins de fer. Pourtant Descombes, des cheminots, avait donné un exemple précis de cette incompatibilité. Tournemaine n'a-t-il pas ratifié, comme administrateur de la S.N.C.F., une augmentation de tarifs qu'il condamnait en tant que secrétaire de la Fédération des cheminots ? Au surplus, il ne s'agissait pas de supprimer la représentation ouvrière à la direction des entreprises nationalisées mais seulement de choisir les représentants ouvriers en dehors des secrétaires syndicaux, ceux-ci devant rester les interprètes des revendications ouvrières. « On ne peut être patron et secrétaire de syndicat », avait dit Descombes.

Une même déformation empoisonna le débat sur la non-rééligibilité. On crut qu'il s'agissait d'une attaque contre les personnes. Ce furent uniquement des fonctionnaires en place, des anciens et des moins anciens, qui vinrent défendre la rééligibilité, comme s'ils s'étaient sentis eux-mêmes visés. Or ce n'était pas à eux-mêmes qu'on en voulait. Il n'y avait là-dedans aucune des « combines » qu'a cru pouvoir évoquer Charlot. (Bien décevant, Charlot.) Mais non. Il s'agissait de permettre au mouvement Force Ouvrière de ne pas retomber dans cer-

taines erreurs. Le cas de la Fédération du Livre, par exemple, dont le secrétaire était rééligible et toujours réélu, mais où Liohon disparut sans avoir formé son successeur. (Ce qui conduisit à Ehni.) Le cas de la C.G.T.U., où la non-rééligibilité était statutaire jusqu'en 1925, quand Maurice Thorez la fit supprimer pour asseoir définitivement la direction du parti communiste sur les syndicats unitaires. Je n'ai entendu à la Mutualité que des variantes du discours de Maurice Thorez contre la non-rééligibilité au congrès de la C.G.T.U. il y a vingt-trois ans.

Parce qu'on s'est cru menacé, on a refusé de « faire du neuf ». Ainsi la C.G.T. Force Ouvrière apparaîtra plus comme la continuation de la vieille C.G.T., celle du programme minimum et du plan, que comme une force nouvelle ayant tiré les leçons du passé pour marcher plus vigoureusement et plus sûrement vers l'avenir.

## Les silences du général-président

Le débat sur l'orientation syndicale se réduisit en réalité, et j'en demande pardon aux autres orateurs, au discours de Léon Jouhaux et à la brève intervention de Jean Mathé. Je n'ai pu apprécier l'éloquence toujours jeune du secrétaire général de la C.G.T. car j'étais au Père-Lachaise, à l'incinération de Paul Delesalle, mais comme, de l'avis des auditeurs, ce qu'il y eut de plus remarquable dans son discours ce fut ce dont il ne parla pas, il m'est tout de même possible d'en dire quelques mots.

Il faut relier à ce débat une question posée dans la discussion statutaire, celle de l'adhésion à la Fédération syndicale mondiale, prévue à l'article 3. des statuts. De nombreux délégués se prononcèrent contre cette adhésion car, dirent-ils, la F.S.M. est sous la direction des staliniens et des parastaliniens et nous ne pouvons accepter dans l'Internationale syndicale ce pour quoi nous venons de quitter la C.G.T. Jouhaux et ses amis maintinrent leur demande d'adhésion, ils obtinrent la majorité, mais ils ne donnèrent pas leurs raisons.

Bergeron, du Livre belfortain, avait posé en termes clairs les questions suivantes : « Si nous demandons notre adhésion à la F.S.M., êtes-vous sûrs qu'on nous acceptera ? » « Et si l'on ne nous accepte pas, que feront les centrales nationales qui ne sont pas communistes ? » Jouhaux n'a pas répondu. Il ne pouvait évidemment pas dire à la tribune ce qu'on racontait ici et là, à savoir que c'était le point choisi, paraît-il, pour clarifier la situation à l'intérieur de la F. S. M. et pour rompre, si l'adhésion de la C.G.T.F.O. n'était pas acceptée.

Mais ce qui frappa surtout les auditeurs, ce fut que Jouhaux dénonça l'esprit fasciste en Espagne et en Grèce, tout en ne soufflant mot des prétendues « démocraties populaires » situées derrière le rideau de fer où aucun mouvement syndical libre n'existe plus. Précisément, il avait été dit à la tribune qu'il était difficile de considérer comme syndicale une Internationale comprenant des mouvements syndicaux asservis à leurs gouvernements respectifs. Là-dessus Jouhaux fut muet.

Jean Mathé, en un discours de dix minutes, qui, selon le rédacteur du **Populaire**, « bouleversa » le congrès, demanda à Jouhaux de le rassurer, de lui dire que, comme nous tous, il considérait **aussi comme un danger** le totali-

tarisme qui règne sur certains pays, que, comme nous tous, il voulait tenter d'éliminer ce danger, à l'égal du danger fasciste. Jouhaux ne répondit point.

Sur le plan national, le préambule des statuts prévoit des « rapprochements » et des « collaborations », en vue d'une « action déterminée lorsque la situation l'exige expressément ». « Allons-nous, demanda Mathé, renouer un jour une alliance avec ceux qui nous ont volé la C.G.T. ? Une alliance avec ceux qui sont contre la liberté, qui méprisent et qui exploitent les masses ? » Jouhaux ne répondit point.

L'incertitude plane donc encore sur l'orientation de la C.G.T.F.O. tant sur le plan national que sur le plan international. Léon Jouhaux a abandonné ses fonctions de secrétaire général de la C.G.T.F.O., mais le congrès a créé spécialement pour lui — et sans discussion — le poste de « président ». Il est sûr qu'il continuera à peser sur l'action de la C.G.T.F.O. dans les moments décisifs. Dans quel sens la dirigera-t-il ?

Sur le plan national, on peut imaginer un scénario. I. — De Gaulle essaie de prendre le pouvoir par la force. II. — La C.G.T.F.O. s'allie à la C.G.T. et lance une grève générale qui fait échouer de Gaulle. III. — Après l'échec de De Gaulle, une coalition de gauche prend le pouvoir et les stalinien s'installent aux leviers de commande. IV. — Progressivement les stalinien s'assurent tout le pouvoir et installent leur dictature. Allons-nous vers ce dénouement ? Acceptons-nous d'y aller ?

Que peut faire la C.G.T.F.O. contre les menaces de guerre ? De quel côté se rangera-t-elle si le conflit éclate ? Du côté russe ou du côté américain ? Se prononcera-t-elle pour une conférence de Munich entre Truman et Staline ?

On eût aimé une grande discussion où ces questions, et bien d'autres, se fussent posées. Ce congrès ne nous la donna pas. Je suis bien forcé de noter la déception, en souhaitant que les événements nous laissent encore la possibilité d'y revenir.

## Un milieu où l'on respire

Pour conclure, je dirai que la qualité essentielle du congrès constitutif de la C.G.T.F.O. est qu'il se soit réuni.

Non pas que le congrès nous ait donné satisfaction sur tous les points.

Mais des choses seront possibles dans la C.G.T.F.O., qui ne le sont pas ailleurs.

L'expression de la pensée y est libre et les organes syndicaux, y compris **Force Ouvrière** qui devient organe officiel de la C.G.T.F.O., vont ouvrir des tribunes aux militants de toutes les tendances.

Déjà, des Fédérations et des Unions ont inscrit la non-rééligibilité dans leurs statuts, et grâce à l'effort décidé pour l'éducation ouvrière, les jeunes militants trouveront à s'employer utilement et efficacement.

Je reprendrai le mot que j'avais dit dans cette même salle de la Mutualité, après notre départ de la C.G.T.U. en 1933, lorsque je n'étais pas encore devenu un syndiqué honoraire : **« Nous sommes dans un milieu où l'on respire. »**

Dans l'autonomie, on risque de se dessécher. Dans la C.G.T. Frachon, on étouffe.

A la C.G.T.F.O., on respire et l'on peut travailler à l'avenir de la classe ouvrière.

Maurice CHAMBELLAND.

## Parmi nos lettres

### L'espoir de rénovation du syndicalisme

Notre camarade Jean Chaniac, métallurgiste de la Loire, nous a adressé une lettre datée du 25 mars que nous regrettons de ne pas avoir reçue avant la publication de notre dernier numéro. Il est dommage que l'on n'ait pas connu, avant les congrès qui viennent de se tenir, ces intéressantes observations d'un militant de la base, qui s'est mis à la besogne sans illusions et sans découragement prématuré.

*Je suis entré à Force ouvrière, et avec Genetrier, nous avons fait démarrer le syndicat de la métallurgie du Chambon dont je suis secrétaire provisoire.*

*Ça ne va pas tout seul, nous rencontrons beaucoup de difficultés. Il y a chez les travailleurs beaucoup d'apathie, un certain « attentisme ».*

*Lorsqu'on parle de reconstruire le syndicalisme, il faut tenir compte de ce fait : la masse des travailleurs n'a pas confiance en elle-même. La crise du syndicalisme que nous subissons depuis 14 est due, à mon avis, en partie à ce fait : avant 14, les syndicats ne groupaient qu'une minorité de la classe ouvrière, une minorité consciente qui avait foi en ses propres forces ; au lendemain de la guerre, le syndicalisme s'est ouvert aux masses qui savent que l'union fait la force, d'où leur désir d'unité et d'organisation, mais ce qu'elles ne savent pas, ce qu'elles n'ont jamais su, c'est que « l'émancipation des travailleurs est l'œuvre des travailleurs, de tous les travailleurs ». La politisation n'est qu'une conséquence de ce fait.*

*La renaissance du syndicalisme, c'est redonner aux travailleurs une conscience de classe, leur donner confiance en eux-mêmes et rien qu'en eux, c'est reconstruire une centrale indépendante et où la liberté de chacun sera respectée. Double tâche, l'une d'éducation, l'autre d'organisation. Deux tâches qui sont intimement liées, négliger l'une au profit de l'autre c'est s'exposer à des déboires.*

*A mon avis le problème primordial c'est un problème de militants. Si nous avions seulement deux ou trois camarades résolus dans chaque usine, sachant faire participer la masse des travailleurs à leur combat, je crois que tous les espoirs seraient permis.*

*Force ouvrière c'est un espoir de rénovation du syndicalisme. Malgré tous les griefs dont on peut l'accabler, et certains sont justifiés, même si les statuts et l'orientation ne nous donnent pas entièrement satisfaction, Force ouvrière restera tout de même un espoir, car il y a à la base des camarades de bonne volonté, et notre devoir est d'y être présents.*

*A la Ricamarie les mineurs ont démarré, c'est Fayolle, secrétaire du bâtiment au Chambon en 1936, qui a pris l'affaire en main. Il rencontre de grosses difficultés au point de vue recrutement. Un nombre considérable de mineurs ne sont plus syndiqués. D'autre part, la C.G.T. semble reprendre du poil. Les récentes augmentations des prix font bien son affaire. Et il faut bien remarquer que l'on ne peut s'opposer indéfiniment à la grève. Même si celle-ci revêt un caractère insurrectionnel, elle est en partie justifiée. Et ce n'est pas la position prise par F.O. qui est capable d'améliorer le pouvoir d'achat des salariés. Celui-ci est fonction de la combativité de la classe ouvrière. Il y a certes des problèmes techniques à résoudre, mais même ceux-ci résolus on est en droit de se demander si le bénéfice en ira à la classe ouvrière sans qu'elle soit obligée de montrer les dents. Et pourtant, nous ne voudrions pas que les combats menés par la classe ouvrière servent les ambitions des politiciens et nous fassent perdre nos libertés. Comment concilier cela, la nécessité de se défendre et le désir de ne pas être le jouet d'un parti quelconque ?*

# Pour l'unité syndicale

*Plus une conception de vie est spontanée et vraie, plus il faut se rendre compte que tout le monde ne peut concevoir la vie d'une même manière.*

**H. HOFFDING**

**Les conceptions de la vie**

Le propre des grands problèmes est de faire naître des réflexions que caractérisent la variété, la persistance et la qualité. Ainsi en est-il pour l'unité syndicale. Elle n'est pas près de disparaître de nos libres discussions.

À son sujet, nous n'avons rien à apprendre des staliniens. Ceux-ci ne sont pas quantité négligeable si l'on considère leur nombre, leur fanatisme, l'appui décidé qu'ils reçoivent de l'impérialisme russe, la situation officielle de premier ordre qu'occupent leurs chefs. Mais ils ne sont rien, ils ne comptent pas quand se posent à nous des questions de stratégie et de tactique prolétariennes.

Face à une bourgeoisie dont la puissance est si grande encore et dont le sens de classe est extrêmement vif, la stratégie prolétarienne exige le rassemblement « unanime » des travailleurs. Cela au point qu'on peut presque dire : « Un seul être vous manque et tout est dépeuplé. »

Comment obtenir l'unanimité prolétarienne ? Le point dont il faut partir me semble être celui-ci : de nos jours nos convictions sociales sont intensément et passionnément individuelles. Une solution qui nous est proposée ne nous paraît acceptable que si elle représente une expérience et une interprétation voisines des nôtres.

Ce fait d'observation banale comporte une conséquence importante. Le syndicat pour rassembler tous les travailleurs est tenu d'être une anarchie positive (et non une anarchie doctrinale) où chaque adhérent se sent à l'aise et n'est jamais traité en hérétique. Le principe directeur du syndicalisme est de n'avoir pas de principes, car ceux-ci bornent et excluent indûment. Ils paralysent la libre recherche et le mouvement. Aussi aucune pancarte idéologique ne doit-elle surmonter la porte du syndicat, car elle suscite immédiatement des oppositions acharnées, des dissidences qu'aucun césarisme ne parvient à extirper en dépit de consultations truquées où les décisions dictatoriales sont approuvées à 100 pour 100 (et pourquoi pas, après tout, à 200 pour 100 du moment qu'on tient les urnes ?). Que le syndicat doive se définir une Diversité, la C.F.T.C. l'a si bien compris que ce groupement clérical hiérarchisé a essayé de camoufler sa dépendance vis-à-vis de l'Église et de paraître politiquement et religieusement neutre.

La coutume ouvrière, fruit d'une longue expérience, écarte d'elle les mots diviseurs. Mais nos conceptions, par le fait qu'elles sont passionnément individuelles, nous portent à négliger celui qui ne pense pas comme nous, c'est-à-dire « l'autre ». Le syndiqué révolutionnaire, même quand il admet en principe le droit du syndiqué réformiste à faire valoir ses points de vue, ne le lui reconnaît que verbalement. Ainsi en est-il à la C.N.T. où les révolutionnaires sont incontestablement à l'aise dans leur groupe qui laisse en dehors de lui les réformistes parce qu'il les traite en réprouvés tout en sollicitant leur adhésion.

En sens inverse la C.G.T. « Force ouvrière » — qui, dans l'ensemble, est réformiste — se déclare toute disposée à bien accueillir les syndicalistes d'avant-garde. Mais c'est là simple clause de style. « Force Ouvrière » se garde bien d'accomplir les « actes » qui dissiperait les préventions de ceux à qui elle dit vouloir s'unir. De sorte que l'on en vient à penser que les militants de « Force Ouvrière » sont surtout heureux de pouvoir se dire : « Enfin nous voilà seuls et bien entre nous ! ».

Passons à l'autonomie. Elle est une solution provisoire. Prenant acte des faits de scission, elle est parfois, en son genre et dans ses limites, une bonne solution. En 1930-31-32, j'ai vu fonctionner à Lyon l'admirable « Cartel autonome du bâtiment ». Les impuissantes centrales d'alors auraient pu prendre d'excellentes leçons de syndicalisme auprès de lui.

Mais si l'autonomie est une solution, elle n'est pas une solution syndicaliste : née de la scission, elle la prolonge. Au mieux elle est une solution d'attente permettant de voir venir, de préparer des jours meilleurs.

Les autonomistes qui, à titre de protestation, — — — eu mille fois raison de quitter la Centrale gangrenée qui détruisait leur personnalité et réalisait à leurs dépens l'Unité du cannibale et de ses victimes, ne peuvent ensuite que travailler à sortir de l'autonomie, car en dépit des trésors d'énergie de ceux qu'elle rassemble, l'autonomie n'obtient que des résultats partiels à échelle réduite.

Nous avons connu en 1934, la C.G.T. Jouhaux, la C.G.T.U. stalinienne et squelettique, la C.G.T.S.R., les Syndicats autonomes. En 1948, après 14 ans de fausse unité, nous avons la C.G.T. stalinienne, la C.G.T.F.O., la C.N.T. et les Syndicats autonomes. En vérité, me disait un ami, nous voilà revenus au même point qu'en 1934.

Non, car le propre de l'histoire est justement de ne point se recommencer.

Fait heureux : le stalinisme a créé une situation nouvelle. On l'a vu à l'œuvre : il a sombré dans le césarisme réactionnaire ; il a accentué, aggravé et perfectionné son jésuitisme digne d'Escobar. Par suite, aucune duperie n'est plus possible, ainsi qu'il arriva en 1935 et 1936. Seuls, désormais, peuvent être apparemment bernés des compères jouant les naifs : ainsi un Le Léap, versant des larmes de crocodile sur la scission.

Sur un terrain largement déblayé, le problème est maintenant de rassembler les révolutionnaires de la C.N.T., les réformistes de « Force Ouvrière » et les autonomes de toutes tendances.

À ce problème il est normal, il est naturel, que nous apportions des solutions différentes. Mais le tort serait de les élever à l'absolu et de déclarer que telle ou telle conduite est la seule qui soit susceptible de nous sauver. Ce serait une attitude déplorablement réactionnaire, notre devoir étant au contraire de devenir toujours plus aptes à saisir ce qu'il y a de vrai, d'original et de profond chez « l'autre ».

Laissons les intransigeances hautaines aux chefs qui font la guerre avec la peau et le sang de leurs dupes. Elles ne sont pas de mise entre syndicalistes sincères. Nous sommes tenus, en tout temps, d'élaborer des solutions de compromis qui laissent à chacun sa part de champ et d'ombre.

**A. V. JACQUET.**

# Le Carnet du Sauvage

## Une victoire trop belle

Décidément, j'ai la guigne. Je voulais suivre à la table de la presse les débats du congrès de la C.G.T. F.O. ; cela m'a été impossible. Une sorte de rechute de grippe m'a condamné à ne pas sortir.

D'avoir pesté contre un pareil contretemps cela m'a-t-il entraîné à voir de loin les choses en noir ? C'est possible. Cependant, les résultats des votes du congrès, ce qui s'est passé ensuite au Comité national, me confirment dans mes craintes. Alors, je me risque à dire comment, du dehors, me sont apparues les choses, même si mon point de vue doit détonner à côté de ceux de Chambelland et d'Hagnauer, qui ont suivi le congrès de bout en bout.

Je tenais à suivre ce congrès pour lui-même, bien sûr ; son importance était grande pour l'avenir du mouvement syndical en France ; mais aussi pour juger par moi-même de la composition et de la vigueur de la jeune couche de militants, celle qui avait poussé le 19 décembre à la scission et celle qui avait rallié depuis la nouvelle centrale syndicale. Cette jeune génération saurait-elle s'affirmer et s'imposer ? Ou bien les vieux réussiraient-ils à la mettre dans leur poche ?

Elle s'est affirmée mais ne s'est pas imposée. Les vieux ne l'ont pas complètement mise dans leur poche, mais ils l'ont bien réduite comme nombre et son relief a été très estompé.

Elle sort des différents votes faible numériquement : 1.700 mandats à 3.000 sur 17.000. Est-ce la mesure exacte de sa force ? C'est douteux. Mais on est obligé de tabler sur ces chiffres.

Les vieux connaissent trop bien la manière de manœuvrer les syndicats et de préparer un congrès pour s'y assurer de belles victoires. Qu'ils me permettent de leur dire que celle qu'ils viennent de remporter est trop belle. Ils la regretteront. Elle sera d'ailleurs probablement sans lendemain.

A vouloir s'assurer à tout prix une maison confédérale bien à soi, osseoir la prédominance de la tendance réformiste Force ouvrière sur les Unions départementales, les Fédérations et la Confédération elle-même, ils avaient commis une première et grave faute en décembre-janvier. Ils viennent, au congrès constitutif d'avril, d'en commettre une seconde, guère moins grave.

Ils ont voulu montrer et démontrer — à qui ? aux délégués étrangers ? au gouvernement ? — que la maison était bien à eux, que les éléments révolutionnaires n'y occupaient qu'une place infime. Ils ont réussi leur démonstration. Mais en décembre-janvier, comme ce mois-ci, ils ont travaillé en réalité non pour leur maison mais pour la maison d'en face. Ils ont admirablement fait la besogne de Frachon et de son maître, le tsar de toutes les Russies.

En n'agissant pas avec rapidité en décembre-janvier, en ne mettant pas debout immédiatement Fédérations d'industrie et Unions départementales, en laissant trainer, en faisant trainer les conflits des Cheminots, des Postiers, des Métallurgistes, des Services publics et de Santé, on laissait passer la bonne période de recrutement. Temps perdu ? Bien pire que cela. C'est une grande conjoncture qu'on a délibérément perdue.

En n'agissant pas vite, et plus encore, en minimisant les causes de la scission, on a bridé l'élan des militants d'en bas au lieu de le décupler. Cela s'est traduit, cela s'est payé par les résultats des élections de délégués mineurs, par le referendum du Livre, par les élections de délégués de maga-

sins. Comment s'étonner que par la suite l'Enseignement soit passé à l'autonomie au lieu de rejoindre Force ouvrière ?

Jouhaux et ses amis ont trop d'expérience pour n'avoir pas prévu ce qui devait inmanquablement se produire. C'est donc qu'ils ont préféré cette solution.

Ils se sont installés — je veux dire qu'ils ont installé leur tendance — dans les Unions et les Fédérations et le congrès confédéral leur a permis de parfaire leur installation. La C.G.T.F.O. apparaîtra désormais comme la maison d'une tendance. Au lieu d'appeler hardiment au Bureau confédéral et à la Commission administrative des représentants de toutes les tendances, on a renforcé à ce Comité national la mainmise réformiste. Evidemment les résultats du congrès le permettaient. L'intérêt de la nouvelle C. G. T., lui, demandait au contraire qu'on soit beau joueur.

Les éléments jeunes n'étaient pas homogènes, c'était à prévoir. Ils appartiennent à toutes les tendances, et c'est heureux. Mais dans ce congrès de deux jours où il ne fallait pas gaspiller de temps il y a eu trop d'orateurs répétant les mêmes choses, sans pouvoir fixer l'attention sur elles. Le débat aurait dû être organisé. C'est le nombre des orateurs qui aurait dû être limité et non pas le temps de chocun réduit à cinq minutes.

De tous les jeunes qui s'étaient affirmés le 19 décembre, celui qui avait pesé le plus en faveur de la scission, c'était certainement Carpentier, du Pas-de-Calais. On attendait de lui au congrès autre chose qu'un hymne à Jouhaux. On espérait qu'il expliquerait la grosse déception infligée au mouvement par les élections de délégués mineurs dans le Pas-de-Calais et le Nord. Carpentier a parfaitement le droit d'être réformiste ; ainsi il reste fidèle à une certaine tradition des mineurs du Pas-de-Calais ; mais il se devait d'exposer pourquoi ses espérances avaient été démenties. Les militants F.O. ont-ils manqué de cran et regardé la lutte les pouces dans l'entourure de leur gilet, comme le leur a reproché Sulpice Dewez ? En ce cas, peut-être ne feraient-ils pas mal de ne pas repousser le concours de militants révolutionnaires plus résolus.

Il me semble que la minorité aurait dû tout d'abord se soulager le cœur en étalant tout ce dont elle avait eu à se plaindre depuis le 19 décembre. C'était le complément indispensable au rapport de Bothereau.

Les propositions du C.E.S. n'avaient pu toucher à temps les syndicats ; quelques mandats ont dû être perdus de ce fait par la minorité. Il semble aussi que les représentants de la minorité au Bureau confédéral et à la Commission administrative n'aient pas toujours su ce qu'ils pouvaient accepter et refuser, prêtant le flanc au reproche de combattre au congrès des textes qu'ils avaient acceptés à la commission. Tout cela serait peu de chose si la minorité savait vraiment sur quelles idées essentielles elle s'appuie.

Il y a plusieurs manières d'être contre le danger stalinien. On peut l'être d'un point de vue réformiste comme on peut l'être — c'est notre cas — d'un point de vue révolutionnaire. Nous ne comprenons même pas qu'on soit à la fois stalinien et révolutionnaire, puisque le stalinisme n'est rien d'autre qu'une forme nouvelle du fascisme. Mais on est dérouteré, quand on croit avoir affaire à un réévaluationnaire, de trouver sous sa plume au dans sa bouche des phrases tout à fait contradictoires. Par

exemple quand on lit qu' « il faut poursuivre le regroupement ouvrier qui imposera **notre volonté de paix sociale** en assurant le progrès humain », sous la plume de Bothereau ou de Bouzanquet, cela ne nous aurait peut-être pas surpris — encore n'est-ce pas sûr — mais nous avons bien raison d'être étonné de le trouver sous celle de Lafond (« F.O. », du 25 mars). A-t-il déjà pris l'air de la maison ou s'est-il laissé entraîner par son éloquence ? En tout cas la plupart des camarades dont il est le représentant au Bureau confédéral entendait évidemment poursuivre un regroupement ouvrier qui imposera leur volonté de révolution sociale, seule capable d'assurer le progrès humain.

Certains délégués sont repartis désappointés que le congrès n'ait pas accueilli leur proposition d'appel à la C.N.T. et à la C.F.T.C. Evidemment, un tel appel eût dû être lancé. Mais il faut se garder de trop grandes illusions. Ce ne sont pas des paroles qui attireront les éléments non confessionnels de la C.F.T.C., ou les militants privés de troupes de la C.N.T. C'est l'action qui les attirera ; c'est le rayonnement d'une organisation vivante, à la fois sérieuse et hardie, ne laissant pas aux stalinien le monopole d'interpréter le mécontentement de la classe ouvrière.

Quand Jouhaux rappelle qu'il existe encore des foyers de fascisme et cite l'Espagne, la Grèce, l'Allemagne, il est facile de lui faire constater qu'il oublie les plus grands foyers et les plus brûlants : les pays de l'Europe centrale, de la Pologne à la Bulgarie, et derrière eux la Russie, qui depuis longtemps n'a plus rien de soviétique, la Russie du fascisme rouge.

Les dirigeants de la majorité confédérale affectent de se préparer à remonter la côte qu'ils ont déjà gravie après 1922. Même situation qu'alors, croient-ils, avec même réussite au bout pour le réformisme et l'esprit de collaboration. Ils se trompent du tout au tout. Si compliquée que soit la situation ; si difficile que soit l'action ouvrière serrée entre les deux impérialismes, le russe et l'américain, il n'est pas d'autre voie pour la classe ouvrière que la voie révolutionnaire. C'est bien demain que le monde doit changer de base. Aux syndicats d'y préparer les ouvriers.

Charlot m'a fait rire avec son parapluie. Qu'il le garde et s'abrite soigneusement lui-même. Il en a plus besoin que personne dans sa Fédération de l'Alimentation.

Plutôt que de s'hypnotiser sur le sort de sa tendance, Charlot ferait peut-être mieux de rechercher comment sa Fédération devrait comprendre son rôle dans une si longue crise de ravitaillement. Il est plus simple de couper dans le dirigisme des ministres qui se succèdent au Ravitaillement.

L'image du parapluie ne porte par bonheur à ceux qui l'emploient. La dernière fois, c'est Milan qui l'a utilisée, disant qu'il refusait le parapluie du comité de coordination des fédérations aux organisations qui n'acceptaient pas la charte du travail. Aujourd'hui, Charlot ne veut pas courir avec son parapluie, alors qu'il s'agit de refaire un mouvement syndical en France, et non pas la maison d'une tendance. Pour cette tâche, toutes les tendances qui sentent le danger stalinien devraient être ensemble à l'ouvrage. A elles toutes, elles auront du travail et du mal pendant un sacré bout de temps. Les difficultés ne manqueront pas. Inutile de les accroître à plaisir. Frachon et les événements s'en chargeront.

C'est pourquoi je regarde comme de grandes fautes la perte de la conjoncture de décembre-janvier et le triomphe de la tendance réformiste à ce congrès.

Est-ce que je suis pessimiste, et vois trop en noir ?

## Quelqu'un du Front ouvrier qui ne fait guère front

On m'a raconté qu'à une réunion du Comité pour l'unité syndicale — qui a succédé à Front ouvrier — j'avais été mis en cause à propos du referendum du Livre. Et même rendu responsable du résultat du vote contre l'autonomie.

Roger Paul, militant trotskyste et l'un des secrétaires du syndicat parisien du Livre (imprimeurs), aurait dit que le résultat du referendum était dû à un tract lancé par Monatte, un tract où d'ailleurs Jouhaux était couvert de fleurs.

Je me suis frotté les yeux quand on m'a rapporté ces déclarations de Roger Paul. De quoi pouvait-il bien s'agir ?

D'abord, je n'ai pas lancé de tract. Ni lancé ni écrit de tract.

Il y a eu en effet un tract, mais lancé par des camarades typos partisans de l'autonomie fédérale. Sous l'égide, il est vrai, d'un comité du Livre pour l'indépendance du syndicalisme qui paraissait mort depuis près d'un an et dont le titre a été réveillé pour la circonstance. Le titre seulement. Roger Paul n'ignore pas plus que moi que ce comité, auquel j'ai en effet appartenu, et que j'aurais voulu voir vivre d'une vie normale, est mort un jour brusquement, sans raison apparente. S'il s'agissait d'examiner le sort de ce comité, je dirais même à Roger Paul que ce comité est mort parce qu'il a refusé de confondre la défense de l'indépendance du syndicalisme avec la défense de la S.N.E.P. Mais ce n'est pas du comité qu'il s'agit mais du tract en faveur de l'autonomie.

Il ne pouvait être de moi puisque j'étais contre l'autonomie, pour le ralliement des révolutionnaires à Force ouvrière.

En outre dans ce tract, je n'ai pas vu qu'il y fût le moins du monde question de Jouhaux. Pas la moindre allusion. Ni fleurs ni couronnes.

A quoi donc riment les propos de Roger Paul ? Comment se fait-il que lui, partisan de l'autonomie, un de ces partisans au second degré qui votaient à la première question en faveur de la C.G.T. stalinienne, se soit si fort monté la tête contre un tract de ses camarades partisans de l'autonomie aux deux degrés ?

Ne cherchez pas. Notre Roger Paul trotskyste n'admet pas qu'on parle du Kominform et dans le tract en question, où Jouhaux n'était pas couvert de fleurs, le Kominform était couvert de jugements mérités.

C'est le rappel des méfaits du Kominform qui, d'après Roger Paul, aurait indisposé les syndiqués du Livre.

Qu'il me permette de lui dire qu'il se met le doigt dans l'œil. C'est au contraire parce qu'ils n'ont pas eu le sentiment exact du danger stalinien qu'ils ont donné une majorité à la C.G.T. de Frachon.

Qu'il me laisse aussi lui dire mon étonnement de le voir lui, trotskyste, en position de défenseur du stalinisme.

Déjà l'autre année, lors de la tentative du comité de liaison des syndicalistes, nous avions eu trois ou quatre fois l'occasion d'un pareil étonnement. Ce qui contribuait pour une bonne part à l'échec du comité de liaison.

Roger Paul ferait mieux de réfléchir à ces contradictions pour le moins bizarres. Et de nous expliquer comment le syndicat dont il est l'un des secrétaires a pu donner 10.000 voix à Frachon et 2.000 à l'autonomie.

Cela vaudrait mieux que de raconter des blagues sur mon compte.

P. MONATTE.

## Refuge ou base de départ ?...

Tout le monde connaît la légende de Rip Van Winkle — ce colon américain qui s'endort sujet du roi George III et se réveille, vingt ans après, citoyen de la libre République des Etats-Unis. Un Rip syndicaliste, qui se serait assoupi en 1933 à la fin du congrès de la vieille C.G.T., aurait pu reprendre place au premier congrès de la C.G.T.F.O. en s'étirant pour écarter les vapeurs d'un cauchemar de quinze années d'histoire.

Le congrès de 1933 ne fut pas le dernier de la C.G.T. réformiste, avant la reconstitution de l'unité. Deux ans plus tard, les deux centrales délibéraient encore séparément, mais déjà les espoirs de fusion traversaient les murs et une réunion commune couronnait les deux congrès. En 1933, nous vivions une période de morte eau. La vague d'unité soulevée en 1931 s'était retirée sans avoir modifié les contours du rivage. Les fonctionnaires dressés contre la politique de déflation se heurtaient aux tenants du « syndicalisme de projets de loi ». Déat, apôtre du néo-socialisme, recueillait avec volupté les imprécations... « confidentielles » de ténors syndicaux contre les militants des instituteurs, qui avaient rompu solennellement avec le gouvernement et affirmé un pacifisme audacieux. Sous les déchirures de la majorité parlementaire du Bloc des Gauches, on entrevoyait déjà les premiers soubresauts de l'agitation réactionnaire et fasciste qui se déchaina le 6 février 1934.

On se défend mal contre de telles réminiscences. La même salle, la même disposition matérielle (avec quelques sérieuses lacunes. Il manquait l'organisateur expérimenté du congrès de 1933), la même impression de force se dégageant de l'importance des délégations, un public aussi attentif et aussi discipliné dans les tribunes. A côté de nombreux jeunes, aussi timides que ceux de 1933, des figures familières, à peine modifiées — des cheveux ont blanchi, des ventres se sont arrondis, des barbes sont tombées, les épreuves ont ravagé certains visages. Mais, comme en 1933, on sent dans les regards des « chevronnés » des premiers rangs la même réserve méfiante à l'égard du neuf et des nouveaux qui s'énervent un peu dans le fond de la grande salle.

La même sensation qu'une ligne de défense sépare le bureau et la tribune des éléments encore inadaptes. Sans intention péjorative, on peut reprendre la formule d'une « forteresse assiégée »..., qui caractérisait la vieille C.G.T. se protégeant contre « les casseurs de vaisselle » de la C.G.T.U. déjà colonisée par les communistes. A l'intérieur, on respire une atmosphère de sécurité, avec d'autant plus de joie que l'on vient d'échapper aux violences de gens dont la technique s'est perfectionnée et qui manient d'autres armes que des carabines de foire. Parler librement à la tribune, sans que la voix soit couverte par les clameurs orchestrées ou qu'elle se brise contre « le mur des fronts fermés » ; se promener librement dans le congrès, converser librement avec de vieux camarades, sans se méfier de ses voisins, sans que ses propos, ses gestes, ses silences soient surveillés et enregistrés, sans craindre les provocations d'une police savamment dispersée dans la salle, c'est déjà une heureuse et salutaire

détente, une manière de renaissance dont on ne doit pas mépriser l'importance.

Il reste à conquérir la même aisance dans le mouvement vers l'extérieur, à bousculer les hésitations et à dissiper l'inquiétude. C'est là, bien plus qu'en des oppositions de thèses, que réside le conflit essentiel — toujours le même — qui a marqué ce congrès. C'est l'opposition entre la prudence des uns et l'impatience des autres, entre ceux qui considèrent la C.G.T.F.O. comme un refuge et une « place de sûreté » et ceux qui la considèrent comme une « base de départ » ; entre ceux qui attendent que les travailleurs se détachent individuellement et silencieusement de la démagogie stalinienne et ceux qui veulent reconquérir la masse ouvrière par une action audacieuse.

Que l'aile montante soit constituée en général par des fédérations et des unions déjà puissantes, alors que les partisans de la stabilité se recrutent surtout dans ces secteurs de l'industrie privée où de faibles minorités échappent à la tutelle stalinienne, c'est là un phénomène qui n'est pas non plus nouveau. Mais cette opposition n'est pas tranchée selon une classification aussi rigoureuse, elle ne suit pas une ligne invariable, elle passe même à travers la conscience des militants où la prévoyante expérience se heurte à l'intuition de l'imprévisible.

Réminiscences encore ! Il manquait, au congrès de 1948, des figures pittoresques du congrès de 1933. L'opposition doctrinale et traditionnelle représentée par le syndicat des correcteurs, par Le Pen du Bâtiment, protestant comme à chaque congrès contre la présence des policiers à la Fédération des Fonctionnaires, ce qui excitait la pile électrique de Charles Laurent. Il manquait aussi la mince et nerveuse silhouette de Vivès, parlant en notre nom du nécessaire rajeunissement des cadres, ce qui lui valut d'être écrasé sous la rhétorique du « général » — fier de « la jeunesse de ses artères » — cependant qu'on préparait, dans la coulisse, l'entrée au bureau confédéral d'un « jeune », qui portait déjà un front d'homme d'Etat. Que n'a-t-on tenu compte plus profondément, en 1933, des vellétés de renouvellement ? On aurait peut-être traversé dans de meilleures conditions les six dernières années de l'avant-guerre. Le sort nous épargnera-t-il semblables regrets rétrospectifs, dans les mois qui suivront ce congrès de 1948 ?

Ces observations ne justifient pas, après coup, l'autonomisme d'où certains contemplent avec une dédaigneuse sérénité le départ de la C.G.T.F.O. Car il est des absences — celles du Livre et de l'Education nationale — qui amputèrent le congrès d'influences appréciables. Les responsables de ces défections, de ces désertions, ceux qui ont préféré l'unité où les staliniens s'installent à l'effort collectif des syndicalistes authentiques sont mal qualifiés pour juger les débats et les conclusions du congrès. Trop facile de triompher des résultats d'une bataille difficile, à laquelle on a refusé de participer !

En fait, les débats furent à la fois trop brefs et trop dispersés, et l'on n'a pas senti l'essentiel —

c'est-à-dire, d'une part, les causes de la rupture avec les staliniens, d'autre part, les chances d'un regroupement de la classe ouvrière.

## Discours présidentiel

Il était normal que, sur le premier sujet, on sente plus de chaleur, plus de conviction chez les ex-autonomes qui avaient réalisé la scission, de propos délibéré, avant la grande cassure de décembre dernier. Mais celle-ci, quoique imposée au sommet par la base — justement parce qu'elle avait été une réaction spontanée de la base — méritait une explication digne de l'Histoire. Sans doute le vieux Lenoir — l'ancien «mentor» de Merrheim, l'ancien secrétaire confédéral mis à la retraite en 1936 lors de la reconstitution de l'unité — a-t-il proclamé l'immoralité foncière des staliniens. Sans doute, Bothereau dans son discours-préface du congrès — d'une construction solide mais d'une élocution monotone — a-t-il souligné que la scission de 1947, comme celles de 1921 et de 1939, était provoquée par les événements internationaux (1). Sans doute a-t-il marqué que les staliniens n'étaient pas libres et qu'ils ont agi, en novembre 1947, selon des décisions prises hors d'eux-mêmes et hors de France. Sans doute a-t-il déclaré que la scission de 1947 s'apparentait à l'unité de 1936, car dans les deux cas il s'agissait de menaces planant sur la Démocratie et la Liberté, avec cette seule différence qu'au danger extérieur à la classe ouvrière de 1936 se substituait en 1947 un danger interne.

Mais Jouhaux a négligé l'aspect actuel de l'opposition aux staliniens. En l'écoutant, c'était au delà de 1933 qu'il fallait remonter. Il semblait poursuivre les controverses de 1920 sur les nationalisations, les conseils d'entreprise, le Bureau international du Travail. Sur les problèmes actuels, il a parlé en « quatrième personnage de la République », soucieux de ne pas risquer son prestige présidentiel en des interventions directes — avançant lentement par longues circonlocutions et formules générales et vagues. Il a certainement ménagé volontairement les staliniens, non parce qu'ils représentent encore une importante fraction de la classe ouvrière (considération qui n'est évidemment pas négligeable), mais parce qu'ils sont les agents des « démocraties populaires » de l'Europe orientale.

L'hommage du congrès à l'homme dont ses détracteurs mêmes ont fait le symbole vivant d'une politique est peut-être plutôt un « réflexe de défense » qu'une manifestation de satisfaction et de soulagement. Ses amis les plus intelligents attendaient certainement de lui d'autres propos, des paroles que son intuition lui aurait suggérées et qui auraient marqué une orientation nouvelle. Je ne crois pas à l'affaiblissement de son « sens des assemblées » pas plus qu'au « vieillissement de ses artères ». S'il ne dit rien c'est qu'il ne veut rien dire. S'il a cité la Grèce et l'Espagne, sans dire un mot de la Tchécoslovaquie — alors qu'il plaçait son discours sous le signe de la défense de la Liberté — s'il n'a pas répondu à la pathétique adjuration de Mathé, c'est parce qu'il pensait plus à la portée internationale, à l'effet diplomatique de son discours qu'à sa résonance dans

(1) On discutera d'ailleurs cette explication de la scission de 1921 sans nier l'influence de la Révolution russe et de la Troisième Internationale. On ne peut oublier que l'opposition à la politique de guerre et d'union sacrée naquit et se développa en France. C'est parce qu'ils avaient déjà pris position que Merrheim et Bourderon participèrent à la conférence minoritaire internationale de Zimmerwald en 1915.

le mouvement ouvrier. Et c'est doublement grave. Cela déplace l'objectif hors du mouvement français. Et c'est volontairement que l'on n'a pas voulu provoquer le « choc » qui aurait lancé la propagande de la nouvelle C.G.T.

## Congrès de liquidation et de rassemblement

Le congrès devait marquer la liquidation de la politique syndicale suivie depuis 1944 et même depuis 1936. Un retour net, brutal à l'indépendance, dont l'affirmation dominerait le vieux débat entre les réformistes et les révolutionnaires qui, actuellement, n'est plus primordial. Echapper à la subordination communiste, c'est bien mais insuffisant. Il faut briser avec toute la politique étatique qui a été égayé et justifié celle-ci — qu'il s'agisse des nationalisations au profit de l'appareil d'Etat, de l'intervention des législateurs et du gouvernement dans la fixation des conditions de travail. « Que les syndicats retrouvent leur indépendance à l'égard du gouvernement et de tous les partis pour traiter directement avec le patronat », disait Lenoir en son discours d'ouverture. Ce n'est pas là une formule à inclure, parmi beaucoup d'autres, en une longue résolution. C'est le mot d'ordre décisif qui doit marquer le tournant actuel, et dont l'efficacité dépend de sa pénétration dans la classe ouvrière. Que les travailleurs soient convaincus que leurs conditions de travail et d'existence dépendent exclusivement de l'action autonome de leurs syndicats, et non de la couleur des politiciens qu'ils portent au pouvoir, et l'on se libérera rapidement de la colonisation communiste !

Liquidation encore de cette politique de nationalisations, qui aboutit simplement au prolongement et à la consolidation de la bureaucratie d'Etat. Rupture avec la déplorable pratique qui consiste à « faire confiance » à l'administrateur des entreprises nationalisées, comme on fait confiance aux politiciens — avec au terme ultime la confusion des fonctions syndicales et administratives, parallèle à la confusion communiste des fonctions politiques et syndicales. L'ouvrier des entreprises nationalisées, comme le fonctionnaire d'Etat, doit compter exclusivement sur l'action autonome de son syndicat et non sur la bienveillance de l'administrateur.

Condamner l'étatisme, la politisation, l'aventurisme, c'est condamner également la formation d'une classe de techniciens, d'organiseurs, de bureaucrates substituant sa domination à celle des capitalistes. Tous les « révolutionnaires professionnels » ne sont pas de simples aventuriers. Ils peuvent demeurer convaincus et sincères. Tous les « syndicalistes professionnels » ne sont pas de simples ronds-de-cuir falots et veules. Ils demeurent souvent des administrateurs dévoués et des militants vigilants. Ce serait trop facile, si nous ne nous heurtions qu'à l'égoïsme, la vénalité et les appétits. Il est dans les deux cas une forme de corruption, beaucoup plus dangereuse parce qu'elle n'implique pas la déchéance morale de l'individu. Née du mouvement, l'institution se sépare de lui et vit d'une vie indépendante, avec ses intérêts propres, sa solidarité interne, sa volonté permanente de conservation. Dans la « Sainte Jeanne » de Bernard Shaw, les hommes d'Eglise ne sont ni perfides ni cruels. Au nom de l'Eglise, ils condamnent celle que Dieu inspire directement, et ils croient toujours servir Dieu !

L'Etat offre à cette bureaucratie syndicale, en l'intégrant dans son élite dirigeante, le maximum de sécurité. L'Etat actuel, pour ceux dont les forces déclinent. L'Etat futur, c'est-à-dire le Parti — ou

la Résistance pendant la guerre — pour les plus dynamiques. Ne hurlez pas sous l'offense ! Vous n'en êtes pas encore là. Mais ne cherchez pas d'autre cause essentielle aux adhésions à la Charte du Travail, comme à la soumission aux manœuvres communistes.

Il fallait rompre aussi avec la scandaleuse politique « d'épuration dirigée » que les stalinien ont imposée à l'organisation syndicale. Et repartir à zéro, pour juger en équité. Dupuis (des Cheminots) a posé la question, en évoquant le cas des camarades exclus des syndicats pour avoir condamné le pacte germano-soviétique. Capocci, qui présidait, éprouva le besoin de répondre : « que si ces camarades n'ont été exclus que pour cela... ». Allons, Capocci, tu sais bien qu'il ne s'agit pas de distinguer entre les cas. Même pour ceux dont la cause est indéfendable, la procédure employée a bafoyé les règles les plus élémentaires du Droit, comme de la coutume ouvrière. Tu le sais, puisque tu as abandonné la présidence de la commission interconfédérale d'épuration. Tu dois savoir que si Mathé a pu parler, ce n'est pas la faute des proscriptionnaires stalinien qui ont assassiné Fronty. Je me suis aperçu d'ailleurs, au congrès, que rue Boudreau, comme rue Lafayette, la soumission à la majorité entraînait l'absolution. Laisser passer la calomnie lorsqu'elle vise le militant indépendant qui n'a rien à se reprocher. Ouvrir les bras au pécheur sinon repent, tout au moins docile :

« Selon que vous serez souple ou em...poisonnant, Les jugements de Cour vous rendront blanc ou noir ! »

Liquidation encore de cette politique internationale qui mêle les Etats, les gouvernements et les centrales syndicales, dans une Fédération syndicale mondiale où le veto soviétique s'exerce avec plus d'efficacité encore qu'à l'O.N.U. Jouhaux pourra rappeler que des organisations libres adhèrent à la F.S.M. Capocci évoquera l'Internationale d'avant 1914 où seule la C.G.T. française s'affirmait indépendante et révolutionnaire. Mais les syndicats étrangers d'avant 1914, réformistes, neutres ou liés à la social-démocratie, étaient de véritables syndicats dont l'orientation — même contraire à la nôtre — était fixée par de libres consultations des syndiqués. Est-ce le cas en U.R.S.S., en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie ? Les centrales anglaise, belge, suisse, américaine (de C.I.O.) sont certainement des organisations démocratiques, qui vivent indépendantes de leur Etat respectif, mais qu'une sorte de timidité paralyse, lorsqu'elles se retrouvent sur le plan international. L'occasion s'offrait de les rassembler, de briser ensemble avec les « Fronts du Travail » de l'Europe orientale, de dégager les grandes lignes d'une politique ouvrière originale, de constituer — hors de ceux blocs — une véritable Troisième Force internationale, qui serait non pas essentiellement mais exclusivement ouvrière.

Congrès de liquidation, le congrès devait être aussi un congrès de rassemblement. On n'aurait pas discuté sur le titre Force Ouvrière si certaines initiatives, certaines déclarations — peut-être certaines évictions — n'avaient laissé l'impression que l'on voulait coiffer la nouvelle C.G.T. d'un chapeau doctrinal et mettre en place ses cadres liés intimement à une fraction dirigeante. Il est probable que certains militants confédéraux désiraient sincèrement dissiper ces préventions. Mais, en vertu de cette solidarité de corps que nous avons tenté de définir, ils ont laissé leurs amis de certaines fédérations industrielles effectuer des opérations regrettables : comme la constitution de syndicats F.O. en face des syndicats autonomes des Postiers

et des Cheminots, comme la cassure avec les autonomes dans les Métaux.

Bothereau a fort heureusement signalé qu'ils n'étaient séparés des militants partis avant la scission de décembre 1947 que par une question de tactique et de date. Par opposition à la bureaucratie stalinienne, des travailleurs, depuis 1945, s'étaient réfugiés à la C.N.T. — même à la C.F.T.C., ou dans l'autonomie, ou encore dans l'isolement. Il ne suffit pas de leur montrer « le parapluie » sous lequel ils pourront se réfugier — d'abord, parce qu'on ne s'embarrasse pas d'un tel instrument lorsqu'on veut partir pour une longue course — ensuite parce que le rassemblement ne doit pas dépendre des dimensions du parapluie. Une manifestation s'imposait, même si l'on n'espérait pas toucher les dirigeants des autres centrales, car on pouvait ainsi déterminer un mouvement à la base.

Il est fâcheux que l'organisation des débats n'ait pas permis à notre ami Richou, de la Gironde, d'intervenir assez longuement et à une heure favorable. Il a dit d'excellentes choses sur l'affirmation des buts révolutionnaires du syndicalisme, sur la défense de la République (quelle République ? Le syndicalisme n'est-il pas seul qualifié pour défendre les libertés syndicales ?), sur le fonctionnarisme syndical. Mais j'aurais voulu qu'il insistât encore davantage sur l'expérience réalisée dans son Union — la plus vivante de toute la C.G.T.F.O. — avec le concours d'éléments de toutes tendances, y compris des militants de la C.N.T.

## Structure confédérale

Ces observations préliminaires éclairent le long débat qui s'est engagé sur les statuts, qui fut en fait une discussion sur l'orientation. Sans doute, faut-il regretter que l'on n'ait pas abordé sérieusement le problème des tâches confédérales, et particulièrement la défense des salaires réels. La motion d'orientation votée à la quasi-unanimité à la fin du congrès a les défauts et les qualités d'une œuvre synthétique, où d'excellentes formules voisinent avec des observations et des indications contestables.

Comme l'action même de la C.G.T.F.O. dépend essentiellement des caractères du rassemblement initial, il fallait bien délibérer d'abord sur les statuts. Les militants ex-autonomes présentèrent des propositions concernant à la fois le caractère de l'organisation syndicale et son orientation générale. Mais, imprimées trop tardivement, elles ne touchèrent la grande majorité des syndicats que lorsque les mandats étaient votés. Ce qui a laissé les deux formations en présence, sans que l'on sente de pénétration réciproque. La limitation de temps de parole n'a pas permis aux orateurs (2) de développer suffisamment leurs idées, d'autant plus qu'ils ont voulu pour la plupart parler de toutes les questions discutées.

Cependant Lafond, rapporteur de la minorité, avait éclairé le débat en formulant les divergences essentielles sur les statuts et en justifiant la position de ses amis.

Cette intervention, mesurée et nette, suffisait pour dégager les idées générales. Ce qui a manqué peut-être c'est, pour chaque question controversée, d'établir la relation de cause à effet de l'exposé général à la proposition particulière. Aussi le débat dévia-t-il parfois vers des disputes subalternes.

(2) Il est bon de noter — et c'est une constatation agréable — que la majorité des orateurs appartenait à la minorité du congrès.

C'est ainsi que l'on opposa — selon une tradition à laquelle on pourrait renoncer — les fonctionnaires aux travailleurs de l'industrie privée. « Ce sont des fonctionnaires d'Etat qui proposent la limitation de la durée des mandats syndicaux, car ils sont certains de conserver tous leurs droits, dans leur administration, grâce au statut de la fonction publique ». C'est historiquement inexact. Au contraire, c'est depuis qu'ils sont certains de ne rien perdre quant à leur avancement et leur pension que des militants ont accepté de demeurer jusqu'à leur retraite dans leur poste de permanents syndicaux. Mais ce serait donc pour leur éviter le chômage et... la déchéance professionnelle (!?) que l'on maintiendrait dans leurs fonctions syndicales les secrétaires de la C.G.T. et des fédérations industrielles ? Moi qui pensais naïvement que c'était à cause de leur valeur personnelle !...

Convenons à propos des problèmes de structure, où le désaccord s'est maintenu jusqu'au vote, qu'on peut hésiter sur les avantages administratifs et l'efficacité des formules présentées par la minorité — qu'il s'agisse de la non-rééligibilité des fonctionnaires confédéraux, de l'élection de la commission exécutive par le congrès et non plus par le Comité national confédéral, de la représentation proportionnelle dans l'organisme directeur. Mais on n'a plus le droit d'hésiter, lorsqu'il convient de marquer, par une manifestation symbolique en quelque sorte, la rupture avec le bureaucratisme. L'expérience aurait permis les rectifications nécessaires.

La souveraineté du congrès est inaliénable, dira **Lacueille**, le secrétaire de l'Union des Syndicats du Cher. **Suzy Chevé** (du syndicat des personnels extérieurs du Ministère du Travail), qui a fort heureusement évoqué les pionniers du syndicalisme, a exprimé ce caractère original, trop méconnu, de l'organisation confédérale, à savoir que c'est le syndicat qui est l'organe essentiel, et que les fédérations, les unions et la Confédération doivent être soumises à la souveraineté des syndicats.

Mais il fallait aussi mettre l'accent sur l'incompatibilité des fonctions syndicales et des fonctions administratives dans les entreprises nationalisées. C'est **Descombes** (des Cheminots) qui a sobrement et solidement posé la question — en appuyant sa thèse sur un exemple vivant : celui de Tournemaigne votant au conseil d'administration de la S.N.C.F. les augmentations de tarif qu'il devait combattre comme secrétaire de la Fédération des Cheminots.

## Deux problèmes d'orientation générale

Cependant c'est sur le préambule et l'adhésion à la Fédération syndicale mondiale que les débats furent à la fois les plus élevés et les plus denses.

Le projet de la majorité comporte d'excellentes affirmations sur l'indépendance. Il évoque la Charte d'Amiens, et c'est la preuve nouvelle que ce monument historique — fondement de l'unité ouvrière — n'a pas vieilli. Mais il évoquait aussi la Charte de Toulouse, conçue en 1936, alors que le Rassemblement populaire débordait la C.G.T. La minorité entendait proclamer que le syndicalisme ne doit ni lier son destin à celui de l'Etat ni s'associer aux groupements politiques dont l'objectif est la conquête de l'Etat. La synthèse finale a permis d'inclure cette précision dans le préambule mais la minorité n'a pas accepté les rapprochements et les collaborations envisagés — en termes assez vagues — pour la défense de la Démocratie.

**Bernard** (des Techniciens de la Métallurgie) a condamné ces coalitions politiques, avec la seule

exception d'une lutte contre le travail obligatoire ou les restrictions du droit au travail, de concert avec les organisations qui se sont prononcées sans équivoque sur ces questions.

**Adrien** (des Techniciens parisiens), qui fut le seul à protester contre l'éviction des autonomes de la Fédération des Métaux, prononça une brève condamnation de la Charte de Toulouse et rappela opportunément que le **Rassemblement populaire** avait introduit « l'arbitrage obligatoire » dans les faits.

Le débat sur la F.S.M. a permis d'évoquer les grands problèmes internationaux et le combat pour la paix.

**Lebourre** (du Spectacle), après avoir proclamé que seul le mouvement syndical était capable de défendre les libertés syndicales et civiques, s'éleva contre les « diplomates professionnels », contre la vaine participation à l'O.N.U. et à l'U.N.E.S.C.O., contre la liaison à l'un ou l'autre impérialisme.

« Ce sont les incidences politiques qui vous ont obligés à sortir de la C.G.T., dira **Le Prix** (des P.T.T.). Attendez-vous que des incidences politiques vous fassent sortir de la F.S.M. ? »

« Auriez-vous admis le Front du Travail hitlérien dans votre Internationale ?, demandera **Adrien**. Pourquoi admettre les représentants du syndicalisme totalitaire ? »

Et sur le silence de la F.S.M., alors que des syndicalistes sont persécutés en Pologne, en Yougoslavie, en U.R.S.S., en Tchécoslovaquie... **Marcelle Mehudin** (des Cheminots), **Hervé** (de l'Union d'Indre-et-Loire), **Bernard** (des Techniciens) intervinrent avec une émouvante vigueur. Celui-ci rappela que les militants yougoslaves, qui furent ses compagnons à Dachau, avaient été emprisonnés par le gouvernement de Tito, alors qu'ils bataillaient pour la libération réelle de leur pays. Il appartenait à **Lacueille** (de l'Union du Cher) et à **Bergeron** (du Livre de Belfort) de préciser les conditions efficaces de la reconstitution d'une véritable Internationale et de la lutte ouvrière pour la paix — par l'action des secrétariats professionnels internationaux, par la sortie en bloc de la F.S.M. de toutes les centrales réellement indépendantes des Etats et des gouvernements. Et il a fallu que **Périer** (du Bâtiment) rappelle à Jouxhaux avec quelque fougue que si l'on parle de libérer l'Espagne du fascisme, il ne faudrait pas négliger l'existence de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne, dont l'héroïque légende soulève encore les ouvriers de Barcelone.

Que les politiques sourient de cette renaissance de l'internationalisme et du pacifisme ouvriers (on ne sourit pas des audaces hasardeuses de la Résistance) ! C'est cependant sur cette voie qu'il faut s'engager, si l'on ne se résigne pas tout simplement à l'écrasement entre les deux blocs, si l'on n'accepte pas la fatalité monstrueuse de la troisième guerre mondiale !

## Déceptions et promesses

On connaît les résultats du congrès.

Nombre de voix représentées par les mandats : 17.735

**Vote sur le Préambule** : Pour, 14.572 ; contre, 1.786 ; nuls, 5 ; abstentions, 34.

**Sur la Structure** : Pour, 13.684 ; contre, 2.544 ; nuls, 3 ; abstentions, 2.

**Pour le titre Forcé Ouvrière** : Pour, 14.260 ; contre, 1.790 ; nuls, 12 ; abstentions, 391.

**Pour l'affiliation à la F.S.M.** : Pour, 12.380 ; contre, 3.682 ; nuls, 6 ; abstentions, 377.

## Dans les Métaux

« Ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur. »

Fernand PELLOUTIER.

On a prêté moins d'attention à l'élection du bureau confédéral et de la Commission administrative par le C.C.N. qui suivit le congrès. Lafond (des ex-autonomes) demeure au bureau confédéral, où Rose Etienne et Veillon entrent, alors que Capocci parti favori n'est pas arrivé. Si nos amis Delso, Lapeyre, Mourguès entrent à la Commission exécutive, celle-ci ne comprendra ni Lebourre (qui représentait les ex-autonomes à la commission provisoire) ni aucun des secrétaires d'unions, tels Richou, Lacueille et Hervé qui ont manifesté le plus d'indépendance et d'activité. On le regrettera non par esprit de tendance, mais parce que cet ostracisme implicite peut paralyser le rajeunissement de la C.G.T.F.O.

Le congrès n'a pas satisfait à toutes nos exigences, n'a pas répondu à tous nos espoirs. Une fois de plus, « le mouvement » — ordinairement représenté par les délégués des unions, ainsi que par les représentants des Postiers, des Cheminots, des Techniciens, de l'Education nationale — s'est heurté à « la résistance » représentée par l'appareil des fédérations industrielles.

Ici, où nous ne prétendons pas à l'objectivité parfaite, où nous voulons surtout insister sur les éléments favorables, nous nous réjouissons des « promesses » que ces libres débats ont révélées. S'il s'agissait de conclusions définitives, les résultats numériques seraient décevants. Mais si « le mouvement » demeure fidèlement lié à l'organisation, si, par delà les formules statutaires, il continue à porter à la base les grandes idées qui l'ont soulevé, sans se laisser paralyser par le sectarisme doctrinal, il remportera des succès qui ne s'expriment pas par des données arithmétiques.

Il est sans doute facile de gouverner à l'aide d'une majorité docile. On veut croire que ce souci de sécurité ne domine pas le bureau confédéral. A l'exception de Jouhaux, ses membres n'ont jamais participé aux âpres luttes de tendance d'autrefois. Leur passé n'est pas chargé de ces souvenirs d'une jeunesse passionnée qui pèsent comme des remords et dont on voudrait se délivrer par une hostilité inconsciente contre tout ce qui les évoque ou les prolonge.

Bothereau, le nouveau secrétaire général, appartient à notre génération, quelque peu appauvrie par deux guerres et trois scissions. Nous nous sommes heurtés pour la première fois, à Orléans, il y a quelque dix-huit ans, alors que je défendais l'unité syndicale. Nous étions tous deux des moins de trente ans.

Je n'étais plus tellement turbulent mais il était déjà bien sage. Tant mieux s'il n'a pas de péchés de jeunesse à se faire pardonner. Mais « être sage », ce n'est pas souvent « attendre et voir », c'est toujours « prévoir et agir » — c'est surtout ne pas s'abandonner à la molle quiétude des situations acquises et des majorités confortables.

Roger HAGNAUER.

P.S. — J'attendais avec sympathie, aussi avec un peu d'appréhension, les interventions de nos amis Waluszki, le secrétaire de la Fédération F.O. de l'Education nationale, et Franc, le secrétaire du syndicat F.O. des Instituteurs de la Loire. On peut se réjouir du « non-conformisme » de leurs déclarations. Ceux-là ne sont pas à F.O. pour se reposer des bagarres. Outre l'intérêt de la motion votée sur les problèmes de l'Education nationale, nous avons entendu enfin une définition de la défense laïque qui oppose le syndicalisme universitaire à tous les cléricatismes, le rouge comme le noir.

Le récent congrès des Métaux parisiens F.O., qui s'est tenu à Puteaux le 21 mars, en fut la déprimante démonstration. Il est impossible de faire le compte rendu d'un congrès qui, siégeant huit heures environ, en passa bien six en hurlements, chahuts et autres manifestations du même genre.

Le congrès avait pour but de sceller la fusion réalisée le 17 janvier 1948 par un protocole d'accord entre Force Ouvrière et les Comités d'Action syndicaliste. Un projet de statuts avait été élaboré en commun.

Ces statuts semblaient excellents et susceptibles de faire l'unanimité des congressistes. On y trouvait un article condamnant le cumul des fonctions politiques et syndicales, le même article condamnait aussi la réligibilité des fonctionnaires syndicaux. Ces deux formules avaient été abandonnées depuis longtemps par le syndicalisme des métaux.

Après l'allocution d'ouverture faite par Chevalme, ancien secrétaire de la Fédération des Métaux, on passa au vote des statuts et aussitôt, à l'article I, au sujet du titre du syndicat, le congrès se divisa en deux, les uns ne voulant pas du titre Force Ouvrière, les autres, Chevalme en tête, y tenant par-dessus tout.

Une vingtaine d'interventions se manifestèrent, d'une façon correcte, sur ce sujet et il fallut attendre les résultats de la commission des mandats pour voter dans la clarté.

215 délégués représentant 123 entreprises, groupant 16.472 syndiqués, disposant de 246 mandats, telle était la composition du congrès.

Les esprits commençaient à s'échauffer et après les interventions de Chonion (F.O.), Compagnon (F.O.), Racine (C.A.S.), le chahut atteignit le paroxysme et la bagarre ne se termina que par le départ d'un grand nombre de délégués, en majeure partie des copains C.A.S. et quelques F.O.

Chevalme à plusieurs reprises réussit à rétablir le calme. Il le fit avec un certain sens démocratique, mais sans force, ni élévation. Après chacun de ses efforts, des « syndicalistes marmiteux » rejetaient de l'huile sur le feu. Le syndicalisme a, lui aussi, ses hommes aux « mains sales » — pour parler comme M. Sartre. L'esprit de classe aurait dû guider les congressistes, qui, il faut le regretter, se laissèrent dominer, passionner, par les querelles de boutique. Les délégués ont oublié qu'un véritable syndicat doit faire leur place aux tendances, sinon il végète et s'ankylose. Il faut allier le réformisme des uns au révolutionnarisme des autres (ça n'est pas toujours facile !).

Ce congrès fut le triomphe de « la cohue sur la classe ». N'allez pas croire que l'on s'est battu sur des idées ! Non ! la bagarre fut une bagarre pour l'étiquette, pour l'appellation, jamais il ne fut question du contenu.

Il semble que les métallurgistes soient à court d'idées, ils ont tendance à partager, à imiter la paresse d'esprit des classes dirigeantes.

Quelles sont les causes de cet état de choses ? Comme toujours elles sont multiples, d'abord l'évolution de l'industrie des métaux, qui tend à faire, qui fait de l'ouvrier « un compromis entre l'homme et la machine ».

Il existe d'autres causes plus ou moins valables qu'on examinera peut-être un jour dans les colonnes de la R.P. Pour l'instant, bornons-nous à constater la dégénérescence des syndicats qui font de tout sauf du syndicalisme. Déjà en 1909, Griffuelles et Merrheim avaient fait cette constatation que vinrent accentuer les deux guerres mondiales.

Avec les mouvements de 1936, on aurait pu espérer une véritable renaissance du syndicalisme, il n'en fut rien malheureusement. Espérons qu'à la faveur d'un grand mouvement, le retour aux quarante heures par exemple, cette renaissance se produira.

G. GESLIN.

## Après le referendum

# Que se passe-t-il dans le Livre ?

Les camarades qui ont suivi les derniers événements syndicaux ont dû être très surpris par l'attitude prise par la Fédération du Livre et en particulier par celle de son secrétaire général.

En effet, cette fédération qui se rangea toujours parmi les partisans de l'indépendance du mouvement syndical s'est, à la surprise générale, désolidarisée de ses amis d'hier et a décidé, par voie de referendum, de rester adhérente à une C.G.T. ouvertement politisée. Cette position nouvelle mérite une étude, car beaucoup de camarades et même de syndicats ont les yeux fixés sur cette fédération qui a toujours eu la réputation d'être imperméable à toutes les influences politiques; sa décision de rester à la C.G.T. pourrait être interprétée comme un brevet d'indépendance donné à celle-ci.

Comment la Fédération du Livre en est-elle arrivée à ce stade ? C'est ce qu'il faut étudier, afin de voir ensuite quels sont les remèdes à envisager pour redresser la situation.

Comme dans la majorité des fédérations, il faut rechercher les responsabilités dans l'action des militants placés à la tête de la fédération, c'est-à-dire les membres du comité fédéral et en particulier du secrétaire général. Après le congrès du Livre de Saint-Etienne de 1946, congrès qui s'était prononcé à la presque unanimité pour la défense énergique de l'indépendance syndicale, les élections pour le comité fédéral eurent lieu. Les candidats partisans de l'indépendance, donc minoritaires cégétistes, furent élus à une grosse majorité (21 membres sur 24); le bureau élu fut uniquement composé par des militants de cette même tendance représentant la majorité fédérale, avec comme secrétaire fédéral le camarade Ehni.

Dès le début, ce comité fit preuve d'un grave défaut qui, à lui seul, expliquerait tout le déroulement des événements fédéraux. Le comité est d'esprit exclusivement corporatif. Pour lui, le mouvement syndical s'arrête aux frontières de la Fédération du Livre.

Une des premières discussions doctrinales eut lieu à propos de l'élaboration de la nouvelle convention collective nationale. A la suite d'une discussion avec les représentants patronaux, les délégués ouvriers se réunirent et Ehni affirma que, pour lui, le syndicalisme n'était qu'une question de bifteck; cette affirmation fut répétée en comité fédéral et aucun camarade ne protesta, ni même ne me soutint lorsque j'affirmai que le syndicalisme avait d'autres buts; l'article premier des statuts de la C.G.T. en fait foi, puisqu'il prévoit la suppression du patronat et du salariat.

Les mouvements de grève de novembre-décembre n'apportèrent aucune répercussion dans notre fédération qui se tint presque partout en dehors de ces mouvements. Lorsque la menace de scission se précisa, aucune réaction sérieuse ne se fit jour au sein du comité. Lors de la deuxième réunion des délégués F.O. la Fédération fut invitée à envoyer un représentant. Ehni, qui venait de signer avec Saillant et Le Léap une lettre ouverte pour le maintien de l'unité, refusa d'y aller. Ce fut un autre camarade du bureau qui s'y rendit. Ce camarade défendit l'unité et fut un des rares à voter contre la scission. Le comité fédéral ratifia à l'unanimité ces deux tentatives de sauver l'unité, sauf quelques

réserves sur certains passages de la lettre ouverte signée par Ehni.

La scission se produisit après la démission des cinq secrétaires confédéraux minoritaires. A ce moment, Ehni fit une déclaration reproduite par la presse; elle se terminait par cette phrase: « C'est dans cette opinion que nous pensons conserver la totalité de nos adhérents au sein de la C.G.T. ». Cette déclaration constituait un abus de pouvoir, puisqu'elle engageait la Fédération alors que le comité fédéral n'avait pas encore débattu cette question.

Lors de la discussion au comité, seuls deux camarades protestèrent contre cette déclaration. Ehni répondit qu'elle avait été faite en son nom personnel, alors que le texte le dément. Lorsque le comité fédéral fut appelé à prendre position, il décida à l'unanimité que cette question était trop grave pour qu'il la tranchât lui-même: un referendum était nécessaire.

Au cours de ce comité, Ehni esquiva à plusieurs reprises le vote réclamé par certains, afin que le comité fixe sa position pour servir d'indication aux adhérents. La grosse majorité des membres du comité décida de défendre la position d'autonomie de la Fédération dans le but de préserver au maximum l'unité fédérale; elle prit également l'engagement d'accepter le résultat du referendum, quel qu'il fût, et de s'y soumettre. Cependant sur cette question plusieurs camarades décidèrent de garder leur entière liberté de décision, ce furent les partisans du maintien à la C.G.T. Ehni déclara qu'au pis aller il se soumettrait à la position d'autonomie, mais qu'en aucun cas il n'adhérerait à F.O. Moi-même je déclarai, penchant au contraire vers F.O., préférer également garder ma liberté.

La déclaration d'Ehni me semble grave, car elle trahit une conception un peu élastique de l'honnêteté intellectuelle: « Je voterai C.G.T. à la première question et je voterai F.O. à la deuxième. Ainsi un succès F.O. me donnerait un motif plausible de rester à la C.G.T. »

A cette époque devait se tenir une réunion du C.C.N. de la C.G.T. (5 janvier). Ehni prit l'engagement devant le comité fédéral d'intervenir afin de critiquer la politique confédérale lors des grèves de novembre-décembre. Cet engagement ne fut pas tenu; comme à l'ordinaire Ehni fut muet.

A quelques jours de là, il fut désigné par le Bureau confédéral au poste de délégué titulaire au conseil général de la F.S.M., poste qu'il accepta alors que le referendum n'était pas encore terminé.

A la suite de ces divers faits, je présentai un blâme contre lui pour avoir outrepassé les droits que lui conférait son mandat de secrétaire général. Sous prétexte que ce geste était inopportun au moment où nous voulions sauvegarder l'unité fédérale tous mes camarades me demandèrent de retirer cette motion de blâme. Devant cette unanimité, je m'exécutai.

Pendant le referendum les majoritaires cégétistes ne cachèrent pas qu'en cas de défaite de la C.G.T. une Fédération du Livre serait reconstituée rue Lafayette. Faut-il l'avouer, c'est pourquoi unanimement nous nous sommes félicités du résultat du

referendum. C'est celui qui devait nous amener un minimum de déchet dans nos effectifs.

Seulement il se fit jour à ce moment qu'il y avait deux manières contradictoires d'interpréter les résultats du referendum. Pour certains, c'était une acceptation pure et simple de la politique confédérale. Pour d'autres, rien n'était changé; la situation redevenait telle que si la scission confédérale n'avait pas existé. J'ai déclaré qu'il fallait interpréter ce résultat comme étant une décision de rester là où nous avions toujours eu une position particulière, celle d'une autonomie à l'intérieur de la C.G.T.; cela n'impliquait nullement une acceptation de la politique confédérale; au contraire, puisque nos adhérents avaient choisi comme terrain de lutte pour l'indépendance syndicale le sein de la C.G.T. Le comité fédéral se devait, pour remplir le mandat à lui confié par le congrès de Saint-Etienne, de ne manquer aucune occasion de rappeler au Bureau confédéral que l'indépendance syndicale ne devait pas être seulement le paravent d'une action commandée par des intérêts extérieurs au mouvement syndical. Je regrettais également que notre secrétaire général ne se fût pas montré aussi dynamique au cours des C.C.N. pour la défense de cette indépendance qu'il l'avait été lors du referendum pour défendre l'appartenance à la C.G.T.

Cette attitude fut condamnée par la grosse majorité du comité fédéral comme étant susceptible d'amener des polémiques qui risqueraient de nuire à l'unité fédérale.

Après avoir pris connaissance des derniers débats de la C.A. de la C.G.T. (24 février), j'ai présenté une motion de protestation au comité fédéral contre la décision de la C.A. d'envoyer un télégramme de félicitations aux travailleurs tchécoslovaques, estimant que vu la situation internationale actuelle cela constituait une prise de position en faveur d'un bloc politique. Au cours de la discussion, Ehni déclara avoir voté cet envoi. J'ai demandé le vote nominal, afin que les camarades prennent leurs responsabilités; en voici les résultats: 1 voix pour, 4 abstentions, 16 contre. Voilà où en est la situation.

Que conclure de ce qui précède ?

1° Constaté l'attitude contradictoire du secrétaire général. Devant le comité fédéral il déclare qu'il se fout pas mal de ce qui se passe dans les autres fédérations; que le syndicalisme, c'est uniquement la défense des salaires et des conditions de travail: qu'il ne faut pas faire de politique en s'occupant de ce qui se passe en Tchécoslovaquie ou ailleurs. Mais quand il se trouve au C.C.N. ou à la C.A. confédérale, il prend position, il participe à des votes qui engagent la Fédération, alors que le comité fédéral n'a même pas été consulté. Ainsi il participe à la politique confédérale alors qu'il endort le comité fédéral.

2° Constaté l'apathie du comité fédéral; pour éviter des risques de polémique, il préfère ne pas aborder les sujets épineux, laissant ainsi pleine liberté à son secrétaire général. L'article 36 de nos statuts prévoit dans son neuvième paragraphe: le comité fédéral doit « mandater le représentant de la Fédération au comité confédéral national et aux congrès de la C.G.T. ». Ces mêmes camarades préfèrent fermer les yeux pour ne pas voir le danger qui vient. Cela a pour résultat concret de faire de la Fédération du Livre une partie prenante dans les décisions récentes de la C.G.T.: défilé à la statue de Jeanne d'Arc; condamnation des commissions de baisse des prix, alors qu'il y a peu de temps la C.G.T. en était encore l'animatrice; transformation des directives données aux comités d'entrepri-

se, les directives nouvelles étant en contradiction avec celles données jusqu'à ce jour, etc.

Pourtant l'exemple de la Tchécoslovaquie devrait ouvrir les yeux des plus myopes; il prouve qu'aucune prise de pouvoir par la force ne peut réussir sans le concours des organisations syndicales (d'où la mainmise sur le mouvement syndical afin de s'emparer de tous les postes clés) et aussi de la neutralité bienveillante de la paysannerie (d'où la défense des revalorisations agricoles).

La Fédération du Livre faillira-t-elle à sa tradition? Je ne peux le croire. Mes camarades du Comité fédéral finiront bien par se ressaisir. Pour les y aider il serait souhaitable que les syndicalistes de la base se montrent plus actifs et ne perdent aucune occasion de les rappeler à l'ordre, soit en intervenant dans les assemblées générales qui vont se tenir en mai pour la région parisienne, soit par des votes de motions, des envois de lettres, des articles dans les journaux corporatifs, etc.

Réveillez-vous, camarades, avant qu'il ne soit trop tard, avant que notre Fédération ne se trouve engagée dans une action que nous réprouverions.

G. AVENA.

## Un sans-galons... nous écrit

Notre ami Guilloché a souffert dans sa modestie des quelques mots que je lui ai consacrés dans mon article sur le congrès de l'Enseignement parisien.

Il m'envoie la lettre suivante que nous publions avec plaisir — avec un double plaisir même, car je suis heureux d'apprendre que le groupe de l'Ecole Emancipée n'a pas écarté **systématiquement Guilloché, et encore plus heureux de constater que Guilloché ne me garde pas rancune de l'avoir indiscrettement compromis.**

Il est bien entendu que l'allusion à son « épaisseur » n'avait qu'un sens symbolique. Je voulais dire simplement qu'une personnalité assez forte s'aligne difficilement.

D'ailleurs, les stalinien en l'attaquant basement ont su le mettre en relief. Il ne fallait pas lui permettre de rentrer dans le rang. **R. H.**

*Je crois que nos relations sont dominées par une solide estime réciproque née, entre autres choses, des nombreuses « enqueulades » qui, jusqu'à la guerre dernière en date, furent le sel de nos rapports. Je me juge donc autorisé à te dire que je n'approuve pas que tu cites mon nom à l'appui d'une thèse qui n'en avait nul besoin (voir ton article de la R.P. de mars). D'autant plus que ton interprétation d'un fait évident n'est pas exacte, qu'elle risque de mal informer les quelques lecteurs dont l'attention a pu être attirée et retenue par ce petit paragraphe que tu as bien voulu me consacrer (et ils ont d'autres chats à fouetter!). Je voudrais rétablir la simple vérité, pour toi d'abord, pour eux ensuite (si cela est possible dans un bout de page):*

*Donc, je suis de taille moyenne et « d'épaisseur » correspondante (rien d'un secrétaire confédéral). Quant au reste, disons: quant à la « capacité intellectuelle » dont tu me fais si bonne part, les avis sont sur ce point assez partagés pour que je ne me leurre pas trop; si j'avais la moindre tendance à me « monter la tête », il suffirait que je regarde autour de moi, un peu partout — et en particulier à « l'Ecole Emancipée » — pour être ramené à une plus juste appréciation des choses.*

*Il est vrai que je ne figure plus dans la représentation « élue » de cette tendance. Cela tient surtout à ce que mon activité, au moins sur le plan départemental, ne saurait se comparer à celle des camarades qui la représentent actuellement. Je m'en tiens à être un militant de « base ». Après tout, des « sans-galons » — comme dit Monatte, — il en faut.*

# Mort de Paul Delesalle

Paul Delesalle est mort à Palaiseau (Seine-et-Oise) le jeudi 8 avril 1948, à 18 heures 30. Il a succombé à une affection de la prostate qui le tenait alité depuis de longs mois. Il a été incinéré au Père-Lachaise le mardi 13 avril. Il était né à Issy-les-Moulineaux le 29 juillet 1870.

Nous espérons pouvoir publier bientôt une biographie complète de celui qui fut un des pionniers du syndicalisme révolutionnaire français.

Au cours de la cérémonie, devant une poignée de camarades, Maurice Dommanget a prononcé une allocution que nous reproduisons ci-après.

La Révolution prolétarienne adresse à Léona Delesalle l'expression de son amitié et de sa tristesse.

## L'allocution de Maurice Dommanget

Tous nos vieux décidément s'en vont ! En janvier dernier j'étais à la levée du corps de Lucien Roland qui sema dans des milliers de réunions, durant plus d'un demi-siècle, le bon grain du socialisme de classe. Aujourd'hui nous voici réunis, le cœur serré, autour des restes de Paul Delesalle.

Avec Delesalle disparaît l'une des pures et belles figures, l'un des pionniers du syndicalisme révolutionnaire.

Après avoir suivi les cours du soir pour parfaire son instruction primaire ainsi que le firent Varlin, Roland et tant d'autres militants d'élite, après avoir fait son « tour de France » pour se perfectionner dans son métier de mécanicien, Delesalle, de retour à Paris, s'est lancé avec toute sa flamme et son ardeur dans le mouvement anarchiste et dans le mouvement syndical.

Jean Grave le chargea de la rubrique syndicale des « Temps Nouveaux » où il donna pendant plusieurs années des articles remarquables, véritable chronique de l'action ouvrière, documentation précieuse trop peu utilisée des historiens du mouvement syndical. Delesalle était alors un ouvrier en instruments de précision des plus qualifiés.

C'est lui qui, en 1895, exécuta pour le compte des frères Lumière et avec le camarade Viardot — qui devait mourir directeur de l'Association des Ouvriers en instruments de précision — le premier appareil de cinéma. On s'étonne à ce propos que Georges Sadoul dans sa récente histoire des « Pionniers du Cinéma » ne donne même pas les noms de ces deux ouvriers de la première heure. Il y a là une injustice à réparer.

Delesalle s'attela à la besogne exactement le 30 juin 1895 comme en font foi ses carnets d'ouvrier, si minutieusement tenus. Il surmonta les grosses difficultés du travail et donna à l'appareil nouveau les noms de « chronographe », « cinématographe » et même par abréviation « cinéma ». Les deux derniers termes sont restés. Et le 28 décembre 1895, devant un public d'invités, furent réalisées boulevard des Capucines les premières expériences de photographies animées.

Retracer toute l'activité syndicaliste de Delesalle est impossible dans le cadre étroit d'une allocution.

Qu'il me suffise d'évoquer sa présence au congrès international de Londres (1896) où il représenta à la fois le syndicat de sa corporation et l'Union syndicale des ouvrières et ouvriers en cuir d'Amiens. Il est aux côtés de Pelloutier, de Pouget, de Grave, des frères Guérard et vote avec eux.

En 1897, au congrès de Toulouse, il est rapporteur

de la commission du boycottage et du sabotage. Son exposé, documenté, nourri, est largement diffusé dans la classe ouvrière en une petite brochure imprimée 120, rue Lafayette, dans la même maison — chose curieuse — où devait siéger le parti communiste auquel Delesalle devait plus tard adhérer quelque temps.

En 1899, Delesalle consacre une excellente brochure, petit modèle du genre, aux conditions de travail des ouvriers en instruments de précision. Il est rapporteur sur l'unité syndicale au nom de l'Union des Syndicats de la Seine en vue des congrès d'Alger et de Montpellier (1902). A ce dernier congrès, il tient à faire affirmer dans les statuts l'indépendance de la C.G.T. vis-à-vis des partis politiques et de toutes les écoles idéologiques. Cette insistance, à notre époque de nouvelle scission provoquée par l'emprise d'un parti politique, prend une résonance particulière.

Après le congrès de Bourges (1904), Delesalle devient secrétaire de la commission des huit heures. Il organise avec Pouget cette « formidable propagande » qui fait date dans l'action prolétarienne. Elle fixait l'aboutissement de la revendication au 1er mai 1906 et l'on sait que l'approche de ce jour fit trembler la bourgeoisie.

En 1906, Delesalle est l'un des rédacteurs de la célèbre charte d'Amiens.

En 1907, au temps de la dictature clémenciste, de tous ces « crimes légaux » flétris par la C.G.T., il est secrétaire adjoint de la Fédération des Bourses. Pour l'affiche brutale « Gouvernement d'assassins » qu'il signe avec les autres membres du bureau confédéral, Delesalle est traduit devant la cour d'assises de la Seine (1908). Il en sort acquitté.

Par la suite, nous le trouvons installé comme bouquiniste dans la petite boutique si accueillante de la rue Monsieur-le-Prince. Elle a pour enseigne « la Publication sociale ». C'est tout un programme auquel Delesalle tient la main car il y édite les brochures les plus diverses, une série remarquable d'« Almanachs de la Révolution » et un catalogue mensuel de livres sociaux qui a rendu de signalés services à la fois aux chercheurs, aux érudits et aux militants. C'est à « la Publication sociale » que venaient souvent Georges Sorel et Amédée Dunois, deux hommes que Delesalle tenait en particulière estime, deux hommes dont nous ne pouvons évoquer le nom sans émotion.

Dans sa retraite de Palaiseau, soutenu par la chaude affection de sa dévouée compagne, Paul Delesalle goûta un repos bien mérité, entrecoupé de quelques travaux personnels et d'obligeantes contributions aux travaux des autres. Et cela jusqu'au jour où une maladie implacable le frappa, le mina et finalement l'abattit.

On peut dire de Delesalle ce qu'il a dit de son vieil ami Pouget, le père Peinard — ce Hébert des temps modernes — lors de la mort de celui-ci en juillet 1931 :

« Telle fut la vie, trop largement esquissée, de cet admirable lutteur que la classe ouvrière, pour qui il a donné plus que le meilleur de lui-même, semble aujourd'hui avoir par trop oublié. Mais de cela Delesalle n'avait cure. Il lui a suffi d'avoir toujours travaillé suivant ses idées pour trouver en elles toutes les satisfactions qu'il attendait de la vie. Car cet homme si simple, si cordial, si bon camarade, si courageux souvent, était un rude homme. »

# Le massacre seule arme de l'« Union française »

Encore un nouveau massacre colonial, cette fois en Algérie ! Sept Arabes tués — chiffre officiel, nous ignorons le nombre exact.

N'ayant pas encore reçu d'informations directes, nous ne connaissons pas le détail des faits, mais d'ores et déjà, sans crainte de nous tromper, nous pouvons affirmer que la cause en est... la fraude électorale.

Que la pression, la menace, la corruption et la fraude aient été employées à fond au cours de ces premières élections pour la nouvelle Assemblée algérienne, au moins en ce qui concerne le collège musulman, cela est bien évident ! Il n'y a qu'à voir les résultats.

Quiconque connaît tant soit peu l'Algérie sait pertinemment qu'il n'y a pas un Arabe sur dix, et sans doute pas un sur cent, qui soit favorable à la domination française ou qui ait si peu de sympathie que ce soit pour le gouvernement français; tous les autres sont des partisans résolu de la fin du régime colonial et de l'indépendance algérienne. Dès lors, lorsqu'on voit sortir triomphalement des urnes les candidats « indépendants », c'est-à-dire les candidats du gouvernement, et lorsqu'on vous annonce que les deux partis de l'indépendance, celui du Manifeste et celui des Libertés démocratiques n'ont, en tout, que 15 élus contre 26 « indépendants », on est fixé : les élections se sont passées en Algérie exactement de la même manière qu'elles se sont passées au delà du rideau de fer. Il n'y a que M. Wallace ou M. Blum pour parler de démocratie dans des cas pareils !

C'est d'ailleurs pour cette besogne que le social-fasciste Naegelen avait été envoyé, ces temps derniers, en Algérie. Son prédécesseur, Yves Chataigneau, fut sans doute le seul gouverneur intelligent et libéral de l'Algérie (car on rencontre de tout dans le parti socialiste, même des gens intelligents et libéraux); il n'aurait donc sans doute pas accepté de truquer les élections, au moins à ce point-là. Son collègue en « socialisme » s'en est chargé. Il a fait des élections doublement triomphales : triomphales puisqu'on aura une majorité anti-arabe dans le collège arabe de la nouvelle assemblée, et triomphales puisqu'elles ont été l'occasion d'aligner sept cadavres de « bicots » au tableau.

\*\*

Il est ainsi démontré, une fois de plus, que l'« Union française » ne possède qu'un ciment : le sang.

Depuis plus d'un an, le sang coule sans discontinuer en Indochine et à Madagascar, dans des proportions qu'on ne peut préciser, un véritable rideau de fer ayant été tiré autour de ces deux champs de bataille, mais qu'on sait considérables.

En Afrique du Nord c'est la même chose; l'échelle seule est différente.

Récapitulons !

Dès mai 45, avant même la fin de la guerre, une provocation savamment organisée permet de massacrer, en Algérie, des milliers d'Arabes. Puis c'est le tour du Maroc : le 7 avril 47 on donne, sept heures durant, « quartier libre »

aux Sénégalais chez les Arabes de Casablanca : des centaines de Marocains, sans défense, sont tués dans les rues, sans qu'on ait encore tenté d'apporter à cette sauvagerie la moindre justification. Moins de quatre mois après, le 5 août dernier, c'est le tour de la Tunisie : sans sommation, et sans même qu'il y ait eu d'entrave à la liberté de travail, on fait tirer la troupe sur les grévistes cheminots de Sfax; 26 Arabes sont tués, cependant que 150 sont blessés. Enfin, aujourd'hui, c'est de nouveau en Algérie qu'on tire, et cette fois sur des électeurs !

C'est donc quatre massacres en moins de trois ans, dont les trois derniers en moins d'un an ! La série continue et le rythme s'accélère ! A qui le tour ? Et pour quelle date ?

Car nos *minus habens* de la place Beauvau et du Quai d'Orsay se trompent grossièrement s'ils pensent qu'ils auront raison, avec quelques saignées, des quinze millions d'Arabes qui peuplent l'Afrique du Nord. Algériens, Tunisiens, Marocains sont bien résolu désormais à obtenir leur indépendance, c'est une idée qui les a conquis entièrement, elle s'est emparée de leur cœur et de leur cerveau, elle n'attend plus que de « trouver des baïonnettes »; or ils savent qu'ils peuvent compter sur les autres pays arabes, depuis le Pakistan jusqu'à l'Egypte.

Dans ces conditions, ce n'est pas en les tuant, même par centaines et par milliers, pas plus qu'en truquant les urnes, qu'on les empêchera de parvenir à leurs fins; on couvre seulement la France et le socialisme d'un peu plus de honte et d'un peu plus de sang.

R. L.

## Comment ont été « faites » les élections algériennes

*Pour illustrer ce qui vient d'être dit ci-dessus, donnons, d'une part, un tract du M.T.L.D. (1), qui renseignera nos lecteurs sur les méthodes préélectorales du « socialiste » Naegelen, et, d'autre part, des extraits d'un article bien documenté de Combat (7 avril) paru sous le titre : Les élections algériennes, travail de « techniciens ».*

Voici le tract :

FRERE MUSULMAN,

A la veille de cette consultation électorale du 4 avril, dont l'importance n'est plus à démontrer, tu subis, avec ton parti d'avant-garde, les assauts incessants et désespérés de la répression française.

Un véritable état de siège a été instauré par l'administration colonialiste avec l'unique but de barrer la route aux candidats nationalistes à l'Assemblée algérienne.

65 arrestations viennent d'être opérées dans le seul douar Yaskren de Tizirt par le gangster Ferré. D'innombrables autres arrestations sont également opérées à travers toute l'Algérie.

Trois candidats M.T.L.D. venus de France, le docteur Aïssani Ahmed et les étudiants Yazid M'Hamed et Bendimred Djamil, furent appréhendés dès leur descente d'avion par la flicaille impérialiste.

(1) Le M.T.L.D. est le « Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques », parti fondé par le parti du Peuple algérien, de Messali Hadj, après que celui-ci ait été dissous.

Trois autres candidats M.T.L.D., Tafraoui Mohamed, Moulay Merbah, Aissa El-Abdli, qui s'étaient présentés respectivement à Mascara, Palikao et Saïda, ont été arrêtés en pleine campagne électorale ainsi que tous les orateurs qui les accompagnaient.

Lahouel Hocine, candidat M.T.L.D. dans la capitale, a vu arbitrairement sa candidature refusée par le préfet d'Alger.

Le chef national Messali Hadj, en tournée dans le Sud algérois, a été encerclé par la Légion étrangère successivement à Laghouat et à Djelfa et bloqué dans la maison où il se trouvait. Il fut empêché littéralement de parler à nos vaillantes populations sahariennes et de prendre contact avec elles. Fait encore grave : la voiture « parlementaire » dans laquelle se trouvaient notre leader national et le député Boukadoum fut heurtée violemment par un camion rempli de légionnaires qui lui occasionna des dégâts.

Bien plus : arrivé près de M'sila, Messali Hadj fut refoulé par l'armée sur l'ordre du préfet qui lui avait interdit l'accès de son « département ».

#### FRERE MUSULMAN, A TOI LE VERDICT

Il est clair que la France tente désespérément de se survivre et d'arrêter la marche inéluctable vers l'indépendance.

Son représentant, le très républicain et très socialiste M. Naegelen, a ouvert le feu de ses batteries contre l'expression de la souveraineté en vue de faire de l'Assemblée algérienne un instrument docile au service de « Marianne ».

A la répression nous répondrons par le courage et la foi patriotique.

#### FRERES MUSULMANS,

Les hommes qui vous ont défendus dans les dures périodes de 1945 sont toujours prêts à lutter pour votre liberté et votre indépendance.

La victoire nationale du 19 octobre 1947 a été la vôtre. Elle a fait trembler l'impérialisme. Elle nous a attiré l'admiration de tout le monde arabe et musulman. Consolidez-là et allez de l'avant en votant :

ALGERIEN, MUSULMAN, NATIONALISTE,  
POUR LES CANDIDATS M.T.L.D.  
LE PARTI DU PEUPLE ALGERIEN

★

Depuis ce tract, dans les derniers jours qui ont précédé les élections, de nouvelles mesures d'intimidation et de nouvelles entraves à la liberté de la campagne électorale se succédèrent. C'est ainsi qu'à Mondovi, près de Bône, 100 Arabes furent arrêtés et persécutés, cependant que 18 militants du M.T.L.D. étaient mis en résidence forcée.

Et voici l'article de Combat, signé Marc Zuurro :

...Un scrutin est, en Algérie, profondément et dans tous les sens une question de puissance. Nous contrôlons tous les bureaux musulmans : combien y

a-t-il, je le demande, de bureaux musulmans urbains qui soient semblables à nos bureaux français ? La plupart du temps on va chercher au fond d'un douar, à des dizaines de kilomètres des « centres », les boîtes qui sont les urnes où ont été déposés les bulletins. On peut tout sur ces urnes, on peut les bourrer, les truquer ; on peut tout sur les scrutins ; on peut tout sur les résultats. J'ai assisté et depuis longtemps, et dans plus d'un endroit, à la fois aux opérations de vote et aux transmissions des résultats et aux statistiques, et je dis que tout cela est un problème de puissance et de conscience.

...Or les M.T.L.D. n'ont eu de succès, mis à part Alger-ville, qu'à Constantine, et les U.D.M.A. (2) n'ont remporté, eux aussi, de sièges, sauf un seul dans le département d'Oran, qu'à Constantine. Curieuse convergence. L'explication est simple : on a concédé à Constantine, département des masses musulmanes le plus secoué, le plus sensible, siège même des émeutes, le droit d'élire quelques représentants dans une espèce de liberté. On a trouvé politique de ménager ce grand département. Pour le reste, il est rigoureusement invraisemblable que dans deux régions comme la Haute et la Basse Kabylie, la première dès longtemps acquise au M.T.L.D., la seconde, plus récemment, à l'U.D.M.A., ces deux partis soient écrasés. A Michelet (3), l'indépendant « administratif » a tout simplement 12.043 voix et le M.T.L.D. 194. Il n'est pas un seul Algérien qui ne tressaille, pour des sentiments divers, à l'énoncé de ces chiffres. A Port-Gueydon (4), l'indépendant a 15.109 voix, le M.T.L.D. 1.738. A Tizi-Ouzou (5), la pureté des chiffres est encore plus éloquent : indépendant, 15.813 voix, et le M.T.L.D. 621. Je choisis là trois chiffres parmi beaucoup qui ont fait crier les gens de toutes nuances à l'exagération.

Selon nous, cela suffit à trancher le débat. Ce travail a été vraiment trop bien fait...

### Fait caractéristique :

A la suite de ces élections à la sauce tartare, le Comité pour la libération de l'Afrique du Nord a fait envoyer au président Truman, par son secrétaire Ahmed Bouhafa, le télégramme suivant :

« Le peuple algérien, de même que les 50 millions d'autres esclaves de la soi-disant « Union française », demande à Dieu et aux Etats-Unis leur sympathie et leur soutien dans la lutte désespérée qu'ils mènent pour leur existence et pour la justice. »

(2) L'U.D.M.A. est l'Union du Manifeste algérien, de Fehrat Abbas.

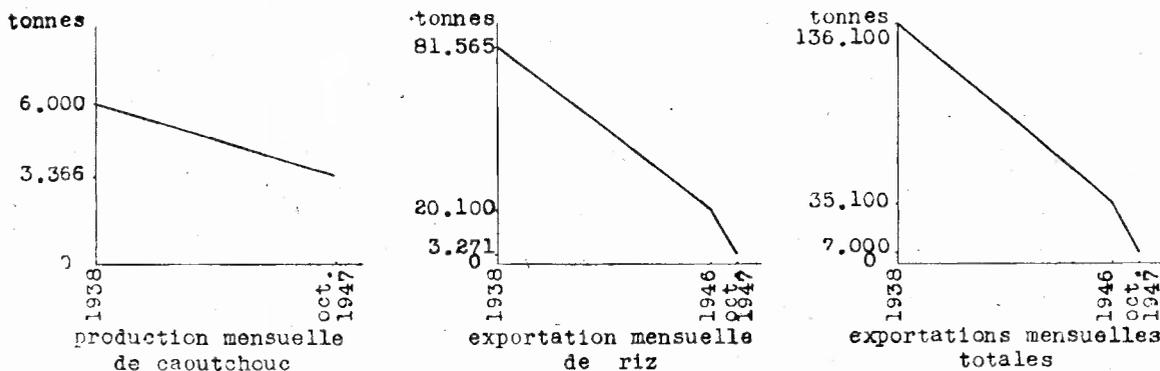
(3) Le plus important centre de la Haute Kabylie.

(4) Le port de la côte kabyle.

(5) Le plus important centre de la Basse Kabylie.

## Le désastre d'Indochine

### Trois diagrammes



Ces diagrammes sont établis d'après les chiffres contenus dans une dépêche du 28 février 48 envoyée par le correspondant de l'Associated Press, à Saïgon, qui renferme, en outre, l'appréciation suivante : « Le pays a été si appauvri par la guerre entre la France et les Vietnamiens que son économie est maintenant comparable à celle des pays occupés par les Japonais, immédiatement après la libération. »

## Le socialisme bourgeois à l'œuvre

Pour le moment, on peut donc dire que dans toute l'Europe le socialisme d'Etat a triomphé. Non seulement il a triomphé du socialisme ouvrier ou sein du prolétariat, mais aussi, en bien des pays, de la bourgeoisie capitaliste elle-même. Dans de nombreux Etats, il est au pouvoir ou participe largement au pouvoir. De ce fait, il lui a fallu nécessairement passer, à la seconde phase de ses « réalisations ». Il ne peut plus se contenter de jouer de la menace ouvrière, pour obtenir des lois « sociales » dont il pourrait se vanter pour assurer son influence sur le prolétariat ; il lui a fallu tenter de changer la structure même de la société, commencer, ou moins, à l'édifier sur le modèle de ce qu'il a présenté jusqu'ici comme la société socialiste.

En cette seconde partie de notre étude, nous allons essayer de dégager les règles générales qu'il suit pour cette mise en œuvre du saint-simonisme, et voir... ce qu'elles valent.

Son action se poursuit sous trois formes : nationalisations, planification, fixation des prix. Examinons-les successivement.

### Nationalisations

Les nationalisations, ou, pour parler plus exactement et plus concrètement, les étatisations ont consisté dans l'expropriation des capitalistes (c'est-à-dire de l'ensemble des actionnaires, petits et grands), propriétaires de certaines industries, et la remise de ces industries à l'Etat, qui les gère par le moyen de conseils d'administration composés d'anciens grands capitalistes, autrefois spécialisés dans le genre d'entreprises en question, d'anciens hauts managers de ces entreprises, de hauts fonctionnaires de l'Etat et de hauts fonctionnaires des syndicats ouvriers, ces derniers étant désignés par l'Etat comme « représentants » de la classe ouvrière, mais non nommés par elle.

### Aggravation de l'exploitation

En quoi cette étatisation peut-elle être profitable au prolétariat, directement ou indirectement ?

Directement ? Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Etat possède des entreprises et occupe des salariés. Les fonctionnaires sont des salariés, le contrat qui les lie à l'Etat, même les fonctionnaires d'autorité, n'étaient pas différent, ni dans la forme ni dans le fond, de celui qui règle les rapports d'un patron quelconque avec ses employés ; d'autre part, l'Etat français, et même l'Etat britannique, gèrent depuis longtemps certaines entreprises proprement industrielles, telles que le service postal, la fabrication des produits qui sont l'objet d'un monopole fiscal, et un bon nombre de services publics.

(1) La première partie de cette étude a paru dans la « R. P. » de mars 1948.

Tous ces salariés de l'Etat-patron ont jusqu'ici joui d'une situation à peu près équivalente à celle des salariés des entreprises privées, tantôt quelque peu supérieure, tantôt quelque peu inférieure.

L'avantage particulier dont ils jouissaient résidait généralement dans la stabilité de leur emploi ; les entreprises de l'Etat étaient toujours, en effet, jusqu'ici, des monopoles, soustraites de ce fait à la concurrence, et qui s'appliquaient exclusivement à des produits ou à des services dont la demande, par leur nature même, était à peu près constante. Que l'ensemble de l'économie soit dans l'un de ces moments d'embollement qu'on a pris l'habitude d'appeler les périodes de « haute conjoncture », ou dans ces moments de morasse qui caractérisent le temps des « bosses conjonctures », l'Etat avait toujours besoin de maintenir intact aussi bien son appareil d'autorité que son appareil industriel, aussi bien le cadre de ses employés de préfecture, de ses policiers, de ses magistrats, de ses percepteurs, que celui du service des postes ; on avait beau être en paix, comme il faut toujours être en état de faire la guerre, il devait toujours avoir dans ses cosernes le même nombre d'officiers et de sous-officiers, aussi bien que la même quantité d'ouvriers dans ses arsenaux, même si ceux-ci n'avaient rien à faire. D'où la plus grande stabilité de l'emploi.

C'était, certes, un avantage.

Mais avantage qui était compensé, en tout ou en partie, par l'octroi de salaires généralement inférieurs à ceux de l'industrie privée. L'ingénieur des Ponts et Chaussées du service de l'Etat touchait un traitement sensiblement moins élevé que celui qu'il obtenait lorsqu'il « pontouffloit » dans une société privée, tout comme le tourneur ou l'ajusteur de l'arsenal gagnait moins que le tourneur ou l'ajusteur de l'industrie privée. En période de haute conjoncture et de hausse des prix la différence des salaires s'accroissait, car la concurrence entre les patrons, qui se disputaient le moins-d'œuvre, faisait rapidement s'élever les salaires de l'industrie privée, tandis que ceux des salariés de l'Etat témoignaient d'une beaucoup plus grande inertie. On se rappelle combien, à la suite de la guerre de 14-18, durant la période d'inflation qui s'étend de 1914 à 1926, les salaires des petits fonctionnaires étaient devenus de véritables salaires de famine, alors que le travailleur de l'industrie privée voyait, au contraire, son standard de vie s'élever. Plus récemment, une statistique britannique établissait qu'entre 1938 et 1946, période de hausse des prix, les salaires des ouvriers de l'industrie privée en Grande-Bretagne avaient monté de 89 p. 100, tandis que dans les entreprises d'Etat les salaires ne s'étaient accrus que de 52 p. 100. Plus récemment encore, une statistique citée dans le rapport annuel de la Banque nationale de Belgique établit que le traitement des employés privés payés ou mois était, fin 1947, à l'indice 270 par rapport à 1939, alors que celui des fonctionnaires n'était qu'à l'indice 225 (les salaires horaires ouvriers, eux, étaient à l'indice 352).

Cependant, et c'est là un point essentiel, la condition du salarié d'Etat ne pouvait devenir très inférieure à celle du salarié de l'industrie privée, parce que, si une telle situation se prolongeait, il s'ensuivait une véritable fuite des fonctionnaires. L'Etat payait les meilleurs de ses « serveurs » le quitter pour aller s'embaucher chez les particuliers et le recrutement des nouveaux fonctionnaires devenait très difficile. C'est ce qui arriva notamment dans les années qui suivirent la fin de la première guerre mondiale, si bien que l'Etat dut finalement, bien qu'avec du retard, égaliser à peu près les salaires qu'il payait avec ceux que payaient les autres patrons.

Mais, si l'étatisation est généralisée, si l'Etat devient le seul employeur, au même, seulement, de beaucoup le plus grand employeur, la concurrence des salaires de l'industrie privée ne jouera plus, ou ne jouera que très partiellement, et la condition du fonctionnaire français de 1920, réduit à des salaires de famine, risque de devenir sa condition permanente. L'étatisation généralisée, c'est la constitution d'un véritable trust de l'emploi ; il n'y a plus qu'un seul employeur, forcé est de passer par ses conditions. On en a présentement en Russie un exemple remarquable, et à quelle échelle !

Impossible de se défendre. Le droit de grève est supprimé. Pas de grève contre l'Etat, c'est un crime. En Russie, on supprime les grèves par la déportation et par la mitrailleuse ; en Angleterre, où la grève a été déclarée illégale pendant la guerre et où le gouvernement travailliste maintient cette mesure malgré la cessation des hostilités, on se contente, pour le moment, de condamner à l'amende, en attendant mieux, les ouvriers des entreprises nationalisées qui osent faire grève, comme ça vient d'être le cas pour les mineurs du Yorkshire et du Durham, tandis qu'en Belgique on décrète la mobilisation des grévistes. Toutes choses inconnues avant l'ère des nationalisations.

Et ce n'est pas seulement pour les salaires, c'est dans tous les domaines qu'il faut désormais passer par la volonté du patron, puisque le patron est maintenant unique. Tratsky lui-même, devant l'évidence des faits, était obligé de reconnaître, en 1937, que : « Dans un pays où le seul employeur est l'Etat, faire de l'opposition signifie la mort, une mort lente par la faim. La vieille maxime : « Qui ne travaille pas ne mange pas », est remplacée par celle-ci : « Qui n'abéit pas ne mangera pas. »

Il n'avait même point jusqu'à la sécurité de l'emploi, cet avantage qui semblait inhérent à l'emploi d'Etat, qui ne soit détruite par la généralisation de l'étatisme. Car nous avons vu que si, jusqu'ici, le travailleur de l'Etat possédait une relative stabilité dans son emploi, c'est que l'étatisation était limitée à des services et à des industries dont l'allure de marche elle-même était stable. Or avec une étatisation étendue aux branches d'industrie, dont la production varie en de larges limites, à la fois selon les besoins du consommateur et selon les transformations de la technique, la stabilité de l'emploi ne pourra plus exister. Selon que ce sera telle ou telle industrie qui aura, au moment considéré, le plus grand besoin de main-d'œuvre, le travailleur sera déplacé de lieu et de métier sur ordre de l'Etat. C'est non seulement ce qui se passe en Russie, mais c'est aussi ce qui se passe en Grande-Bretagne, depuis quelques mois.

Sous le régime de l'Etat unique patron, le travailleur ne s'appartient plus à aucun égard : il est devenu esclave. L'étatisation, c'est bien la fin du salariat, mais c'est son remplacement par l'esclavage.

Si cette conséquence, fatale, de l'étatisation ne saute pas aux yeux, c'est qu'on commet une erreur de raisonnement, dans laquelle il arrive souvent de tomber, en bien des domaines. On généralise un cas particulier, sans s'apercevoir que cette généralisation fait changer de nature le phénomène dont il

s'agit. Les étatisations très limitées, comme celles qui existaient dans nos pays avant 1936, soumises à la concurrence de l'industrie privée, dans lesquelles elles baignaient littéralement, et aux règles desquelles, pour cette raison, elles se trouvaient plus ou moins soumises, sans une chose ; une étatisation généralisée, ne connaissant, de ce fait, que sa règle propre, en est une tout autre, d'une nature différente. Il est impossible d'appliquer à celle-ci ce qu'on a observé chez celles-là. « La quantité s'est transformée en qualité. »

Ainsi, non seulement l'étatisation n'apportera aucun avantage direct au travailleur, mais elle en aggravera considérablement la condition. Comportez-vous, cependant, pour lui, des avantages indirects ?

La tarte à la crème des partisans des nationalisations est ceci : une entreprise nationalisée ne comprend plus ni patrons ni actionnaires ; ses profits, au lieu d'aller à quelques individus, iront à l'Etat, c'est-à-dire à tout le monde. Chacun, y compris le travailleur même de l'entreprise en question, aura ainsi, d'une façon ou d'une autre, sa part du profit.

Raisonnement enfantin qui ne veut voir comme classes possibles que celles qui existent actuellement dans notre société, et qui, en conséquence, déduit de la destruction de ces classes qu'il n'y aura plus d'autres classes. L'exploiteur actuel est le capitaliste ; supprimez le capitaliste, et vous n'aurez plus d'exploitation !

Sans même aucun raisonnement, la simple expérience historique, ainsi que celle que nous vivons, montrent, d'une façon éclatante, combien cela est faux.

Il n'y avait pas de capitalistes, il n'y avait pas de propriété privée des moyens de production dans l'Egypte des pharaons ; prétendra-t-on que le fellah n'y était point exploité ? Dans cette société des Andes que les conquistadors trouvèrent à leur entrée en Amérique, que l'on présente parfois comme un modèle de société socialiste — et qui est, en effet, un modèle de socialisme d'Etat — prétendra-t-on que le cultivateur, véritable serf, y avait la même part de la richesse commune que l'Inca et les autres membres de la tribu régnante ?

Et la Russie d'aujourd'hui ? Osera-t-on dire qu'elle ne possède pas une classe régnante et jadisante ? Prétendra-t-on que lorsque le grand directeur de trust d'Etat reçoit, en espèces et en nature, un salaire centuple de celui de son manœuvre, c'est parce qu'il travaille cent fois plus ? Déjà, en Angleterre, les grands chefs des entreprises nationalisées, comme lord Citrine pour l'électricité, sir Cyril Hurbert pour les transports, lord Hyndley pour le charbon, ont un traitement annuel de 8.500 livres (soit 7 millions 225.000 francs au cours du change officiel), alors qu'un mineur qualifié ne gagne que 260 livres par an ; comme, ici, le socialisme d'Etat n'est encore que partiellement réalisé, l'échelle ne va que de 1 à 40 environ, au lieu de 1 à 100.

Lorsque nous voyons dans nos houillères nationalisées, ainsi que l'a révélé un récent article de la « R. P. », l'état-major des mines de Courrières passer de 42 techniciens, sous le régime privé, à 174 techniciens après la nationalisation, soit, plus que triplé, et que, par la création de nouveaux états-majors, sans prétexte d'une décentralisation des entreprises, le nombre des techniciens des houillères a, au total, à peu près quintuplé, on comprend vite que la place laissée par les actionnaires n'est pas restée vide. Une classe, ou une caste, comme l'on voudra, s'est aussitôt précipitée pour s'attribuer, et sans doute au delà, la part de plus-value qui allait auparavant aux partisans d'actions.

Les expropriateurs exproprient toujours pour leur propre compte. C'est l'intelligentsia qui a exigé et

réalisé l'expropriation, et c'est l'intelligentsia qui profite, et profite seule, de l'expropriation.

L'Etat n'est pas la nation, et moins encore est-il la classe des travailleurs. L'Etat est un organe particulier de la nation, un organe différencié. Ce n'est que par un artifice intellectuel, qui ne correspond à aucune réalité, qu'on peut prétendre que les dirigeants de l'Etat étant nommés par le peuple, l'Etat se confond avec le peuple. Il ne se confond pas plus avec lui que les administrateurs d'une société ne se confondent avec les actionnaires qui les nomment. Les administrateurs ont leurs intérêts propres, distincts de ceux des actionnaires, et qui leur sont souvent contraires ; les maîtres de l'Etat ont leurs intérêts propres, distincts de ceux de la masse des électeurs qui les nomment, et qui leur sont souvent contraires. Ainsi que le dit Engels : « Se trouvent à la tête de la société, les organes de l'Etat mettent la puissance publique au service de leurs propres intérêts (1) ». Le pouvoir ne se délègue pas ; le jour où on le délègue, on ne l'exerce plus.

Toute l'Histoire montre que le rôle fondamental et constant de l'Etat, quelle que soit sa forme, despotique, aristocratique ou démocratique, a consisté à assurer à certaines classes d'hommes la plus-value produite par d'autres. Pourquoi voudrait-on qu'il n'en soit plus de même aujourd'hui, simplement parce que, du fait de sa gestion de l'économie, l'Etat n'en est devenu que plus puissant ? L'Etat est né avec les classes, son essence est d'être un Etat de classe. S'il détruisait les classes, il détruirait sa raison d'être, et, par conséquent, il se détruirait lui-même. Citons encore ici Engels : « L'Etat n'est pas autre chose qu'une machine d'oppression d'une classe par une autre, et cela, tout autant dans une république démocratique que dans une monarchie (2) ». Ajoutons : tout autant dans un pays à industrie nationalisée que dans un pays à industrie privée. Avec une économie étatisée, le rôle de l'Etat dans la composition des classes privilégiées, et dans la distribution à ces classes de la plus-value, devient seulement plus direct, son intervention plus constante et plus immédiatement efficace.

Les classes ne disparaissent que le jour où, selon une heureuse expression de l'Américain Burnham, chaque travailleur a le libre accès aux moyens de production ; privé de l'accès aux moyens de produire, et par conséquent de vivre, le travailleur est obligé de subir les conditions de qui en contrôle l'accès ; hier c'était le capitalisme, aujourd'hui c'est l'appareil de l'Etat qui contrôle cet accès, et comme le capitaliste d'hier, l'Etat d'aujourd'hui en profite pour s'attribuer à lui-même la plus-value créée par le producteur. Et les forces de l'Etat, police, armée, magistrature seront naturellement employées plus résolument par l'Etat pour défendre cette attribution de la plus-value à lui-même que lorsqu'il ne les utilisait que pour défendre la plus-value des capitalistes.

## Diminution de la productivité

La plus-value produite par les travailleurs n'ira donc pas plus dans leur poche, lorsqu'ils travailleront dans l'entreprise nationalisée, que lorsqu'ils travaillaient dans les entreprises privées ; mais cette plus-value sera-t-elle, au moins, augmentée ? Plus généralement, la productivité du travail, c'est-à-dire la quantité de marchandises produites par heure de travail sera-t-elle accrue ?

Rien ne permet de supposer qu'il en sera ainsi, et tout porte à penser que c'est le contraire qui sera.

Que la concurrence capitaliste ait produit de grandes choses, « de plus grandes merveilles que les pyramides d'Egypte, les aqueducs romains et les cathé-

drales gothiques », que la course au profit ait conduit à un perfectionnement sans précédent de l'outilage et à une utilisation, à une échelle précédemment inconnue, des sources d'énergie-naturelle, par conséquent à un accroissement considérable de la quantité de marchandises produites par une même quantité de travail humain, le fait est indéniable. Les immenses progrès techniques réalisés depuis près de deux cents ans, sous la direction des « entrepreneurs » capitalistes, n'ont pu l'être que parce que chaque entrepreneur tendait tous ses efforts, toute sa politique, soit vers la découverte de nouveaux produits qui lui seraient l'occasion de nouveaux profits, soit vers celle de nouveaux procédés de fabrication qui, en abaissant le prix de revient, lui permettraient, ou moins temporairement, d'accroître son profit. C'est là une chose évidente, bien connue, et si souvent redite par les apologistes du régime bourgeois qu'elle en est devenue une irritante banalité ; elle n'en est pas moins exacte.

L'accroissement de la production par heure de travail, qui en est résulté, s'est traduit par une notable élévation du niveau de vie de toutes les couches de la population. Le profit capitaliste n'a certainement pas diminué au cours du siècle dernier ; tout au contraire, il est manifeste qu'il s'est accru ; le bourgeois vivait infiniment mieux en 1900 qu'en 1800 ; or des statistiques convergentes établies par des organismes différents en des pays différents montrent que, malgré cela, entre 1815 et 1910 environ, la valeur réelle des salaires a, pour le moins, doublé (1), c'est-à-dire que la quantité de marchandises consommée par chaque travailleur s'est accrue de 100 p. 100 ; en outre, de 1910 à 1939, le volume réel du salaire, surtout en France, a encore largement augmenté. Cela n'a été possible, puisque les capitalistes avaient vu, de leur côté, accroître leurs profits, qu'à cause d'un accroissement de la productivité du travail, dû au progrès technique, conséquence de la course au profit.

Mais, dans ce progrès technique, la concurrence des capitalistes n'a pas été seule à jouer, l'émulation ouvrière y a eu, elle aussi, une large part.

En régime capitaliste l'essentiel, en ce qui concerne le travailleur, est qu'il n'est pas attaché à son patron. Il peut quitter son patron, et celui-ci peut lui donner congé.

L'ouvrier peut quitter son patron. Cela signifie que si son travail ne lui plaît pas, il peut chercher à en trouver un autre plus conforme à ses goûts ou à ses aptitudes, et ce travail qu'il aimera, ou moins relativement, il le fera certainement mieux que celui qui le dégoûtait et auquel il aurait été attaché. Le faisant avec « plus de goût », il en améliorera les procédés, il augmentera son rendement, même sans s'en apercevoir.

En outre, dans le régime bourgeois, les classes ne sont pas des castes rigides, fermées ; le prolétaire du siècle dernier ne rencontrait ni des privilèges de naissance, ni des barrières d'examen, ni des règlements de corporations pour l'empêcher de « s'établir à son compte ». Certes, il ne trouvait pas toujours le capital nécessaire, mais du fait seul que cela était possible, que cette chance arrivait à son malade ses camarades, il était intéressé à devenir maître en son métier, condition nécessaire pour réussir le jour où il pourrait avoir l'occasion de l'exercer autrement que comme salarié.

De même, le fait inverse, que le patron pouvait, un beau jour, décider de se passer de ses services, incitait tout pareillement l'ouvrier à faire son travail avec conscience, si le boulot lui plaisait et que le patron n'était pas trop « voche ».

Or un large développement de la conscience professionnelle est indispensable au progrès technique.

(1) Engels. *La guerre civile en France*. Introduction.

(2) Idem. *Ibid.*

(1) Voir : Sombart. *L'apogée du capitalisme*. Tome I, pages 568 et 569.

Celui-ci ne naît pas tout armé dans le cerveau d'un puissant génie, il résulte d'un climat général où il peut, par près chacun fait ce qu'il peut, le mieux qu'il peut ; l'invention ne peut passer dans la pratique, être réalisée dans la matière, « mise au point » que par toute une série de perfectionnements de détail pour lesquels il faut le concours presque enthousiaste de dizaines ou de centaines d'âmes.

Lorsque, il y a une quarantaine d'années, les grands maîtres de forges apprirent qu'il existait quelque part dans un village, vivant pauvrement, un vieillard nommé Pierre Martin, qui était l'homme qui avait effectué le premier la fusion de l'acier au four Siemens, et les avait ainsi dotés du grand procédé de base de la métallurgie moderne, ils décidèrent de lui offrir un banquet. Et lorsque, à ce banquet, l'heure des discours fut arrivée, Pierre Martin se leva et, tirant un papier de sa poche, lut d'une voix quelque peu chevrotante une vingtaine de noms. C'étaient les noms de tous ceux, ouvriers et contremaîtres, qui avaient participé, à quelque titre que ce soit, à l'élaboration du premier « acier Martin » ; l'ingénieur civil des Mines, Pierre Martin, désiroit que tous ses compagnons de travail participent à l'hommage qui lui était rendu.

Or il n'y avait là certainement de sa part ni démagogie ni humilité, mais simple probité scientifique, la probité de l'observateur qui avait constaté que sans l'endurance, l'habileté, l'ingéniosité, l'entrain de tous ses ouvriers, ses propres efforts eussent été vains. C'est là une règle générale.

Mais, avec une étatisation généralisée, en vertu de laquelle chacun « est mobilisé, pour sa vie, à un travail déterminé (1) », tout ce que nous venons de dire disparaît. Il n'y a plus que la concurrence bourgeoise qui se trouve supprimée, mais aussi la conscience ouvrière.

Quel goût peut-on avoir à un travail auquel le hasard vous a conduit et auquel vous êtes otocché pour toute votre vie, sans aucune perspective d'avenir, sans aucun changement possible, autre que celui que vous obtiendriez de la bienveillance ou de la corruption d'un quelconque fonctionnaire ? Le travail sans horizon, le travail obligatoire devient un travail de forçat ; et le forçat fait nécessairement mal son travail, sans désir de s'y perfectionner ou de le perfectionner. Le « sabotage », un sabotage non spécialement voulu, non employé dans le but précis d'obtenir quelque chose, mais un sabotage généralisé et inconscient, dû seulement au dégoût que chacun éprouve pour son travail, devient la règle. On soit que le sabotage, ce sabotage d'un genre particulier, est la grande plaie du régime soviétique ; il y existe à tous les degrés de la hiérarchie. La presse officielle s'en plaint constamment, et les expériences des quelques ouvriers étrangers qui ont travaillé en Russie le confirment (2).

L'ouvrier français du Donetz, dont nous venons de citer un mot, estime qu'il faudroit toujours dix Russes pour faire un travail auquel deux ouvriers suffiraient en France ou en Amérique ; or cela n'est plus que qu'ils sont Russes, mais parce qu'ils sont serfs. Que le Français ou l'Américain devienne serf d'Etat à son tour, et sa production baissera des huit dixièmes.

Pour combattre la veulerie des esclaves, l'Etat-patron n'a à sa disposition que deux armes : le bourrage de crâne et la répression. Mais le bourrage de

(1) Expressions employées dans un article publié par *New Views*, revue révolutionnaire américaine, dont l'auteur est un Français qui a travaillé aux mines du Donetz vers la fin de la guerre. (Des extraits en ont été traduits dans *Etudes matérialistes* de novembre 1947.)

(2) Voir notamment l'article du Français, ouvrier au Donetz, dont il est question dans la note précédente.

crâne n'a qu'un temps ; les appels désespérés à l'« héroïsme des travailleurs » font bientôt long feu, et il ne reste que la répression.

C'est pourquoi la Russie soviétique a été amenée à multiplier ses « camps de travail », à en accroître constamment la population, à en faire l'une des pièces maîtresses de son système de production. Au début, les camps de travail étaient peuplés, pour une bonne part, de prisonniers politiques, mais il y a beau temps que personne ne se hasarde plus à faire figure d'opposant ; les dix à vingt millions de forçats qui y peinent sont, pour l'immense majorité, des travailleurs qui ont tout simplement enfreint la « discipline du travail ». Le « travail forcé », c'est-à-dire la transformation du serf, qu'est le travailleur soviétique ordinaire, en un esclave, n'est pas une particularité asiatique de la Russie ; il est la nécessité logique d'un régime d'étatisation généralisée.

On sait quel est le régime des camps de travail. On ne touche qu'une ration (300 grammes de pain par jour), qui est insuffisante pour assurer votre vie ; si l'on veut se maintenir vivant, il faut avoir droit à une augmentation de ration, par un travail accompli : un peu plus de travail que le minimum fixé vous procurera 50 grammes de pain de plus ; encore un peu plus de travail, et vous aurez 100 grammes de plus ; et ainsi de suite. L'effort du travailleur n'est obtenu que par la bouchée de pain supplémentaire qu'on lui montre. Comment voulez-vous que des hommes, ainsi réduits à l'état de bêtes, puissent concourir en quoi que ce soit à l'amélioration des moyens de produire !

Ainsi, tant par la disparition de la concurrence entre entrepreneurs que, plus encore, par l'ovillissement du travailleur, l'économie étatique conduit obligatoirement à la stagnation technique, et toute stagnation technique se transforme bientôt en régression technique. La productivité baisse, la quantité de produits, fabriqués par un nombre de travailleurs donné fournissent un effort donné, baisse, ce qui entraîne une diminution du niveau de vie pour toute la population ; autrement dit : la civilisation est en voie de disparition.

## Une solution mitigée

Effrayés par ces conséquences de la nationalisation, qu'ils pressentent plus ou moins confusément, certains socialistes d'Etat se rabattent sur une solution intermédiaire, le type même de la solution bâtarde, et qu'ils appellent dirigisme. Sous ce régime, la production capitaliste subsisterait, mais elle serait dirigée et contrôlée par l'Etat.

Grâce à l'artifice verbal, qui présente l'Etat comme étant tout le monde, les nationalisateurs prétendaient supprimer le plus-volue puisque celle-ci alloit à tout le monde. Nos dirigistes n'ont même pas cette prétention, car ils laissent subsister le patron et son profit.

Leur dirigisme consiste en deux choses :

1° Etablir une production **planifiée**, c'est-à-dire fixer à priori les besoins en chaque catégorie de marchandises, alors que, sous le régime de l'« anarchie capitaliste », ces besoins ne se fixent qu'à posteriori, par approximations successives, les différents producteurs diminuant leur production lorsqu'ils voient leurs ventes diminuer et l'augmentant au contraire lorsqu'ils les voient s'accroître ;

2° Fixer des **prix obligatoires** pour chaque marchandise, alors qu' auparavant ces prix étaient laissés à la discrétion du producteur, celui-ci les augmentant ou les diminuant selon, également, la plus ou moins grande intensité de la demande, conformément à ce qu'on appelle du nom bien connu de loi de l'offre et de la demande.

Eh bien ! voyons ce que vaut ce bâtard.

## Le plan

Saulignans d'abord ! combien il est tout particulièrement ridicule de prétendre aujourd'hui fixer des plans de production et d'échange. Jamais, depuis les débuts du capitalisme, l'économie des pays de l'Occident européen n'a été aussi instable. Rien n'y est fixe, pas même la monnaie. Tout y varie dans des proportions considérables, à une allure accélérée, hors de toutes prévisions. Vouloir établir actuellement un plan de cinq ans, ou de quatre ans, ou même d'un an, ce n'est même pas bâtir sur le sable, c'est vouloir bâtir sur du sable mouvant.

Le cas du budget français est particulièrement caractéristique. Aux temps de la III<sup>e</sup> République, l'Etat dressait, sous le nom de budget, un plan annuel de ses dépenses et de ses recettes. Ce plan, très limité dans son objet et dans le temps, parvenait à être à peu près suivi. Or la IV<sup>e</sup> République, elle, n'a plus de budget, et ne peut pas en avoir. Ce qu'on appelle encore de ce nom est présenté et voté parfois presque à la fin de l'année, comme ce fut le cas l'an dernier, ou bien, comme cette année, on laisse hors du budget les dépenses militaires bien qu'elles représentent le tiers du budget total ; en outre, et c'est le plus important, ces prévisions budgétaires, même lorsqu'elles ne sont faites que pour trois mois, se montrent, les trois mois écoulés, avoir été complètement erronées : on est obligé de fournir pour « régularisation » des cahiers de crédits supplémentaires correspondant à des dépenses non prévues et qui sont d'un ordre de grandeur comparable aux dépenses prévues ! En fait l'Etat français vit au jour le jour, ses finances sont quotidiennes, les prévisions budgétaires sont une formalité dépourvue de toute base réelle. Or c'est au moment où l'Etat est devenu incapable d'avoir un budget, où il lui est devenu impossible d'établir un « plan » pour quelque chose d'aussi simple que ses propres dépenses, qu'on a la prétention de lui faire dresser un plan général de production, une prévision de quatre ans pour toute l'économie ! A quel point faut-il que nous ayons perdu le sens des réalités pour qu'une telle prétention ne s'effondre pas sous un rire général !

Mais supposons que cette période d'extrême instabilité qui est la nôtre ne soit que momentanée, ce qui d'ailleurs n'est nullement certain ; supposons que nous revenions aux conditions qu'on appelle « normales », c'est-à-dire à cette stabilité relative qui caractérisait précisément l'époque de l'« anarchie capitaliste », est-ce qu'un plan est alors possible, et est-il désirable ?

### Les liens entre la planification et la décadence

En parlant de stabilité, nous venons de mettre le doigt sur le point essentiel. Oui, une planification de la production est plus ou moins possible, mais à une condition, c'est que l'on vive en des temps de stabilité technique complète, à des époques où il n'y a plus de progrès technique. Oui, dans une société stabilisée techniquement et économiquement, c'est-à-dire dans une civilisation morte, on peut établir à priori une correspondance à peu près exacte entre la production et les besoins, prévoir à l'avance ce que ces derniers seront, et ce qu'il faudra pour les satisfaire. Les pharaons et les Incas pouvaient établir de tels plans parce qu'ils ne gouvernaient, socialement, que des cadavres. Mais, avec une technique hautement progressive, comme celle que nous connaissons et surtout que nos pères ont connue, une technique qui invente chaque jour de nouveaux modes de consommation et qui, par là, crée constamment de nouveaux besoins et exige de nouvelles quantités de matières premières, une technique qui transforme chaque jour

pour les perfectionner ses procédés de fabrication, une technique qui trouve le moyen d'utiliser des sources d'énergie jusque-là sans valeur, ou qui permet la « mise en valeur » de nouveaux continents, prétendre vouloir enserrer son développement dans la camisale de force d'un plan préétabli, c'est étouffer par avance l'enfant qui va naître, ou retarder, pour une période indéfinie, sa croissance. C'est un holocauste des créations du génie humain.

C'est pourquoi l'idée d'une production planifiée ne peut naître que dans des pays à technique finissante, comme la France et l'Angleterre d'aujourd'hui, et qu'elle n'est pas encore acceptée en Amérique.

Remarquons d'ailleurs que, même dans une société à technique morte, toute erreur, involontaire ou voulue, dans la confection du plan conduit à des catastrophes. Car même dans ces sociétés, il reste un élément imprévisible : le temps qu'il fera. Et c'est du temps qu'il a fait que dépendent les quantités produites en toutes denrées d'origine agricole. Si les plans n'ont pas prévu des prélèvements suffisants sur les bonnes récoltes pour parer aux années de mauvaise récolte, soit parce qu'on s'est trompé dans l'estimation de ces dernières, soit parce que, délibérément, pour des « raisons d'Etat », on n'a pas voulu effectuer les prélèvements nécessaires, le résultat du plan est la famine. Les famines qui ont frappé si souvent et avec l'intensité que l'on sait les populations russes depuis 1917 eurent là leur cause principale. Sous le régime de la liberté économique, les prélèvements sont automatiquement faits parce que l'abondance d'une récolte, en faisant baisser les prix, amène la multitude des producteurs et des intermédiaires à stocker le plus possible, alors que, sous le régime du plan d'Etat, tout dépend de la volonté de quelques individus, ou même d'un seul individu, et que personne ne peut savoir quelle sera la décision d'un seul homme ou d'un petit groupe d'hommes, tandis que la réaction qu'entraîne chez le grand nombre un phénomène donné est certaine. Dans la société comme dans la nature, l'ordre n'existe que lorsque peut jouer la loi des grands nombres.

D'une façon générale, il n'est pas de meilleur régulateur de la production que la variation des prix due à la variation de l'offre et de la demande, parce que ce régulateur agit **automatiquement**.

Le fonctionnement de la machine économique est semblable à celui de la machine à vapeur. A leurs deux extrémités, toutes deux sont soumises à des conditions variables. La consommation d'un produit est en constante variation comme est en constante variation le travail demandé à une machine à vapeur ; de même, sa fabrication n'est pas absolument régulière, tout comme n'est pas absolument régulière l'arrivée de la vapeur provenant de la chaudière ; si l'on veut avoir une marche régulière, il faut ajuster ces deux sortes de variations en agissant sur la seconde, en fonction de la première. C'est à quoi, dans le cas de la machine à vapeur, on parvient très facilement et très économiquement par le régulateur à force centrifuge qui agit automatiquement sur l'admission de vapeur selon que le travail à fournir est plus ou moins grand ; de même, dans la machine économique, le système des prix qui augmentent quand la demande est forte, et qui diminuent quand elle est faible, accroît ou diminue la production de l'objet considéré.

Or si quelqu'un prétendait faire œuvre scientifique, réaliser un « progrès », en réglant la machine à vapeur à la main et non plus par le régulateur, on considérerait cela comme une galéjade, car il est manifeste que la régulation automatique est plus économique, plus précise et plus sûre que celle qui peut être faite par la main de l'homme ; pourtant, c'est exactement ce que proposent, sans rire, nos dirigeants lorsqu'ils prétendent substituer l'intervention de leurs « puissants cerveaux » à celle du mé-

canisme des prix. Tout comme pour la machine à vapeur, cette façon de procéder est dispendieuse, saccadée et génératrice de catastrophes (1).

Aussi, le planisme non seulement ne peut naître que dans une société décadente, mais il en précipite la décadence. Comme il arrive souvent, ce qui est conséquence est en même temps cause ; comme la chute des corps, la chute des civilisations s'opère selon un mouvement accéléré.

## Les crises

Mais, dira-t-on, le plan a au moins un avantage, celui pour lequel il est particulièrement fait, il mettra fin aux crises de « surproduction », ces crises si caractéristiques de la liberté économique et qui, une fois par décennie environ, secouent terriblement l'économie. S'il limite le développement de la technique, il présente au moins l'avantage de mettre fin à ses « excès ».

Je ne pense pas, pour ma part, que ceci compense cela, et qu'il y ait avantage à arrêter la croissance d'un être parce que cela lui évitera les « crises de croissance ».

D'autre part, il est faux que ce soit la liberté économique qui engendre les crises ; c'est, comme je crois l'avoir démontré naguère, l'exploitation à laquelle est soumis le prolétaire, ce qui est tout autre chose. Je ne veux point refaire ici cette démonstration. Disons seulement que les crises dites de surproduction ne sont pas des crises de surproduction, ainsi que s'en sont aperçus tous les économistes sérieux, parce que, s'il peut y avoir surproduction de telle ou telle marchandise déterminée, il ne peut pas y avoir une surproduction générale de toutes les marchandises ; les crises cycliques sont dues, à mon avis, uniquement au fait qu'il arrive un moment où la classe capitaliste ne peut plus employer la plus-value qu'elle s'approprie par sa transformation en moyens de production, car elle ne trouve plus de main-d'œuvre pour faire marcher de nouveaux moyens de production, toute celle disponible se trouvant pratiquement utilisée aux époques de veille de crises. L'« armée de réserve industrielle », dont l'existence est indispensable au fonctionnement du capitalisme, ainsi que l'avait bien vu Marx, ayant été réduite à zéro, ou à peu près, par la haute conjoncture, la production capitaliste s'écroule.

Supprimez donc, non la liberté, mais la plus-value, et vous supprimerez les crises !

## Les plans et la guerre

Mais toutes choses, même les choses absurdes, ont une raison d'être. Il y a une raison pour que les plans soient aujourd'hui à la mode. Cette raison, la voici :

Contrairement à ce que prétendent leurs défenseurs, les plans n'ont aucunement pour but d'assurer un meilleur fonctionnement de l'économie, ce sont simplement des plans politiques, c'est-à-dire des plans fait par l'Etat pour asservir l'économie de la nation tout entière aux buts propres de l'Etat, à ses buts d'Etat.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, l'Etat est avant tout un « appareil » ; un groupe de gens distincts

(1) Il est, cependant, un cas où la régulation directe de la machine à vapeur par la main de l'homme s'impose, c'est lorsque, comme dans la locomotive, la machine doit faire face à des variations considérables dans le travail demandé, se produisant d'une manière imprévisible, et auxquelles il faut remédier immédiatement. Une situation analogue se présente pour la machine économique lorsqu'un pays est en état de guerre ; c'est pourquoi, dans cette situation, mais dans celle-là seulement, l'intervention de l'Etat dans l'économie se révèle nécessaire.

de la « société civile », non liés à la production, dont l'unique fonction est d'assurer l'ordre social, et qui tirent leurs moyens de vie d'un prélèvement effectué sur la plus-value, en rémunération du service qu'ils rendent ainsi aux classes privilégiées. Cela est si vrai que dans les sociétés où il n'existe pas d'appareil d'Etat, bien qu'il puisse s'agir de sociétés organisées et même dotées d'institutions politiques, il n'y a pas d'Etat. Il n'y avait pas d'Etat dans ces sociétés patriarcales de « gentes » qui donnèrent, par suite, naissance à l'Etat antique ; il n'y a pas davantage d'Etat dans les sociétés berbères, car faire partie de la djemaq (ou Conseil des Anciens) n'est pas une profession.

L'Etat est donc un appareil, un Corps ou ensemble de Corps constitués, superposé à la société économique. Or cet appareil a une mission, ou, tout au moins, il s'en croit une et toute la population y croit : elle consiste à assurer la plus grande cohésion possible dans le groupe d'hommes sur lequel l'Etat étend sa juridiction afin d'établir, par cela même, une scission entre ce groupe d'hommes et les groupes voisins. L'Etat est essentiellement l'organe chargé d'assurer la défense d'une certaine collectivité contre les collectivités extérieures, défense qui, bien entendu, prendra souvent la forme d'une défense « active », c'est-à-dire d'une agression. Il ne s'agit donc pas pour l'Etat d'assurer le bien des hommes en général, mais le bien d'un groupe d'hommes particulier, sans se soucier du bien des autres, et même, si nécessaire, à leur détriment.

Si l'Etat est la réalisation d'une « Idée », comme disent les Allemands, cette Idée n'est autre que l'idée nationale. Supprimez l'Etat, et vous supprimez par là la notion de « nation » et de « patrie » ; loin que l'Etat soit un produit de la nation, la nation et la patrie sont des créations de l'Etat ; aussi est-ce fort logiquement que ceux qui combattent l'Etat nient, en même temps, la patrie.

On ne se définit qu'en s'opposant. L'idée de la nation ne se forme que dans la mesure où l'Etat oppose sa nation aux autres nations, l'y appose le plus radicalement possible, et notamment de la manière la plus radicale qui soit, par la violence et par la guerre. La guerre est la fonction essentielle des Etats.

C'est pourquoi l'Etat tend à dégénérer aux époques de paix et à retrouver toute sa virulence en temps de guerre. Quoi qu'on en ait prétendu, et malgré la séduisante image de l'orateur méridional sur les nuées, l'orage, le capitalisme et la guerre, la grande époque du capitalisme, du capitalisme « libéral », c'est-à-dire celle où les fonctions de l'Etat étaient réduites au minimum, fut une époque de paix. Il faut remonter aux siècles de la « paix romaine » pour trouver une période de paix relative aussi longue que celle qui sépare la fin des guerres napoléoniennes de la guerre de 1914. Ce fut « la longue paix », comme l'appelle l'historien Seignobos, paix qui ne fut guère troublée en Europe que lors du second Empire français, parce que précisément l'Etat de Napoléon III avait la prétention de se montrer un « Etat fort », et cette période prend fin en 1914, parce qu'à ce moment la puissance des nations libérales, précédemment incontestée, vient à être défiée par le développement industriel de l'Allemagne et que celui-ci s'est produit, à l'encontre de ses devanciers, sous le régime d'un Etat fort, intervenant puissamment dans le développement de la société civile. Ce n'est pas le capitalisme qui porte dans ses flancs la guerre, c'est l'étatisme.

Et comme toute chose est à la fois cause et conséquence, il n'est pas étonnant que l'état de guerre du XX<sup>e</sup> siècle ayant succédé à l'état de paix du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Etat se soit mis partout à devenir envahissant, en paix comme en guerre, puisque les moments de paix ne sont plus, comme on l'a dit,

que des trêves entre deux guerres. L'Etat fasciste de Mussolini, l'Etat « communiste » de Staline, l'Etat national-socialiste de Hitler, l'Etat nationalisateur et dirigiste de l'Angleterre et de la France, tous ces Etats qui, rompent avec la tradition du siècle précédent, se donnent pour tâche d'intervenir au maximum dans la vie économique et dans celle des individus, furent et sont le produit de l'état de guerre dans lequel nous sommes entrés.

Or, désormais, la guerre est avant tout — c'est une banalité — presque exclusivement une affaire de production industrielle. Le vainqueur est celui qui possède la technique la plus avancée, la production la plus importante et la plus adoptée aux besoins de la guerre. Se préparer à la guerre n'est donc plus simplement passer des armées entraînées et bien pourvues d'armes, mais avoir toute sa production organisée de manière à pouvoir soutenir la guerre. Telle est la véritable signification, la raison d'être et le but du « planisme », quelles que puissent être les bonnes et pacifiques intentions de ses thuriferaires.

Aussi, le caractère commun à tous les plans économiques est-il qu'ils tendent à assurer à chaque Etat le maximum d'autarcie économique. Il faut que dans la mesure du possible, et pour tout ce qui est essentiel, le pays puisse se suffire à lui-même. C'est là une politique qui n'a de signification que parce que l'on a en vue la guerre. Il est évident qu'en paix il est beaucoup plus avantageux pour les citoyens d'un pays d'acheter à l'étranger ce que l'étranger peut produire à meilleur marché qu'eux-mêmes, mais, en guerre, alors qu'on peut être bloqué par l'adversaire, ou même que ce soit votre fournisseur qui soit l'ennemi, il est indispensable, si vous ne voulez pas périr, que vous produisiez vous-même tout, et, pour pouvoir le produire à ce moment-là, il faut que vous le produisiez dès maintenant.

Le second caractère commun à tous ces plans consiste en ce que l'accent y est mis sur l'industrie lourde. C'est ce que l'on projette pour l'industrie lourde, le programme d'« industrialisation », c'est-à-dire la construction d'usines pour industries lourdes, dans le cas des pays non encore industrialisés (Russie, Europe orientale, Asie), et le programme de « modernisation » de l'industrie, c'est-à-dire de défense de l'industrie lourde, dans les vieux pays industriels (France, Angleterre), soumis à la concurrence des pays neufs (Amérique), qui détermine tout le reste du plan. Or industrie lourde cela veut dire, avant tout : sidérurgie, fabrication de l'acier, ce matériau fondamental de la guerre.

Les plans russes n'ont pas d'autre visée. Ces plans n'ont pas pour but d'assurer le maximum de bien-être aux citoyens soviétiques, mais seulement d'assurer le plus grande et la plus rapide industrialisation possible. Leur unique raison d'être est de mettre le pays en état de faire la guerre.

Le 9 décembre dernier, Malinkov, membre du bureau politique du parti communiste russe, publiait une déclaration officielle, dont les points principaux furent ainsi résumés par le correspondant du « New York Herald » à Moscou : « 1. L'actuel plan de cinq ans cherche à développer davantage la capacité défensive de l'U.R.S.S. et à fournir aux forces armées soviétiques le bénéfice de la plus récente technique militaire ; 2. Le plan de cinq ans va être révisé pour accroître le développement de certaines industries ; 3. Une « extraordinaire importance » sera attachée au stockage de réserve de matériel et d'aliments afin de pouvoir « surmonter toutes sortes de difficultés et comme garantie contre des éventualités de toutes sortes » ; 4. Etant donné la situation internationale présente, l'Union soviétique ne peut compter sur l'importation de quantités importantes d'équipement de l'étranger et, en conséquence, des efforts seront faits pour arriver à ce que la Russie

puisse, dans la plus grande mesure, se suffire à elle-même. » (Les points suivants n'ont plus trait au plan.)

Il est difficile d'être plus clair !

Or si, en d'autres pays, on ne montre point aussi naïvement le bout de l'oreille, les plans n'en présentent pas moins, lorsqu'on veut bien en examiner le contenu, exactement le même caractère. Le planisme n'est pas autre chose que le maintien, en temps de paix, d'une économie de guerre.

Il ne s'agit pas de satisfaire aux besoins des individus, mais à ceux de l'Etat, c'est-à-dire assurer une production qui permette à l'Etat, le moment venu, de faire la guerre. Toute la direction de l'économie, depuis le contrôle des changes jusqu'à l'enrégimentement de la main-d'œuvre, concourt à ce but.

## Conclusion

Concluons !

Il est faux de dire que les plans réglementent la production de manière que celle-ci corresponde aux besoins de la consommation ; tout au contraire, ils réglementent la consommation de manière que la production puisse être poussée tout particulièrement dans certains domaines, ceux qui intéressent les besoins de l'Etat. En réglant sa production à posteriori, d'après les besoins manifestés par les consommateurs, l'« anarchie capitaliste » assure la liberté du consommateur ; le plan, au contraire, oblige le consommateur à ne consommer que ce qu'il permet de produire et dans les quantités qu'il permet de produire. Ce n'est pas seulement la liberté du producteur, mais la liberté du consommateur, c'est-à-dire la liberté de tous qui est niée. La suppression de la liberté de la production entraîne, comme conséquence inéluctable, la suppression même de la liberté de la vie.

## Fixation des prix

En dehors des « plans », les socialistes d'Etat entendent diriger l'économie par la fixation des prix. En France, notamment, c'est là-dessus que, depuis trois ans, leur effort a principalement porté, et porte encore. André Philip fut de cette politique l'exécutant le plus conséquent et le plus obstiné.

La base — théorique, si l'on peut dire — de l'action sur les prix est celle-ci : ce sont les prix qui sont la source du profit ; plus on vend cher, plus on fait de profit. Donc, réduisons le profit — ce qui est le but du socialisme — en obligeant à diminuer les prix.

Et il paraît que les gens qui font ce raisonnement se disent « marxistes » ! Drôles de marxistes, alors que tous les premiers chapitres du « Capital » sont consacrés à la démonstration de cette évidence, déjà bien vue par les physiocrates ainsi que par Smith et Ricardo, que la vente des marchandises n'est pas et ne peut pas être une source de profit.

Revoilà, si vous le voulez bien, malgré, parfois, la difficulté du style, les passages essentiels de la démonstration de Marx (1) :

« Si on fait abstraction des circonstances accidentelles qui ne proviennent point des lois immanentes à la circulation, il ne s'y passe, en dehors du remplacement d'un produit utile par un autre, rien autre chose qu'une métamorphose ou un simple changement de forme de la marchandise. La même valeur, c'est-à-dire

(1) **Le Capital**, Livre premier, chapitre V. Traduction Roy, revue par Marx. Les citations de Le Trotski et de Smith y figurent en notes de bas de page. Pour la commodité de la présentation et aussi parce qu'elles éclairaient particulièrement bien le texte de Marx, nous les avons mises dans le texte même, à l'endroit des renvois.

le même quantum de travail réalisé, reste toujours dans la main du même échangeur, quoiqu'il la tienne tour à tour sous la forme de son propre produit, de l'argent, et du produit d'autrui. Ce changement de forme n'entraîne à aucun changement de la quantité de valeur...

...Des marchandises peuvent bien être vendues à des prix qui s'écartent de leurs valeurs; mais cet écart apparaît comme une infraction de la loi de l'échange. Dans sa forme normale l'échange des marchandises est un échange d'équivalents, et **ne peut être par conséquent un moyen de bénéficiaire**. « L'échange est de sa nature un **contrat d'égalité** qui se fait de valeur pour valeur égale. Il n'est donc pas un moyen de s'enrichir, puisque l'on donne autant que l'on reçoit. » (Le Trosne.)

...Admettons maintenant que, par on ne sait quel privilège mystérieux, il soit donné au vendeur de vendre sa marchandise ou-dessus de sa valeur, 110 par exemple quand elle ne vaut que 100, c'est-à-dire avec un enchérissement de 10 p. 100. Le vendeur encoisse donc une plus-value de 10. Mais après avoir été vendeur il devient acheteur. Un troisième échangeur se présente à lui comme vendeur et jouit à son tour du privilège de vendre la marchandise 10 p. 100 trop cher. Notre homme a donc gagné 10 d'un côté pour perdre 10 de l'autre. « L'augmentation de la valeur nominale des produits... n'enrichit pas les vendeurs... puisque **ce qu'ils gagnent comme vendeurs ils le perdent précisément en qualité d'acheteurs**. » (Ad. Smith.) Le résultat définitif est en réalité que tous les échangeurs se vendent réciproquement leurs marchandises 10 p. 100 ou-dessus de leur valeur, ce qui est la même chose que s'ils les vendaient à leur valeur réelle...

Supposons, au contraire, que ce soit le privilège de l'acheteur de payer les marchandises au-dessous de leur valeur. Il n'est pas même nécessaire ici de rappeler que l'acheteur redevient vendeur. Il était vendeur avant de devenir acheteur. Il a perdu déjà 10 p. 100 dans sa vente : qu'il gagne 10 p. 100 dans son achat et tout reste dans le même état.

La formation d'une plus-value, et conséquemment la transformation de l'argent en capital, ne peuvent donc provenir, ni de ce que les vendeurs vendent les marchandises ou-dessus de ce qu'elles valent ni de ce que les acheteurs les achètent au-dessous. »

Rien de plus net ni de plus démonstratif. La vente ou l'achat ne peuvent être ni l'une ni l'autre une source d'enrichissement.

Bien entendu, il y a des cas où un portuculier peut faire une « bonne affaire » dans une vente ou dans un achat, mais cette bonne affaire est compensée exactement par la « mauvaise affaire » qu'il fait le partenaire. Si l'on a la chance de réaliser beaucoup de bonnes affaires et peu de mauvaises, on pourra, certes, s'enrichir, mais ce sera au détriment de gens qui exécuteront les mêmes opérations économiques que vous, qui, comme vous, vendront et achèteront. Il pourra donc y avoir un déplacement des fortunes, mais aucun enrichissement d'une classe.

Et pourquoi cela ?

Pour une raison bien simple, qui est que dans tout échange, dans toute vente, les deux participants, le vendeur et l'acheteur, sont libres. Ils sont libres, le premier, de vendre ou de ne pas vendre, le second d'acheter ou de ne pas acheter. Bien certainement, le vendeur a plus besoin d'argent que de sa marchandise puisqu'il en est vendeur, mais l'acheteur a plus besoin, lui, de la marchandise que de son argent, puisqu'il en est acheteur. Tous deux sont donc sur un pied d'égalité. Les circonstances peuvent faire qu'à

un moment donné les vendeurs ont un plus pressant besoin d'argent, ce qui les désavantagera, mais à un autre moment, ce seront les acheteurs dont le besoin d'avoir les marchandises sera le plus pressant, et ce seront alors les vendeurs qui, cette fois, seront avantagés. Ceci compensera cela. Le jeu de l'offre et de la demande profite tantôt aux uns tantôt aux autres, mais jamais, d'une façon permanente, ni aux vendeurs ni aux acheteurs. L'échange se fait dans l'égalité ; l'échange des marchandises est la seule chose qui soit honnête dans l'économie capitaliste.

Cela est vrai pour tous les échanges, pour toutes les ventes... **sauf une**.

Et je m'excuse de rappeler ici ce qui est l'A.B.C. du socialisme, mais, comme il n'y a plus de socialistes, cela n'est peut-être pas inutile.

Il y a une vente, une seule, où il n'y a point d'égalité entre le vendeur et l'acheteur, et cela parce que l'un des deux contractants est libre, et que l'autre ne l'est pas : cette vente où les deux contractants sont inégaux est celle qu'effectue le prolétaire lorsqu'il vend au capitaliste sa force de travail, en échange d'un salaire. Ici, le vendeur, c'est-à-dire le prolétaire, n'est pas libre, car il lui faut produire pour vivre, et il ne possède pas les moyens de produire; l'acheteur, au contraire, le capitaliste, possède les moyens de produire, et, en outre, une abondance d'objets de consommation ou les moyens d'en acheter, il n'a donc pas un besoin absolu et immédiat du prolétaire, il peut attendre ; le prolétaire ne le peut pas ; ainsi que le dit Louis Blanc : il n'est pas « libre de discuter les conditions de son travail, l'ouvrier qui meurt si le débet se prolonge (1) ».

D'où un déséquilibre constant, permanent, en faveur de l'acheteur, le capitaliste acheteur de force de travail, ou détriment du vendeur, le prolétaire vendeur de ses bras. Puisqu'ils ne jouissent pas d'une liberté égale, le contrat qu'ils feront reflétera cette inégalité. Le prolétaire ne parviendra jamais à vendre sa force de travail que pour un salaire inférieur à la valeur des biens qu'il produira. Et voilà la source du profit, la seule source du profit dont toutes les autres dérivent.

C'est là le vice fondamental, l'injustice de base de la société capitaliste, celle d'où provient toute exploitation et toute oppression, celle que le socialisme s'étoit donné pour tâche de dénoncer et d'abolir.

Qu'en est-il advenu ?

Pour la vente des marchandises, qui se fait dans la liberté et dans l'égalité, nos « socialistes » entendent faire intervenir la force de l'Etat, afin précisément qu'elle ne s'opère plus librement et ne s'effectue plus sur la base de l'égalité, qu'il y ait désormais dans l'échange, systématiquement, des voleurs et des volés, les uns reçoivent toujours une valeur plus grande que celle qu'ils donnent. Par contre, dans la vente de la force de travail, cette opération spoliatrice, que font-ils, y interviennent-ils, et s'ils y interviennent, en faveur de qui ?

Les socialistes ont toujours, les uns préconisé, les autres tacitement accepté l'intervention de l'Etat dans le contrat de travail. Puisque, étant donné les conditions dans lesquelles se présente la conclusion de ce contrat, le prolétaire se trouve nécessairement placé dans une situation inférieure, l'idée est venue naturellement aux premiers socialistes de compenser, ou moins partiellement, la position désavantageuse dans laquelle se trouve le prolétaire, par une intervention de l'Etat en sa faveur. A défaut de la suppression de l'exploitation du prolétariat, il fallait ou moins faire troquer par l'Etat une limite à cette exploitation, par des moyens tels que la limitation des heures de travail, la fixation d'un salaire minimum, etc.

(1) Louis Blanc. **L'organisation du travail**. Introduction.

Or que voyons-nous aujourd'hui ?

Nous voyons bien nos socialistes, maîtres de l'Etat, faire intervenir l'Etat dans le contrat qui lie l'ouvrier, à son patron, mais, au lieu que ce soit pour limiter l'exploitation dont le prolétaire est victime, c'est pour l'aggraver, pour donner au patron plus que ce que celui-ci serait parvenu à obtenir s'il avait été réduit à ses seules forces. Tant en France, qu'en Angleterre, les ministres « communistes », « socialistes » ou « travaillistes » ont porté et portent tout leur effort sur ce point : empêcher les augmentations de salaires que les patrons sont disposés à accorder. On ne fixe pas des salaires minima, mais des salaires maxima ! Le prétendu « minimum vital » n'est pas autre chose que le salaire maximum autorisé pour le manoeuvre. Le grand nombre des salaires « noirs » qui sont donnés de la main à la main par les patrons, malgré le risque des pénalités qu'ils encourent, montre aux yeux des moins clairvoyants dans quel sens l'Etat est intervenu. Accroître la plus-value, c'est-à-dire le degré d'exploitation du travailleur, tel est le seul objectif de la politique « ouvrière » pratiquée par le socialisme d'Etat depuis qu'il est au pouvoir.

Ainsi, là où règne l'égalité, l'Etat « socialiste » intervient pour instituer l'inégalité ; là où était déjà l'inégalité, l'Etat « socialiste » jette tout son poids dans la balance pour l'accroître encore.

Le véritable caractère du socialisme bourgeois, son caractère de classe apparaît ainsi en pleine lumière. Le socialisme d'Etat n'est pas contre l'exploitation du producteur, il n'est pas pour la suppression de la plus-value, mais, tout au contraire, pour un renforcement de l'exploitation du travailleur, pour un accroissement de la plus-value, afin d'en faire profiter la classe qu'il représente : celle de la bourgeoisie bureaucratique.

Cette classe est beaucoup plus nombreuse que la bourgeoisie capitaliste, car elle ne possède pas de limites. Pour être capitaliste, il faut des capitaux ; la quantité de capitaux existante limite donc forcément le nombre de capitalistes, et même le limite en fonction de la production, la quantité de capitaux étant liée à l'importance de celle-ci. Au contraire, pour avoir un emploi de l'Etat aucune condition matérielle n'est nécessaire, il suffit d'exercer une pression suffisante sur l'Etat. Cette pression peut aboutir d'autant plus facilement que l'Etat bureaucratique ne peut maintenir sa domination que s'il existe une classe suffisamment nombreuse pour l'appuyer ; il lui faut donc assurer des privilèges à une quantité de personnes aussi grande que possible (voyez en Russie l'immense armée des *natcholniks*) ; d'où, finalement, la nécessité d'accroître au maximum la plus-value fournie par le producteur, afin de pouvoir faire participer à l'aubaine, le plus possible des fuyards de la production.

Non seulement les nouveaux bourgeois sont, et surtout seront, plus nombreux que les anciens, mais leur rôle utile sera moindre. Le rôle de chacun sera moindre puisque, pour une même tâche, ils seront plus nombreux, et il sera moindre aussi parce que, ainsi que chacun le sait, l'activité déployée par un patron est d'un tout autre ordre de grandeur que celle déployée par un fonctionnaire.

D'autre part, ainsi que l'avait très bien vu l'économiste anglais Keynes, le grand rôle de la bourgeoisie capitaliste, sa seule « justification » fut d'être accumulatrice de capitaux. Sa puissance et l'augmentation de son profit dépendant de l'accroissement de ses capitaux, elle avait été poussée par un véritable démon intérieur à épargner, épargner encore et toujours davantage, allant même pour cela jusqu'à se priver parfois du nécessaire. C'est grâce à cette furie d'épargne qu'a pu se réaliser l'énorme accumulation de capital qui a rendu possible l'extraordinaire extension de la production de ces cent cin-

quante dernières années. Le bourgeois bureaucrate, lui, est privé de ce démon intérieur. Tout comme le noble de l'ancien régime, ses revenus proviennent, non de l'importance de ses capitaux, mais de son rang dans l'Etat ; il n'a donc pas de raisons d'accumuler ; il se contentera de dépenser, à la fois pour « maintenir son rang » et pour jouir ; il sera Don Juan, et non M. Dimanche. Or, sans M. Dimanche, sans ses comptes bien tenus et son épargne, il n'est pas de progrès possible.

C'est pour toutes ces raisons que « produire », produire encore davantage, produire pour un moindre salaire durant de plus longues heures, est le grand mot d'ordre du socialisme d'Etat, que ce soit en Russie, en Angleterre ou en France, et qu'il le demeurera. Ce mot d'ordre ne découle nullement, quoi qu'on prétende, d'une situation extraordinaire et momentanée, de « circonstances exceptionnelles », telles que la révolution et le changement de régime, ou la guerre et la « reconstruction », il tient au caractère profond du socialisme bourgeois ; il provient de sa nécessité interne fondamentale : le mode d'appropriation de la classe dont il est l'expression.

## Retour à l'ancien régime

Le progrès humain réside dans la libération de l'individu ; il consiste à le libérer des contraintes sociales en même temps que des contraintes matérielles. Ainsi que l'ont remarqué tous les sociologues, l'homme primitif est l'homme le moins libre qui soit : enfermé dans une série de tabous, d'obligations et de prohibitions qui s'appliquent à tous les actes de sa vie quotidienne, il vit dans un état de contrainte morale perpétuelle, qui va de pair avec l'angoisse de la faim. Libérer l'homme de la faim et le libérer des servitudes éthico-sociales — deux choses organiquement liées, car le progrès matériel ne s'accomplit que dans la liberté morale — voilà le progrès ! Toute destruction de liens qui enchaînaient précédemment l'individu est une révolution ; tout établissement de nouvelles barrières à son activité est une contre-révolution.

Le socialisme ouvrier prenait à son compte les grands principes qui avaient assuré le succès de la société bourgeoise, ceux qui ont fait de la bourgeoisie la grande porteuse du progrès, et il en demandait la réalisation totale afin de porter ainsi la société moderne à un niveau plus élevé. Il ne s'agissait point pour lui de détruire la liberté, dont jouissent actuellement les seuls propriétaires, mais de l'étendre à tous. Autonomie des entreprises, liberté des échanges, cela est conciliable avec le fait que les entreprises soient gérées et les échanges commandés par l'ensemble des participants à l'entreprise et non plus seulement par le propriétaire. On conserve ce qui a fait la grandeur et la force du capitalisme, on le généralise, et l'on supprime ainsi, du même coup, ce qui en faisait à la fois la faiblesse et l'horreur.

Le socialisme bourgeois est, par contre, une doctrine de bourgeois fatigués. Des hommes que le risque effraie ; or, la liberté, c'est le risque. Comme le disait Jean-Jacques, « le repos et la liberté sont incompatibles, il faut opter (1) ». Donc, « à bas la liberté ! » Ce qu'il faut, c'est s'assurer la jouissance paisible et sans risque du produit de l'exploitation des travailleurs. On n'a plus la propriété, qu'importe ! Ainsi, on ne risque point de la perdre. Par le socialisme d'Etat, le profit est toujours assuré, que l'entreprise soit un succès ou un désastre, puisqu'il est attaché à la fonction, et non plus aux résultats. Par le dirigisme, à l'abri des réglementations de l'Etat, des règlements des corporations, des fixations

(1) J.-J. Rousseau. *Considérations sur le gouvernement de Pologne.*

de prix, des limitations de la concurrence, les membres de la nouvelle bourgeoisie, qui porteront encore le nom de patrons, se trouveront avoir la vie de leur entreprise garantie, la constance de leurs bénéfices assurée, et, tout comme les maîtres des entreprises nationalisées, ils pourront poursuivre en toute quiétude leur petit train-train de parfaits fonctionnaires.

Le socialisme ouvrier tendait à la libération de l'individu; il recherchait une généralisation de la liberté, il était donc un mouvement progressif; le socialisme bourgeois vise à l'asservissement de l'individu, au rétrécissement de son activité, il est un mouvement régressif.

Il est même une réaction dans le plein sens historique du terme.

Lorsqu'on considère l'histoire humaine d'assez haut, on constate que le progrès est une réalité, qu'il s'est poursuivi à travers les différentes étapes de l'Histoire: l'Européen du XIX<sup>e</sup> siècle est plus libre que le sauvage. Mais, dès qu'on regarde d'un peu plus près, on constate que ce progrès ne s'est pas effectué en ligne droite. Les imbroglios de la dialectique, les vieillissements conduisent constamment à des avortements et à des régressions. Tel mouvement, bien parti, s'arrête avant d'être parvenu à ses fins, ainsi en fut-il du socialisme ouvrier; telle société dégénère et revient à son état antérieur, c'est le cas de notre société présente: le socialisme bourgeois n'est, en effet, qu'un retour aux contraintes de l'ancien régime.

Sous Louis XIV les grandes entreprises, les entreprises « d'intérêt national » étaient déjà aussi des entreprises d'Etat: c'étaient les « manufactures royales »; quant aux petites entreprises, elles étaient contrôlées, dirigées, fossilisées par les règlements des corporations, sous la supervision de l'Etat. De même, l'Etat intervenait à fond dans le commerce extérieur, qui était presque entièrement sous son contrôle, et son intervention avait essentiellement pour but de faire rentrer des devises, non, pardon! je veux dire de l'or et de l'argent, grâce à une balance commerciale favorable. Ressemblance non moins importante: tout comme nos ministres « socialistes » d'aujourd'hui, les ministres du Roi Soleil prescrivaient aux patrons de donner les plus bas salaires possibles; et de même, comme l'Etat travailliste anglais fait aujourd'hui porter l'effort de sa propagande sur les femmes pour qu'elles aillent travailler en usine, l'Etat français du XVII<sup>e</sup> siècle applaudissait lorsque les fabricants employaient des enfants à l'âge de cinq ans (1).

Prenez les ordonnances de Colbert et les décrets de nos dirigistes, vous ne trouverez, pour le fond, aucune différence; les objets auxquels ils s'appliquent diffèrent, mais le régime qui y est édicté est le même.

Similitudes économiques qui entraînent une similitude sociale: les classes n'étant plus soumises à l'épreuve des faits, tendent à se transformer en castes, fermées et permanentes; sous le régime du socialisme d'Etat on appartient à la fraction bourgeoise de la production, à l'appareil, ou bien à sa fraction ouvrière, d'une façon définitive, soi et sa descendance, tout comme il en était pour le noble et le vilain de l'ancien régime. Déjà, en Russie, les écoles d'officiers sont réservées aux fils d'officiers et la suppression de la gratuité de l'enseignement réserve, en fait, aux enfants de « techniciens » la possibilité de devenir eux-mêmes techniciens. Ce pays, qui est le seul à avoir réalisé intégralement le socialisme d'Etat, est aussi le seul pays du monde où il n'existe aucun impôt sur l'héritage; l'accumulation de la richesse par les familles des privilégiés peut ainsi

(1) Seignobos. *Essai d'une Histoire comparée des peuples de l'Europe*. Page 295.

s'y poursuivre à un rythme plus rapide que partout ailleurs.

Nos « révolutionnaires » modernes qui regardent le XIX<sup>e</sup> siècle comme une époque « dépassée » ne la dépassent qu'en revenant deux siècles en arrière; ils retombent en enfance.

Mais la vieillesse ne dure pas plus que l'enfance.

L'Etat que les rois de France avaient commencé à forger dès le lendemain de la guerre de Cent Ans et qui atteint son maximum de puissance et d'emprise sur la société deux cents ans plus tard, avec la monarchie absolue, est à partir de ce moment, et par cela même, à la veille de disparaître: le siècle qui voit la mort du Grand Roi voit aussi la disparition de la monarchie et de son régime.

De même, l'étatisme actuel, le socialisme bourgeois, cet effort désespéré que tentent les Etats nationaux d'aujourd'hui pour se survivre, au moyen d'un accroissement considérable de leurs attributions, n'est que le signe avant-coureur de la disparition des Etats nationaux. Plus ceux-ci essaient d'étatiser et de planifier la vie de la nation, plus ils hâtent la disparition des nations par l'avènement d'un Etat mondial, car, en renforçant la nation, ils font éclater davantage la contradiction entre le compartimentage politique des peuples et le caractère mondial, l'extension universelle, de la technique.

Or un Etat mondial sera-t-il encore un Etat? Nous avons vu que l'essence de l'Etat était de défendre les intérêts particuliers d'un groupe déterminé d'hommes contre ceux des autres groupes humains. Un Etat ne peut donc se définir que dans la mesure où il s'oppose à d'autres Etats. Un « Etat mondial » est une contradiction dans les termes: Nous n'avons pas le droit d'étendre à la totalité un concept qui n'existe qu'appliqué à une partie. La société mondiale de demain sera quelque chose d'entièrement nouveau, construite selon des lignes que rien jusqu'ici, dans l'Histoire, ne nous permet de déterminer. Nous nous sommes donné pour tâche d'essayer de comprendre le présent en nous appuyant sur le passé, non de prévoir l'avenir.

R. LOUJON.

*Le plus vieux parti socialiste de Grande-Bretagne, l'Independent Labour Party (I.L.P.), créé en 1893 par Keir Hardie, et qui devait, moins de dix ans plus tard, jouer un rôle déterminant dans la fondation du Labour Party, auquel il resta adhérent une trentaine d'années, vient de décider de ne plus prendre part aux élections. Cette décision a été prise à la suite des graves échecs subis lors des dernières élections complémentaires, même en Ecosse où son influence était de beaucoup la plus grande.*

*Voici le texte de la résolution qu'il a adoptée à ce sujet dans sa conférence tenue le mois dernier à Southport:*

**A la lumière de la présente crise mondiale et de l'impossibilité dans laquelle se trouvent des partis comme le nôtre d'avoir une activité électorale efficace, la présente conférence décide de renoncer à cette activité en tant que parti. En conséquence, elle décide que le parti deviendra, simplement et seulement, une organisation de propagande et d'éducation; il concentrera son activité de chaque jour sur les buts ultimes du socialisme et, en particulier, pour le moment, sur la campagne en faveur des Etats-Unis d'Europe et sur la propagande pour le contrôle ouvrier, en s'opposant au courant qui porte actuellement vers la managerial revolution (révolution des bureaucrates et des technocrates).**

## « Sans patrie ni frontières »

A maintes reprises, la R.P. a souligné l'importance exceptionnelle du livre de Kravchenko : « J'ai choisi la liberté ! ». Ce n'était pas pour recommander la liberté toute relative en faveur de laquelle l'auteur avait opté (et c'était bien compréhensible dans sa situation), mais plutôt parce que cet ouvrage a mis à nu, pour la première fois à cette échelle, la vie quotidienne du citoyen soviétique, ses misères, ses souffrances, et l'absence de perspectives sur une vie meilleure. Mieux que des dissertations théoriques sur le caractère social de la société russe, cet ouvrage a dévoilé l'une des plus grandes mystifications de l'histoire contemporaine.

Il en existe d'autres. Nous savons, et nous ne nous lassons pas de le répéter, que le Kominform, et anciennement le « Komintern », est un vaste réseau international, monté par une bureaucratie toute-puissante ; un instrument qui sert, dans chaque pays, non à exprimer et à réaliser le communisme, mais à soutenir les intérêts de l'Etat russe.

Mais lorsque nous faisons, et pour la Russie et pour le Kominform, ces constatations sans nul doute vraies et incontestables, il manque, et pour nous et pour les autres, une chose essentielle : c'est d'imaginer comment se réalise concrètement cette chose. En effet, il y a un abîme entre la faculté d'un simple citoyen de concevoir un événement ou une institution et la réalité, complexe à l'extrême, changeante selon les nécessités tout en gardant le même contenu.

Ainsi pour le Komintern (ou le Kominform)... Les anciens se rappellent encore (ce que les jeunes savent par la lecture) l'enthousiasme suscité par la fondation d'une Internationale qui voulait vraiment en être une. Toute une génération s'est sacrifiée pour servir une cause représentée par un pays qui venait d'accomplir une révolution. L'histoire de la Troisième Internationale reste à écrire. L'historien nous donnera, certes, des éléments intéressants pour comprendre la grandeur et la décadence d'un organisme qui fut capable (et l'est encore aujourd'hui) d'attirer les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière. Mais l'historien sera-t-il capable d'évoquer avec suffisamment de clarté, avec des exemples puisés dans l'activité quotidienne, le caractère réel de cette organisation, réunissant dans son sein toutes les activités imaginables, dont une des plus importantes, sans doute, a été de créer un vaste réseau d'espionnage au service de la Russie ?

Non, l'historien nous parlera de sa politique changeante, de sa subordination aux intérêts d'Etat. Il ne nous la montrera pas vivante. Or voici qu'un livre extrêmement important, qui a déjà eu quelques échos dans la presse, vient donner une contribution inestimable pour la compréhension de l'histoire du Komintern (1). L'auteur, qui vit actuellement aux Etats-Unis, s'appelle en réalité Krebs ; c'est un ancien communiste allemand. De vieux militants allemands ayant vécu à Hambourg se souviennent encore de lui. Comme marin, il a été, dans sa jeunesse, très vite attiré par le parti communiste allemand.

L'ouvrage, du début jusqu'à la fin, est l'histoire de la vie de Krebs, alias Valtin, une vie qui se confond entièrement avec le travail pour le parti

communiste allemand d'abord, pour le Komintern ensuite, et, enfin, pour la N.K.V.D. Ce qui fait l'importance extraordinaire de ce livre, c'est le fait que l'auteur ne s'abandonne pas à des considérations théoriques, mais qu'il apporte des faits, rien que des faits. C'est un homme qui, de par son travail, a été en contact avec les plus hautes autorités du Komintern et du Guépéou.

Il a organisé, pour le compte de ces institutions, tout le travail international parmi les marins. Il a trempé dans toutes les entreprises du stalinisme international. Il témoigne aussi bien sur la façon criminelle dont a été organisée l'insurrection de Hambourg en 1923 que sur la manière inhumaine dont on a sacrifié les militants communistes après la prise du pouvoir par Hitler. Il nous raconte, preuves concrètes à l'appui, comment on a organisé, dans tous les coins du monde, des réseaux d'espionnage, exerçant une activité qui n'avait aucun rapport avec les luttes et avec les soucis du mouvement ouvrier.

Des centaines d'exemples sont là pour démontrer au lecteur de quelle façon il a été fait abstraction de l'individu, du simple militant sacrifié à la « cause », alors que cette « cause » — la preuve en est apportée — se confondait entièrement avec les intérêts de l'Etat russe.

La presse quotidienne a relevé le cas des députés français Villon et Cance qui, Valtin le prouve en citant des faits précis, étaient des agents du Guépéou. Mais Valtin ne prouve pas que cela : il affirme, se basant sur des dates précises et sur des faits que personne ne pourra contredire, qu'une grande partie des chefs communistes du monde entier sont en réalité au service du Guépéou.

De nombreux faits, également en ce qui concerne la France, sont apportés par Valtin et font mieux comprendre le mécanisme raffiné du travail effectué par le Guépéou. Combien de membres de la C.G.T. se sont doutés, par exemple, que des grèves ont été déclenchées n'ayant aucun rapport avec les besoins de la classe ouvrière, mais uniquement avec ceux d'une bureaucratie sans scrupules ? Les lecteurs de cet ouvrage verront Frachon et Racamond au travail et apprendront que leur attitude pendant les grèves de novembre-décembre 1947 a déjà eu des précédents en France. Ils sauront aussi, de quelle manière, avec l'aide de quelques « intellectuels », a été organisé, par des agents sans scrupules, le congrès d'Amsterdam-Pleyel. Ils reconnaîtront que n'importe quelle manifestation stalinienne sert, en dernier lieu, à une autocratie, héritière d'une révolution transformée en contre-révolution.

Ce témoignage est capital. Il rejoint celui de Kravchenko, de même que celui de Koestler. L'écrivain socialiste italien Ignazio Silone a parlé du « fascisme rouge ». En effet, comment ne pas se servir de cette expression, marquant le point d'arrivée d'une politique et d'une activité qui sont basées sur des principes autoritaires, sur des méthodes dégradantes, entraînant l'avilissement humain et le mépris de celui qui ne suit pas aveuglément la « ligne ».

Nous voudrions que ce témoignage d'un homme, qui a cru se battre pour un idéal et qui, comme tant d'autres, a été la victime d'une mauvaise cause, soit lu par tous nos amis.

(1) Jan Valtin : *Sans patrie ni frontières*, Ed. Wapler, 1 vol. 495 fr.

Le bulletin intérieur du Rassemblement du peuple français, qui a pour titre « le Rassemblement », a publié dans son numéro 41, daté du 31 janvier 1948, quelques extraits d'une lettre écrite par Victor Serge, six jours avant sa mort, à M. André Malraux.

« Tout le monde connaît, écrit « le Rassemblement », la personnalité de Victor Serge qui vient de mourir à Mexico en novembre dernier. Communiste exclu du parti comme trotskyste, il fut longtemps tenu prisonnier dans un camp de concentration en U.R.S.S. Libéré, grâce à de nombreuses pétitions et interventions étrangères, il revint à Paris vers 1936, puis partit au Mexique à l'époque.

» Six jours avant sa mort, il adressait à André Malraux une lettre dans laquelle il disait notamment :

« Je veux vous dire, écrivait Serge, que je trouve vaillante et probablement raisonnable la position politique que vous avez adoptée ; si j'étais moi-même en France, je serais du nombre des socialistes partisans de la collaboration avec le mouvement auquel vous participez. J'ai considéré comme un grand pas vers le salut immédiat de la France la victoire électorale de votre mouvement, que je prévoyais mais dont l'ampleur m'a surpris... Le salut véritable, plus lointain, dépendra de la façon dont vous et tant d'autres saurez accomplir ce que j'appelle le double devoir : celui de combattre les ennemis d'une renaissance européenne et celui de maîtriser les périls que nous portons tous en nous-mêmes... »

Avec un retard dont nos lecteurs voudront bien nous excuser (nous n'avons personne qui dépouille la presse gaulliste), il nous faut dire notre surprise. Dans les très nombreuses correspondances qu'il adressait de Mexico à ses amis révolutionnaires de France, Victor Serge n'avait jamais témoigné, à notre connaissance du moins, la sympathie envers le R.P.F. que l'on trouve avec un peu de tristesse dans cette lettre à M. Malraux.

Si nous avions connu de son vivant l'opinion de Victor Serge à cet égard, nous n'aurions pas manqué de lui marquer notre désaccord aussi nettement que nous voulons le faire aujourd'hui.

Nous ne trouvons pas que la position politique nouvelle de M. Malraux soit plus vaillante ni plus raisonnable que ses positions antérieures. Passer du stalinisme au gaullisme, c'est simplement quitter un camp totalitaire pour un autre camp totalitaire. Vis-à-vis de ces deux mouvements, dont l'organisation et les méthodes rappellent invinciblement l'hitlérisme, il n'existe, à notre avis, qu'une seule position raisonnable, courageuse et honnête : l'hostilité à part égale.

La victoire du R.P.F. aux élections municipales de l'année dernière serait, d'après Victor Serge, un « grand pas vers le salut immédiat de la France ». Quelle erreur d'appréciation ! Le gaullisme a sans doute remporté une victoire sur lui-même en se dégageant du stalinisme dont il faisait complaisamment le jeu depuis août 1944. Mais son succès aux élections de 1947 signifie surtout la résurrection de la réaction sociale. Le patronat et le capitalisme se tenaient cois depuis la « libération ». Ils ont maintenant relevé la tête. Sans doute n'ont-ils pas grande confiance dans un homme dont le passage au pouvoir a été plutôt décevant. Cependant, ils ne peuvent s'appuyer que sur ce qui existe, même si ce qui existe ne brille pas par l'intelligence.

En asservissant les syndicats aux directives soviétiques, le stalinisme a mis la classe ouvrière dans la position la plus difficile pour faire face à une attaque éventuelle du gaullisme. Victor Serge connaissait, disait-il, des socialistes français prêts à collaborer avec le R.P.F. Cette variété de socialistes ne se distingue pas par la vaillance que Victor Serge prêtait à M. Malraux, puisqu'elle n'a pas encore osé s'affirmer publiquement. Ce que nous devons souligner, ce sur quoi nous espérons pouvoir faire fond, c'est le fait que le mouvement syndical libéré du stalinisme n'est pas disposé à remplacer une servitude par une autre.

Une classe ouvrière forte et consciente saura réaliser l'idéal du Victor Serge dont nous gardons le souvenir : la liberté dans le socialisme.

**LUNDI 1er MARS.** — Congrès de la Fédération syndicaliste confédérée des Cheminots.

Attaque du convoi Saigon-Dalat par les troupes du Viet-Minh.

**MARDI 2 MARS.** — Nouvelle attaque du convoi Saigon-Sadeo par le Viet-Minh.

**LUNDI 8 MARS.** — Le « prélèvement » avec quelques aménagements est voté à l'Assemblée nationale, par 309 voix contre 253.

**MERCREDI 10 MARS.** — Suicide de Jan Masaryk à Prague.

Création d'un comité syndical international à la suite de la conférence syndicale internationale de Londres pour suivre l'application du plan Marshall.

**JEUDI 11 MARS.** — Grèves sporadiques dans les mines du Nord.

Attentat à Jérusalem contre le siège de l'agence juive.

**SAMEDI 13 MARS.** — Les délégués du Nord décident la reprise du travail.

**MERCREDI 17 MARS.** — Signature à Bruxelles du parti d'union de l'Europe occidentale.

**JEUDI 18 MARS.** — A Turin, signature d'un accord relatif à l'union économique franco-italienne. M. Bidault annonce la décision des Trois Grands de proposer la rétrocession de Trieste à l'Italie.

A Washington, violente attaque de Wallace contre le message de Truman.

**SAMEDI 20 MARS.** — A Berlin, le représentant soviétique déclare que le conseil de contrôle allié n'a plus sa raison d'être.

**DIMANCHE 21 MARS.** — Vote par la Chambre des représentants des Etats-Unis de 55 millions de dollars d'aide provisoire à la France, l'Italie et l'Autriche.

En Chine, offensive communiste contre Nankin.

**LUNDI 22 MARS.** — Conférence socialiste à Londres sur le plan Marshall. Les socialistes du parti Nenni quittent la réunion.

**MARDI 23 MARS.** — Le syndicat national des Instituteurs se prononce pour l'autonomie.

**VENDREDI 26 MARS.** — La Fédération de l'Education nationale se prononce pour l'autonomie.

**DIMANCHE 28 MARS.** — En Roumanie, le Front de la démocratie populaire remporte plus de 90 % des voix aux élections.

**MARDI 30 MARS.** — A Washington, la Chambre des représentants vote pour la participation de l'Espagne au plan Marshall.

**MERCREDI 31 MARS.** — A Berlin, renforcement du contrôle soviétique sur les communications alliées entre Berlin et l'Ouest.

## Un refus surprenant

A la veille du dernier congrès des instituteurs nous avions demandé au Syndicat national une carte de presse pour suivre ses débats particulièrement importants.

Le bureau du S.N. nous a répondu que ce n'était pas possible, que cela créerait un précédent.

Un précédent ! Quel précédent ? Les précédents abondent en effet. Jamais encore on n'avait vu que dans un congrès syndical où la presse bourgeoise était admise — elle l'était à ce congrès — la presse syndicaliste ne le fût pas.

Certains dirigeants du S.N. trembleraient-ils encore devant les staliniers ? Ou s'imaginent-ils les amadouer par de tels procédés ? C'est fort possible.

Ce qui nous paraît plus inexplicable encore que ce refus, c'est que tel ou tel membre du bureau du S.N. s'y soit associé. N'ont-ils pas vu que les raisons invoquées étaient puérides et qu'on se jouait d'eux tout simplement ?

# FAITS et DOCUMENTS

## Les Comités d'entreprise dans la voie du chauvinisme et de la collaboration

préparatoire adressée par la C.G.T. aux responsables syndicaux. Dans cette circulaire, que nous reproduisons d'après *Pourquoi* du 11 mars, Frachon a trouvé le moyen, pour lutter contre le plan Marshall, de marier le vieil esprit chauvin français et la collaboration avec le patronat le plus rétrograde :

...Ce fait nouveau pose le problème de la participation des Comités d'entreprise au redressement de la France d'une façon différente qu'il y a deux ans

Le problème dominant n'est plus, dans beaucoup d'entreprises, celui de l'augmentation de la production. Le patronat réactionnaire, qui sabotait hier pour des buts politiques, pousse, aujourd'hui, au rendement pour les mêmes buts. Lui aussi a adopté sa tactique à la situation nouvelle.

Le problème essentiel devient, aujourd'hui, la reconquête de notre indépendance économique et politique : la défense de nos industries menacées par le plan Marshall et les accords de Genève.

Les Comités d'entreprise devront donc se fixer, comme tâche essentielle, dans leur travail d'administration, d'assurer cette défense.

Mais il faut souligner que les problèmes ne se posent pas de la même façon dans toutes les industries et dans toutes les entreprises.

Certains patrons sont inquiets de la domination étrangère envahissante. Il sera possible, dans certains cas, que le Comité se trouve d'accord avec le patron pour envisager des moyens communs pour assurer cette défense.

Il va de soi que, dans ces cas, les délégués ouvriers exigeront du patron qu'il respecte les droits des ouvriers et les libertés syndicales dans l'entreprise. C'est une condition indispensable à une action commune.

Par contre, les délégués ouvriers devront utiliser tous leurs droits pour surveiller attentivement les investissements de capitaux étrangers dans les entreprises et dénoncer publiquement tout acte d'abandon au profit des monopolistes étrangers et notamment du capital américain.

## L'orientation nouvelle de la Yougoslavie

Centre et de l'Est européen Zivko Topalovitch a tracé un tableau assez sombre de la situation actuelle en Yougoslavie. Ce tableau ne cadre guère, on peut le supposer, avec les reportages et les rapports de nos grands touristes syndicaux :

La Yougoslavie est un des pays les plus dévastés par la dernière guerre : 20 % de maisons détruites ou rendues inhabitables, 36 % d'entreprises industrielles anéanties, 52 % de voies ferrées ; le cheptel est réduit à 40 %. Presque tous les ponts ont été démolis et les routes rendues impraticables. Enfin un million d'hommes ont trouvé la mort.

76 % de la population yougoslave trouve ses ressources dans le travail agricole. Un gouvernement qui s'inspirerait des desseins vitaux du peuple tâcherait de trouver des crédits et d'importer le maximum de produits indispensables à la rénovation de l'agriculture. La dictature communiste a poursuivi une politique tout à fait opposée. Elle s'efforce de développer une industrie nouvelle, l'industrie lourde, qui ne produit aucun article de consommation courante, mais uniquement les armes de guerre.

Le gouvernement yougoslave nourrit une armée quatre fois plus grande que l'armée du pays en temps de paix ; il nourrit ensuite une bureaucratie

Les discours prononcés à la conférence des Comités d'entreprise sont clairs ; ils le sont moins encore que la circulaire

plusieurs fois plus nombreuse que l'ancienne ; puis il nourrit une nouvelle bureaucratie économique croissante ; il faut nourrir des centaines de milliers d'ouvriers et de jeunes gens forcés aux travaux publics ; il faut soutenir économiquement et militairement l'Etat satellite : l'Albanie ; il faut exporter des quantités considérables de vivres en Roumanie et en Russie, et enfin il faut ravitailler l'armée de Markos, qui ne peut se nourrir sur la terre dévastée et pillée de la Grèce.

Ces travaux publics servent-ils à la reconstruction et à l'enrichissement du pays ? Pas du tout ! Car 90 % de ces travaux représentent des objectifs stratégiques qui non seulement n'enrichissent point le pays mais au contraire aggravent sa situation économique. L'effort du gouvernement est surtout consacré à la construction des voies ferrées reliant les chemins de fer russes, roumains, bulgares et hongrois à la mer Adriatique. Deux grandes lignes aboutissant aux ports de Trieste et Flume ne suffisent pas. On est en train de construire la deuxième ligne des Bouches du Cattaro ; on construit deux lignes à travers l'Albanie, vers Scutari et Durazzo et enfin une ligne très difficile à réaliser, longeant le Danube. La grande autostrade de Belgrade à Zagreb, en direction de Trieste, complète ces travaux urgents.

En même temps les villes sont misérables. Les moyens de communication sont misérables. Au lieu de reconstruire la ville de Belgrade, on en construit une nouvelle à côté, réservée à l'administration du gouvernement de Tito et aux organisations internationales communistes. Le plus grand édifice de cette nouvelle ville sera destiné au siège central du parti communiste yougoslave. Tous ces travaux sont déclarés urgents et une masse de 70.000 jeunes gens est déjà mobilisée pour exécuter les projets.

Toute cette politique d'asservissement à l'impérialisme soviétique est absolument contraire aux intérêts véritables des peuples yougoslaves.

## La mise au pas des fonctionnaires tchèques

Les fonctionnaires français, et particulièrement les membres de l'Enseignement, ne manqueront pas de savourer comme elle le mérite la circulaire suivante adressée par le ministre de l'Intérieur de Tchécoslovaquie pour modérer, paraît-il, l'épuration entreprise là-bas par les Comités d'action de l'enseignement :

### CONSEIL NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT

Circulaire du ministère de l'Intérieur en date du 3 mars 1948, n° B 3244-2/3-1948-IV/1.

D'après les rapports reçus jusqu'à ce jour sur l'épuration des fonctionnaires faite par les comités d'action du Front national, il apparaît que cette mesure n'a frappé que les employés qui se sont rendus particulièrement coupables ou qui, d'une manière grave, ont manqué à leurs devoirs de fonctionnaires probes et dévoués à l'Etat. Dans l'intérêt de l'assainissement de l'administration publique il est nécessaire de prendre d'autres mesures complémentaires.

Les tâches de l'administration qui découlent de l'ordre nouveau nécessitent non seulement des services administratifs entièrement dévoués à la cause de la démocratie populaire, mais encore des fonctionnaires en qui l'Etat puisse avoir confiance, qui fassent leur travail avec zèle et qui aient un bon rendement. Voilà la garantie d'un développement heureux de la nouvelle République.

Pour atteindre ce but, il est demandé à tous les comités d'action du Front national de poursuivre l'épuration des administrations publiques en écartant tous les employés qui ne satisfont pas aux conditions précitées.

Doivent être épurés notamment les employés : 1° peu sûrs ; 2° connus pour leur « mauvaise conduite » ; 3° peu capables ; 4° d'un rendement médiocre.

Suivent les mesures détaillées concernant ces quatre catégories :

1° D'après la législation en vigueur le statut des fonctionnaires est fondé sur une confiance réciproque et sur l'absolu dévouement de l'employé à l'égard de l'Etat. Si cette confiance et ce dévouement font

défaut l'employé doit être considéré comme peu sûr. Il n'est pas nécessaire que ce défaut se manifeste par des actes passibles de peines inscrites dans le code, mais il suffit d'une attitude que l'on peut désigner comme déloyale, même si elle ne tombe pas sous le coup de la loi.

Sous cet angle doit être considéré comme peu sûr l'employé :

Qui n'a pas suffisamment compris l'importance « de la nouvelle démocratie populaire » ou des obligations du nouvel Etat envers les autres Etats slaves ;

Qui, par son attitude, a freiné les efforts en vue du développement de cet ordre nouveau ou de ces obligations ;

Qui est allé jusqu'à manifester des opinions contraires à ces efforts ;

Qui n'a pas suffisamment contribué (soit faute d'initiative personnelle, soit autrement) à augmenter et affermir l'élan des travailleurs (par exemple : attitude défavorable au nouveau système populaire, approbation d'hommes politiques réactionnaires, attitude défavorable aux nationalisations, à la C.G.T. et aux autres conquêtes de la révolution, calomnies sur les Etats slaves et leurs institutions, etc.).

En outre doit être considéré comme peu sûr l'employé :

Qui accomplit son service d'une manière superficielle et insuffisante ;

Qui fait de la résistance passive ;

Qui, sans excuse valable, ne respecte pas les heures de service ;

Qui, d'une manière générale, n'est pas consciencieux dans son travail.

2<sup>o</sup> Par « mauvaise conduite » il faut entendre un manque quelconque des qualités exigibles chez tous les employés qui ont soit des défauts ou maladies physiques, soit des défauts de caractère ou des vices, lesquels défauts, sans être nécessairement répréhensibles, font que ces employés ne satisfont pas aux exigences de l'administration.

N. B. — Par défaut de caractère on doit comprendre l'absence de qualités morales qui sont la condition de l'emploi public (une vie privée débauchée et immorale donnant prétexte à des scandales publics ; une attitude arrogante à l'égard des collègues ; des dettes contractées à la légère, etc.). Par vice on doit comprendre l'ivrognerie notoire, la passion des jeux, etc.

3<sup>o</sup> Est considéré comme « peu capable » l'employé qui par manque de qualification professionnelle indispensable à l'emploi donné, alors qu'il est présumé la posséder vu la durée du service accomplie, n'est plus apte à remplir convenablement son travail.

4<sup>o</sup> Est considéré de « rendement médiocre » l'employé qui, tout en étant apte au travail, n'a pas obtenu le minimum de résultats exigés pour sa catégorie. Le mauvais rendement se manifeste notamment par le désintéressement de l'employé à son travail, par l'inobservation des heures de travail, par des absences injustifiées et fréquentes, par des « reates » dans son travail, etc.

## La F. S. M. et l'Internationale des métallurgistes

Le Comité central de la Fédération internationale des métallurgistes a pris la résolution suivante, qui ressemble beaucoup à une rupture avec la F.S.M. L'attitude de celle-ci à l'égard des secrétariats professionnels internationaux ne pouvait aboutir à d'autres résultats.

Le Comité central de la Fédération internationale des métallurgistes, réuni à Lugano (Suisse) du 16 au 18 mars 1948, considère que le Bureau exécutif de la Fédération syndicale mondiale a, par son attitude, empêché une réglementation satisfaisante de la collaboration entre les fédérations professionnelles internationales et la Fédération syndicale mondiale ; que le règlement proposé pour leur constitution est inacceptable et rend impossible la réalisation des conditions légitimes fixées par le congrès de Copenhague.

D'autre part, l'évolution interne de la Fédération syndicale mondiale et les divergences idéologiques qui se manifestent en son sein rendent la Fédération syndicale mondiale impuissante à organiser la par-

ticipation effective du monde du travail au plan de reconstruction économique.

En conséquence, le Comité central déclare que toutes négociations avec la F.S.M. deviennent actuellement inopérantes.

Le Comité central décide de poursuivre l'activité de la F.I.M. sur une base démocratique libre conformément à ses traditions et de soumettre la déclaration ci-dessus à un prochain congrès de la Fédération internationale des métallurgistes. Dans l'intervalle il donne mandat à son secrétariat de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la reprise de l'activité normale de la fédération.

Dans une deuxième résolution, le Comité central a déterminé ainsi sa position à l'égard du plan Marshall :

Le Comité central de la Fédération internationale des métallurgistes a pris connaissance avec satisfaction de la décision de la conférence des représentants syndicaux réunis le 10 mars 1948, à Londres.

Considérant que ce vaste programme de reconstruction comporte les possibilités d'échapper au chaos économique, d'assurer l'existence d'un mouvement syndical libre et de garantir la paix mondiale, la Fédération internationale des métallurgistes engage ses sections à s'associer pleinement à la réalisation du programme sur le plan national.

Toutefois, considérant les intérêts particuliers de la métallurgie, le Comité central charge son secrétariat, son Comité exécutif et les représentants des organisations affiliées à l'Internationale de prendre toutes les dispositions nécessaires, d'établir tous les contacts susceptibles de sauvegarder ces intérêts pour permettre aux travailleurs de la métallurgie et à leurs mandataires de participer activement aux travaux de reconstruction de l'économie européenne.

Le Comité central a témoigné en outre sa sympathie pour la nouvelle Fédération F.O. des métallurgistes français.

## Le point de vue du colonel russe

Il nous semble que Monde n'a pas retenu ce fragment de « Pourquoi j'ai quitté mon pays » de S. Mikolajczyk. Pourtant il ne manque ni de saveur ni d'importance. Aussi le reproduisons-nous d'après *Europe-Amérique* du 19 février :

Laissez-moi évoquer la ferveur du colonel soviétique, qui, il y a quelques mois, me définît, dans les grandes lignes, le plan de la Russie :

— Croyez bien, me dit-il, rien ne peut nous arrêter. Nous avons fait notre miel des erreurs commises par les apprentis-conquérants qui nous ont précédés, et il n'est pas concevable que nous nous rendions coupables des mêmes fautes.

Il est possible que, pour un temps, la France et l'Italie nous donnent du fil à retordre, mais, heureusement, nous disposons là-bas d'hommes capables qui, au moment opportun, réaliseront nos desseins.

» Quand bien même ils n'y parviendraient pas, ajouta-t-il en haussant les épaules, notre puissance militaire est telle que nous sommes en mesure de traverser l'Europe jusqu'à l'Atlantique à une vitesse que les techniciens de la guerre moderne ne soupçonneront même pas. Je ne parle pas de jours, mais d'heures.

Je lui demandai quelle serait, dans la pensée de l'Armée rouge, la réaction de l'Angleterre, si cette armée entreprenait la conquête de l'Europe.

Il sourit :

— L'Angleterre demeurera neutre. Elle sait que nous avons apporté des perfectionnements formidables aux V2 que nous avons récupérés en Allemagne. Elle se rappelle aussi les souffrances qu'elle a endurées lorsque les projectiles allemands à longue portée — qui n'étaient cependant pas au point — pleuvaient sur son territoire. Elle sait que la moindre protestation signifierait son arrêt de mort.

— Et les Etats-Unis ? insistai-je.

— Oh ! nous leur offrirons de négocier la paix et sans doute ils refuseront, pour nous déclarer la guerre. Mais qu'importe ? Nous tiendrons les côtes du continent tout entier. L'Amérique n'est pas prête, de sorte que sa déclaration de guerre demeurera platonique pendant longtemps, tout au moins jusqu'à ce qu'elle ait remis ses forces sur pied et qu'elle ait

imaginé les moyens de transporter hommes et blindés jusqu'en Europe, sans l'appoint de bases telles qu'en constituaient l'Angleterre et l'Irlande au cours de la seconde guerre mondiale...

» En attendant, nous consoliderons nos positions en Europe.

## L'Internationale socialiste répare son erreur d'aiguillage

Sous l'influence des socialistes anglais comme Laski, se résignant difficilement à voir Staline et le stalinisme tels qu'ils sont, et sous celle de socialistes français à la Grumbach et à la Louis Lévy, qui poussent le crétinisme parlementaire à ses limites extrêmes, l'Internationale socialiste a piétiné et capitulé lamentablement ces dernières années. Il a fallu les événements de Prague pour qu'elle répare son erreur d'aiguillage.

Le Comité des conférences socialistes internationales, réuni à Londres le 20 mars, réaffirme les principes essentiels de l'action socialiste, qui sont : affranchissement de la personne humaine de toute forme d'oppression, justice sociale, paix et liberté. Il se félicite des efforts des partis socialistes pour libérer les travailleurs de leur pays de la domination capitaliste et exprime sa satisfaction des succès remportés par beaucoup d'entre eux.

Mais, à l'heure où le socialisme peut seul sauver le monde, nous devons envisager le problème de la défense de la démocratie.

En présence des événements suscités en divers pays d'Europe par l'action conjuguée du Kominform et de l'Union soviétique, le Comité proclame sa volonté de construire une Europe démocratique et socialiste, libérée de toute menace de tyrannie à l'intérieur et d'agression extérieure, d'où qu'elle vienne. Il est convaincu que la libre coopération des peuples à la tâche primordiale de la reconstruction économique de l'Europe aura ses pleines chances de succès sur la base du socialisme démocratique.

Il est pleinement conscient du fait que les partis communistes ont reçu l'ordre de détruire le socialisme démocratique. Le C.O.M.I.S.C.O. s'est efforcé constamment d'entretenir des relations cordiales entre les partis socialistes de tous les pays. Mais il constate que certains d'entre eux ont été mis en demeure soit de s'aligner sur les partis communistes, soit de disparaître. La responsabilité de la rupture, à l'intérieur du mouvement socialiste européen, incombe donc tout entière au Kominform et à la politique par laquelle le Kominform a entrepris de servir exclusivement les intérêts de l'Union soviétique.

Les récents événements de l'Est européen obligent le Comité à déclarer que la démocratie ne peut exister sans respect des libertés individuelles et sans droit d'opposition. Une minorité ne peut imposer sa volonté à un peuple que par des méthodes totalitaires.

Le Comité proclame sa solidarité et son attachement à l'égard des peuples des pays actuellement soumis à l'emprise soviétique.

Les anciens partis social-démocrates de Roumanie, de Bulgarie et de Hongrie ont été intégrés, par la volonté arbitraire de leurs dirigeants, dans le mouvement communiste. Par cet acte ils se sont exclus d'eux-mêmes du C.O.M.I.S.C.O.

En Tchécoslovaquie, les socialistes, qui avaient nettement marqué leur volonté d'indépendance au congrès de Brno en novembre 1947, ont été trahis par certains de leurs dirigeants, de connivence avec la police aux mains des communistes. Le C.O.M.I.S.C.O. ne saurait considérer l'actuelle direction du parti social-démocrate comme représentative du socialisme. Il dénonce devant l'opinion mondiale le caractère oppressif, rétrograde et avilissant pour la personne humaine de cette caricature de démocratie hypocritement appelée « démocratie populaire ».

Quant aux partis polonais et italiens, actuellement engagés dans la même voie fatale qui conduit à l'absorption, le C.O.M.I.S.C.O. leur adresse un ultime appel. Il leur demande de rester fidèles au socialisme et à la démocratie, de reprendre leur liberté pendant qu'il en est temps encore. Il leur demande de garder confiance dans la solidarité agissante du socialisme démocratique international et de prouver, par leurs actes, qu'ayant choisi entre l'assujettissement au

Kominform et la libre coopération socialiste à la reconstruction de l'Europe, ils ont choisi la voie socialiste.

Le Comité appelle les forces démocratiques éparses dans le monde, en particulier sur les continents d'Amérique et d'Asie, à défendre la Liberté, la Paix et les Droits de l'Homme, et il proclame sa volonté de réaliser, d'accord avec elles, leurs communes aspirations.

## L'énigme de la mort de Jan Masaryk

Nous reproduisons, d'après *Servir*, du 23 mars, hebdomadaire socialiste de Lausanne, cette lettre du correspondant spécial du *Manchester Guardian* qui se trouvait à Prague récemment et s'était entretenu encore avec Masaryk le 16 février. Cette correspondance a paru sous le titre : « Saura-t-on jamais ».

La mort de Jan Masaryk n'a pas seulement été un choc profond pour tous ceux qui le connaissaient, mais aussi une surprise totale. Toute sa vie, il avait lutté pour rester fidèle au nom honoré et à la réputation de son père, qui avait la conviction intime que le suicide est une lâche évasion. Si Jan Masaryk a fini par choisir ce moyen, ce serait en quelque sorte la négation de l'œuvre entière de sa vie.

Il n'y avait certainement rien dans le caractère de Masaryk qui indiquât qu'il envisageait le suicide. Mais depuis le jour fatal où il avait reçu l'ordre de retirer l'acceptation enthousiaste qu'il avait déjà donnée au plan Marshall, c'était un homme changé. Dans les quelques dernières semaines de sa vie, il paraissait plus vieux que ses soixante et un ans, son pas élastique était devenu lourd, le découragement et la fatigue avaient remplacé sa jovialité d'autrefois. Et pourtant, la veille encore de sa mort — lors du dernier entretien personnel qu'il eut — il ne donnait pas l'impression d'un homme désespéré. Le seul vœu qu'il exprima alors fut d'« assister bientôt à une conférence à Londres », et il en voyait nettement la possibilité.

Masaryk était confiné au palais Czerninsky où il n'avait encore jamais vécu ; il était entouré de nouveaux secrétaires qui, une semaine auparavant, n'étaient pas encore de la maison ; et il n'était plus autorisé à recevoir seul ses visiteurs. Toutes les déclarations qu'il fit au cours des deux dernières semaines furent censurées et c'est M. Nosek, ministre de l'Intérieur communiste, qui avait repris le service diplomatique tchèque.

Masaryk était prisonnier dans toute l'acceptation du terme, mais il y aurait eu, pour lui, plusieurs moyens de résoudre ce conflit. Et nous avons tout lieu de croire que, courageux comme il l'était, il aurait fait acte d'indépendance devant le Parlement tchèque, qui se réunissait mercredi passé pour la première fois depuis la crise.

On attendait de lui qu'il parlât et il n'est pas impossible — ceux tout au moins qui le connaissent le croiront — que, sans la censure, il aurait expliqué sa position à la lumière des nombreux messages critiques qu'il avait reçus d'Amérique et d'Angleterre les jours précédents et qui l'avaient profondément peiné.

Il est certain que Masaryk ne nourrissait plus l'illusion que son pays pouvait encore être sauvé pour l'Occident. Quand je le vis le 16 février, un jour avant qu'éclate la crise du Cabinet, il reconnut que la Tchécoslovaquie n'était plus un pont entre l'Est et l'Ouest. « Ce n'est plus maintenant, dit-il avec résignation, qu'une tête de pont. »

Quant à lui, il était las de toute politique. « Croyez-moi, dit-il, je serai l'homme le plus heureux du monde quand je pourrai démissionner de mon poste et prendre une chaire de conférences à Cambridge ou en Amérique. » Les choses étant ce qu'elles étaient, il resta dans le nouveau gouvernement à la demande expresse du président Benes.

Il était évident qu'un caractère aussi indépendant et un démocrate aussi convaincu ne pourrait pas demeurer longtemps une marionnette aux mains d'un dictateur. Est-il parti de son propre chef dans le but de mettre fin à cette farce ou l'a-t-on fait partir avant qu'il puisse user du peu d'autorité et de liberté dont il disposait encore pour expliquer la pleine signification de la « révolution tchécoslovaque » ?

# ENTRE NOUS

Ce numéro de la R.P. est le treizième de la nouvelle série. Nous avons donc terminé le mois dernier une première année de travail. En repartant pour la prochaine étape, il est utile de voir les résultats obtenus. Aussi nos faiblesses. Surtout les objectifs qu'il convient d'atteindre le plus rapidement possible.

Nous avons rassemblé 1.500 abonnés. Ce n'est pas rien pour une revue comme la nôtre, par le temps qui court. Nous n'avons d'ailleurs guère dépassé ce chiffre autrefois.

Tout de suite, nous avons tranché parmi les publications actuelles du mouvement ouvrier et marqué notre place.

Du coup nous avons redonné espoir à nombre de camarades découragés. Ils se croyaient isolés, perdus et impuissants. Peu à peu ils reviennent à l'espoir, en attendant de revenir à l'action.

En même temps, des jeunes se sont approchés, attirés par les idées fondamentales, indépendance, lutte de classes et internationalisme, sur lesquelles est basée notre conception du syndicalisme. Ces jeunes attendent, paraît-il, beaucoup de nous. Trop peut-être. Nous ferons notre possible pour aider à la formation de la jeune génération de militants syndicaux, mais nous ne pouvons pas grand-chose pour eux s'ils ne font pas eux-mêmes un plus grand effort.

Déjà nous avons posé un certain nombre de problèmes comme ils doivent se poser. Les charlatans et les prestidigitateurs peuvent se figurer qu'ils feront avaler tout aux gens d'ici. Ils déchanteront. L'esprit critique n'est pas mort. Nous contribuerons à le réveiller, car il est seulement en sommeil.

Ce sont déjà quelques résultats. Nous n'avons pas fait la moitié de ce que nous avions projeté. Voyons les difficultés que nous avons rencontrées.

Les difficultés matérielles en premier lieu. Réussissons-nous à équilibrer notre budget ? On travaille mal quand on est tenaillé par les soucis d'argent. L'esprit n'est plus à la vraie besogne. Or il est difficile d'équilibrer un budget quand on voit presque doubler en un an les prix d'impression.

Situation aggravée pour la R.P. par le fait que nous n'avons pu obtenir de ces Messieurs et Dames de l'Information le contingent de papier auquel nous avons droit cependant d'après leurs propres règles. Nous nous sommes heurtés au régime du bon plaisir. L'autorisation préalable est supprimée, la liberté n'est pas revenue pour autant, même pour ceux qui comme nous n'ont pas paru sous Vichy et sous l'occupation.

Reculer, renoncer ? Impossible. Une fois partis, la question était tranchée. Il faut tirer plus fort, on tirera plus fort.

Difficulté d'un autre ordre : notre équipe de travail, tant pour l'administration que pour la rédaction, a du mal à se rassembler et à coordonner ses efforts. Des concours promis ne sont pas venus. A l'usage, tout finira par s'ordonner. Il ne manquerait plus que cela que des syndicalistes — par principe un syndicaliste doit avoir ou acquérir le sens de l'administration — n'y parviennent pas.

La R.P. est quelque chose d'hybride, à la fois journal et revue. C'était forcé et ce le sera encore tant qu'il n'existera pas d'hebdomadaire ou de quotidien accueillant nos informations et nos commentaires urgents.

Les rubriques ont souffert. Même le Parmi nos Lettres et les Faits et Documents. Sans parler des autres. A travers livres et revues, Lettres de l'Internationale, ou la Renaissance du syndicalisme. Pour assurer les rubriques, une équipe de collaborateurs plus nombreuse, pouvant se rencontrer, habituée à travailler vite, ne se contentant de rien de médiocre, sachant dire en dix lignes ce qui n'en mérite pas davantage et consacrer dix pages à ce qui en vaut la peine, une telle équipe est nécessaire. Tant que notre cuisinier ne l'aura pas autour de lui cela clochera.

Beaucoup d'articles de la R.P., nous dit-on, ne sont pas à la portée des ouvriers. Il se trouve que la remarque est venue de quatre ou cinq camarades métallos. Diable ! Il fut un temps où de ce côté-là on était difficile. Peut-être y a-t-il de notre faute. Tout ce que nous avons à dire peut l'être d'une manière intelligible. Il suffit souvent à un auteur de se donner un peu plus de mal ; il en évitera à ses lecteurs. De même qu'il est plus laborieux de faire court que de s'étaler.

Certains nous reprochent de pratiquer la conspiration du silence, d'avoir changé, d'oublier l'ennemi capitaliste, Wall Street, Franco, etc.

Laissez-nous rire. Nous sommes assez embarrassés pour faire tenir dans 32 pages ce que nous avons à dire. Un sujet bouscule l'autre. Si nous n'avons pas parlé de certains livres, cela tient à la mauvaise organisation de notre travail ; de certains mouvements amis ou voisins, peut-être parce que nous n'avions pas beaucoup de bien à en dire. Oublier le capitalisme, Wall Street et Franco ? Nous trouvons que l'impérialisme russe avec son fascisme rouge leur rend souvent de fameux services et redore leur blason terni.

Et maintenant quels doivent être nos objectifs. Les nôtres, mais ceux aussi de nos amis. Sans eux, nous ne pouvons rien.

En tout premier lieu, côté matériel, il faut grimper aux 3.000 abonnés.

Beaucoup de camarades nous aident avec de l'argent. Ils se croient quittes ; leur conscience est tranquille. L'argent nous est utile. Mais ils devraient y joindre un peu de leur peine et de leur temps. Regarder autour d'eux les personnes susceptibles de s'abonner, recueillir l'abonnement de ceux qu'ils ont l'occasion de voir, dresser la liste de tous les « possibles » de leur connaissance.

Des camarades sont à la tête de syndicats, d'unions, de fédérations. Ils ont le souci de voir s'élever autour d'eux des militants. Rien de mieux que de pousser ces militants en voie de formation à lire la R.P.

Si nos amis faisaient le possible, s'ils faisaient ce qu'ils doivent, nous aurions vite atteint les 3.000 abonnés. Il faut que nous atteignons ce chiffre pour joindre les deux bouts avec les prix d'impression actuels. Il faut que ce chiffre soit largement dépassé pour que nous nous risquions aux 48 pages.

Un plus grand contact est nécessaire aussi au point de vue rédaction. Il faut nous dire quels sujets préoccupent et devraient être traités. Il faut ne pas garder pour soi les remarques que provoque chaque numéro.

La permanence n'est pas assez suivie, ni par les abonnés parisiens ni par ceux de province quand ils viennent faire un tour dans la capitale.

Le courrier devrait être cent fois plus abondant. On se contente trop de quelques mots au dos d'un talon de chèque postal une fois l'an.

Nous voudrions plus. Lors de la réunion des abonnés de la Région parisienne, le 23 novembre dernier, Monatte avait émis une idée, que les événements ont fait négliger, mais qu'il faudrait reprendre. C'était celle de commissions d'études de la Ligue syndicaliste, commissions par industrie examinant tous les grands problèmes qui se posent en ce moment, profession par profession. Il voyait la possibilité d'en constituer immédiatement pour les Métaux, les Cheminots, les Postiers, l'Enseignement, le Livre.

Ainsi, la Ligue syndicaliste, qui ne vit plus ou qui ne vit encore que sur la couverture de la R.P., se contentant de maintenir en lumière quelques principes essentiels, se remettrait en route. Formons ces commissions. Qui s'inscrit ?

Nous avons à rétablir notre réseau de correspondants à l'étranger. Cela non plus n'est pas aussi commode qu'on se l'imagine. Cela suppose que dans les pays hier sous l'influence de la social-démocratie et dans ceux qui se satisfont du trade-unionisme dans le cadre du régime nous trouverons des camarades ayant une pensée proche de la nôtre.

Nous avons du travail sur la planche pour notre deuxième année. Nous pouvons en tailler à la mesure des efforts qui voudront se joindre aux nôtres. L'important, c'est de faciliter le travail de l'administrateur en faisant ruisseler dans sa caisse un millier ou deux d'abonnements nouveaux. C'est de permettre au cuisinier de faire de substantiels numéros.

## RECTIFICATION

Dans l'article de Pedro Bonet (R.P. de mars, p. 10-366), à propos de l'or livré par Negrin à Moscou, il faut lire : « cinq cents tonnes », et non tonneaux comme nous l'avons imprimé par suite d'une erreur de traduction.

Imprimerie S. N. I. E.  
32, rue de Ménilmontant, 32

Le gérant : J.-P. FINIDORI



# D'où vient l'argent ?

## SITUATION A FIN MARS

### RECETTES

|   |                 |
|---|-----------------|
| <b>Abonnements :</b>                              |                 |
| Ordinaires .....                                  | 57.086          |
| De soutien .....                                  | 17.600 = 74.686 |
| <b>Souscription</b> .....                         | 8.370           |
| <b>Vente « R. P. »</b> .....                      | 4.346           |
| <b>Vente brochure « Où va la C.G.T. ? »</b> ..... | 180             |
| <b>Publicité</b> .....                            | 3.400           |
| <b>Divers</b> (commandes de livres) .....         | 1.360           |
| <b>Total des recettes</b> .....                   | 92.342          |
| En caisse au 1er mars .....                       | 36.552          |
|   | <hr/> 128.894   |

### DEPENSES

|   |                |
|---|----------------|
| <b>Impression (à valoir s. n° de mars)</b> 60.000 |                |
| <b>Frais divers</b> .....                         | 3.109 = 63.109 |

### SOLDE

|                               |                 |
|-------------------------------|-----------------|
| En espèces .....              | 6.851           |
| Aux chèques postaux .....     | 58.934 = 65.785 |
| Nombre d'abonnés à fin mars : | 1.504.          |

### ABONNEMENTS DE SOUTIEN

**MOIS DE MARS.** — R. Plard (Aube), 1.000 ; Autuche (Haute-Loire), 1.000 ; Djoukitch (Var), 1.000 ; H. Chapey (Paris), 1.000 ; Delsol (Paris), 1.000 ; Anonyme (Puy-de-Dôme), 600 ; Cl. Vidal (Haute-Loire), 1.000 ; Cholín (Seine-et-Marne), 1.000 ; En mémoire de Fritz Brupbacher, 8.000 ; Martin (Paris), 1.000 ; Monatte (Seine), 1.000. — Total : 17.600 fr.

## SOUSCRIPTIONS

M. Buisson (Seine), 50 ; Rozet (Loire), 150 ; Jean Chaneaux (Jura), 200 ; Ch. Ragot (Charente-Maritime), 40 ; Mme Paupy-Martinet (Puy-de-Dôme), 200 ; D. Delamarre (S.-et-O.), 100 ; L. N., 500 ; Lacarce (Paris), 150 ; R. Daniel (Finistère), 50 ; G. Lecler (Paris), 50 ; Arnaud (Paris), 200 ; Simon (Oise), 200 ; Sense (Oise), 30 ; Beucher (Maine-et-Loire), 50 ; M. Berthet (Alpes-Maritimes), 200 ; Leblanc (Aisne), 250 ; Herve (Indre-et-Loire), 200 ; A. Langlois (Seine), 100 ; Gionta (Paris), 200 ; Meunier (Seine),

200 ; Bollenger (Paris), 60 ; Delaunay (Paris), 200 ; A. Espinasse (Haute-Savoie), 200 ; G. Leroy (Seine), 100 ; P. Sirleix (Corrèze), 200 ; Rousseau (Allier), 200 ; Ribeyron (Côte-d'Or), 50 ; Houpeau père (S.-et-O.), 200 ; Aucouturier (Paris), 200 ; J. Guérin (Paris), 200 ; Fradin (Paris), 200 ; Cuny (Paris), 50 ; Meyssonier (Côtes-du-Nord), 100 ; Geny (Seine), 100 ; Dupuy (Seine), 200 ; A. Jutier (Allier), 200 ; Maurel (B.-Alpes), 200 ; Mme Mercier (Paris), 200 ; Renault (Tunisie), 170 ; M. Lambert (Paris), 200 ; Mlle Lefèvre (Caivados), 200 ; R. Buren (Côte-d'Or), 200 ; Franc (Loire), 200 ; Claveyrolas (Rhône), 100 ; Mlle Dudon (Alpes-Maritimes), 100 ; Leral (Seine), 100 ; Papillon-Valloity (Paris), 200 ; Fornerod (Suisse), 100 ; L. Bal (Seine), 200 ; Carpentier (Seine), 200 ; Apostoli (Seine), 200 ; Gambau (Aude), 200 ; Mme Lemonnier (S.-et-O.), 200. — Total : 8.370 francs.

**Un ancien parle aux jeunes syndiqués, sans galons... et les « moins jeunes »... et les anciens, même s'ils sont légèrement galonnés, peuvent l'entendre...**

# OU VA LA C.G.T. ?

une brochure de Pierre MONATTE

L'exemplaire : 10 francs

En vente à la Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy - PARIS (2<sup>e</sup>)

Chèque postal : 734-99

## LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie  
157, RUE DE VAUGIRARD, PARIS-XV<sup>e</sup>

Tél. SEGUR 89-81

Métro : Pasteur

C. C. P. PARIS 5450.00

### LES LIVRES DU MOIS :

|  |       |
|--|-------|
| <b>Politique</b>   |       |
| A. Ciliga : <i>Lénine et la Révolution</i> .....                                 | 35 »  |
| Kautsky : <i>Les trois sources du marxisme</i> .....                             | 30 »  |
| <b>Histoire</b>  |       |
| R. Minder : <i>Allemagne et Allemands</i> .....                                  | 495 » |
| G. Bourgin : <i>Histoire de l'Italie</i> .....                                   | 75 »  |
| J.-L. Puech et Edouard Dolléans : <i>Proudhon et la Révolution de 1848</i> ..... | 80 »  |
| <b>Philosophie</b>   |       |
| Etiemble : <i>Six essais sur trois tyrannies</i> .....                           | 180 » |
| <b>Littérature</b>   |       |
| G. Orwell : <i>Les animaux parlent</i> .....                                     | 150 » |
| Hemingway : <i>Pour qui sonne le glas</i> .....                                  | 360 » |
| Elio Vittorini : <i>Les hommes et les autres</i> .....                           | 195 » |
| Upton Sinclair : <i>Les jeux du cirque</i> .....                                 | 210 » |
| <b>Extrait de notre catalogue</b>  |       |
| Alfred Rosmer : <i>Histoire du Mouvement ouvrier pendant la Guerre</i> .....     | 300 » |
| C. Talès : <i>La Commune de 1871</i> .....                                       | 100 » |
| Marcel Martinet : <i>Culture prolétarienne</i> .....                             | 100 » |
| Rosa Luxembourg : <i>Accumulation du Capital</i> .....                           | 100 » |
| Rosa Luxembourg : <i>Lettres de la Prison</i> .....                              | 40 »  |

Notre coopérative de librairie est spécialisée pour fournir toute la littérature du mouvement ouvrier, constituer des bibliothèques de syndicats ou de comités d'entreprise. Elle peut fournir également la littérature classique ou moderne.

Demandez notre **Catalogue général** et notre **Bulletin mensuel**.

*L'ouvrage le plus sensationnel  
de l'année*

# SANS PATRIE NI FRONTIÈRES

**JAN VALTIN**

*Saisissante explication des événements  
passés et actuels.*

*20 années au service du Komintern...*

*Dès hommes que vous reconnaîtrez, des faits précis  
que vous retrouverez.*

**Un livre que vous devez lire**

---

Un volume in-8 de 792 pages. . . . . 495 frs.

---

**DOMINIQUE WAPLER**

Editeur

6, rue de Londres, 6

PARIS